2,70 € *Première édition.* N° 13354

MARDI 11 JUIN 2024

www.liberation.fr

Libération

FAIRE FRONT POPULAIRE

Après le choc provoqué par le score du RN et la dissolution de l'Assemblée, la gauche doit s'unir pour empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir. Une responsabilité historique. PAGES 2-12





IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie 1,80 €, Allemagne 3,20 €, Andorre 3,20 €, Belgique 2,70 €, Canada 5,30 $, DOM 3,20 €, Espagne 3,20 €, Etats-Unis 5,20 $, Grande-Bretagne 2,90 £, Grèce 3,20 €, Italie 3,20 €, Liban 7800 LBP, Luxembourg 2,70 €, Maroc 29 Dh, Pays-Bas 3,20 €, Portugal (continental) 3,60 €, Suisse 3,60 FS, Suisse alémanique 3,60 FS, Tunisie 8,70 DT, Zone CFA 2600 CFA.

Plusieurs centaines de militants sont venus demander l'union des gauches, lundi à Paris. PHOTO DENIS ALLARD



Rassemblement des

Après la dissolution,

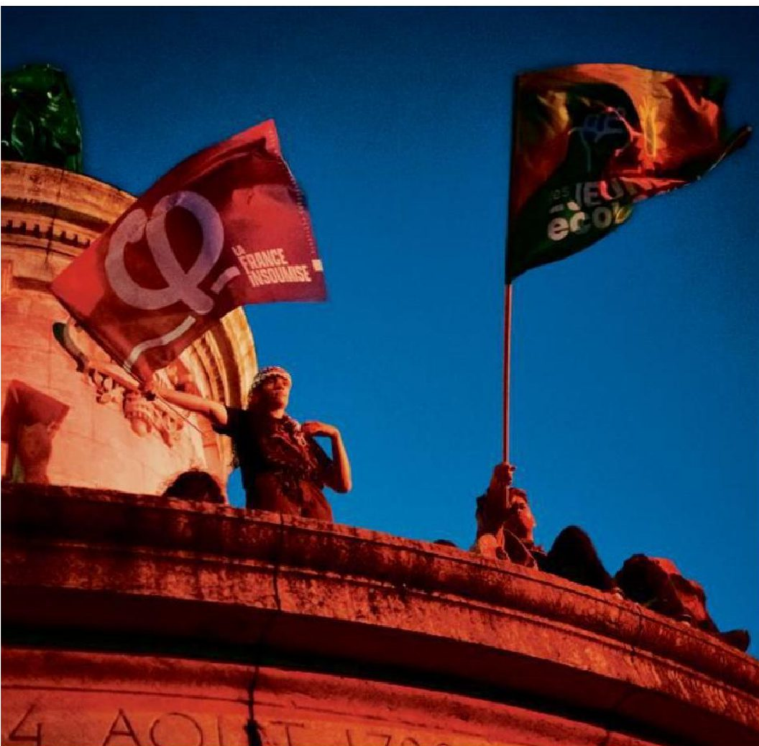
Au lendemain du score historique du RN aux européennes et de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, citoyens, militants et associatifs poussent les partis de gauche à s'unir.

Par
LILIAN ALEMAGNA, DAMIEN DOLE, MARINE DUMEURGER (à Nantes), **FRANTZ DURUPT, EVA FONTENEAU** (à Bordeaux), **MATHILDE FRÉNOIS** (à Nice) et **GUILLAUME TION**

L'appellation tourne depuis des années, employée à tort et à travers dans les manifestations, les réunions politiques, les discours et interventions des responsables des différentes familles de gauche sur les plateaux télés ou en meeting. Elle exprime la nostalgie d'un temps où les gauches savaient s'unir, malgré leurs profondes différences, pour empêcher que n'advienne en France ce qui était déjà une réalité en Italie et en Allemagne : l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Mais jamais depuis 1934 et la réaction politique et syndicale à la montée du fascisme – qui aboutira à la victoire d'une gauche unie en 1936 –, l'appel à un *«front populaire»* n'aura été aussi crédible qu'en ce mois de juin.

RESPONSABILITÉ

«Une seule bannière : Front populaire», a lancé dès dimanche soir le député de la Somme François Ruffin, qui a lancé un site internet du même nom et se propose de rapprocher socialistes, communistes, écologistes et insoumis pour les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. Cette fois-ci, avec des règles différentes de celles de feu la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) qui avait permis, il y a deux ans, d'envoyer plus de 150 députés de gauche à l'Assemblée nationale. «Front populaire» : le mot d'ordre est repris par l'ex-candidat socialiste à la présidentielle Benoît Hamon et accepté par la grande majorité des chefs de partis à gauche. Même Jean-Luc Mélenchon, pourtant très véhément dimanche soir dans ses interventions et ne parlant, lui, que d'*«unité populaire»*, n'a cessé de rappeler, lundi, qu'il avait par le passé – y compris dans *Libération* – lancé des appels à la constitution d'un *«front populaire»*. Avec le même mot d'ordre, tribunes et appels à l'*«unité»* se multiplient ou sont en fin de gestation. Invité au 20 heures de France 2 et fort de ses 13,8 % obtenus dimanche, Raphaël Glucksmann, a, lui, proposé le nom de Laurent Berger, ex-chef de la CFDT, pour le poste de Premier ministre, en cas victoire de la gauche aux législatives.



militants de gauche, place de la République à Paris, dimanche. PHOTO CHA GONZALEZ

ÉDITORIAL

Par
DOV ALFON

Tournant

C'était ce soir il y a exactement quatre-vingt-dix ans, hasard du calendrier probablement, comme les gens de gauche préfèrent ne pas croire aux signes. Les deux leaders socialistes, Léon Blum et Jean Zyromski, rencontraient à Ivry dans le plus grand secret Maurice Thorez, le dirigeant du Parti communiste qui bloque toute possibilité d'un accord d'union de la gauche. Le tournant fasciste est là, en France, et malgré son ego démesuré, Thorez comprend l'importance du moment. Nous sommes le 11 juin 1934, et devançant les mots d'ordre du Komintern, il propose à Blum sa formule pour l'union: un «Front populaire de la liberté, du travail et de la paix». L'union des gauches était lancée, et le «Front populaire» allait connaître un succès historique. Il ne peut pas en être autrement aujourd'hui: le vif succès du Rassemblement national aux élections européennes, premier choix des électeurs dans l'immense majorité des villes et des communes de France, pourrait se transformer aux élections législatives en raz-de-marée. Les marchés y croient tellement que leur première réaction a été de s'enfuir de l'euro et de faire chuter les actions de sociétés françaises. Et qui pourrait en douter? D'après les premiers sondages, l'extrême droite pourrait envoyer 235 à 265 députés à l'Assemblée nationale. Seule l'union des gauches, un Front populaire version 2024, pourra faire barrage à cette vague nauséabonde. En la proposant immédiatement dès dimanche soir, l'insoumis François Ruffin a lancé une dynamique qu'il faut maintenant renforcer et accélérer, car les différents leaders de la gauche, dont on connaît les qualités mais aussi les défauts, n'ont que jusqu'à la fin de semaine pour s'accorder. Hasard du calendrier encore? Oh que non, laps de temps calculé par les fins stratèges entourant Emmanuel Macron pour rendre quasi-impossible une union qui l'avait affaibli, sous le sigle de la Nupes, lors des dernières élections. Ce quasi-impossible doit pourtant se réaliser; c'est dimanche soir que doivent être déposées les listes électorales, et se jouera, les 30 juin et 7 juillet, l'avenir de notre démocratie. Séparée, la gauche se brisera dans les urnes, balayée par une extrême droite liberticide; unie, elle pourra défendre nos libertés.

la fronde populaire ?

Il est trop tôt pour connaître en détail la réaction du peuple de gauche à ce choc. Celui d'une extrême droite à plus de 30%, parfois au-delà de 45% dans des départements du nord et de l'est de la France *(lire page 8)*, d'une France où 93% des communes ont vu la liste «Bardella» arriver en tête. Dans les esprits, un scénario désormais crédible: voir le jeune président du Rassemblement national, Jordan Bardella, prendre le 7 juillet la place de Gabriel Attal à Matignon pour un peu moins de trois ans de cohabitation avec Emmanuel Macron. L'extrême droite au pouvoir par la voie légale: la France n'a jamais connu pareille configuration. Une première projection réalisée par Harris Interactive pour *Challenges* fait état de 235 à 265 sièges, soit une majorité relative pour le Rassemblement national. Avant la dissolution, Marine Le Pen comptait 88 députés (dont elle) dans son groupe.

Certes, à gauche, le temps n'est plus aux grandes manifestations «unitaires» comme celles du 12 février 1934, en réponse aux émeutes, six jours plus tôt, des ligues fascistes devant l'Assemblée. Mais contrairement aux précédentes victoires de l'extrême droite et même si l'on est très (très) loin des rassemblements spontanés qui avaient accompagné un précédent séisme politique, celui du 21 avril 2002, les appels à «l'union», et surtout à la responsabilité des forces de gauche face au risque désormais réel d'un pouvoir d'extrême droite, prennent forment depuis dimanche soir sur les places des grandes villes.

> «On savait bien que l'extrême droite montait. On s'en doutait, mais quand ça tombe, c'est flippant. Flippant pour nos projets, pour les différentes minorités.»

«On est sous le choc, lance Victoire Faure, 30 ans, coprésidente du Planning 33 croisée au rassemblement organisé à Bordeaux lundi soir. *On réfléchit à comment se mettre en lien avec d'autres organisations. C'est d'autant plus important pour le planning qu'on est régulièrement la cible de groupuscules d'extrême droite à Bordeaux. On ne veut pas imaginer un avenir avec l'extrême droite au pouvoir.» «C'est important de se mobiliser vite et fort»*, abonde Delphine Meaude, membre du Syndicat des avocats de France. La jeune femme de 36 ans dit avoir *«une pensée pour tous les gens qui [l']appellent pour [lui] dire : "Il me faut absolument la nationalité française car sinon je vais tout perdre."»*

«ON EST VENER»

Membre du petit parti d'extrême gauche Révolution permanente et étudiant en philo, Jahan Lutz, 23 ans, s'emballe: *«Les gens sont en feu! Il faut dès maintenant s'organiser pour lutter contre l'extrême droite et ça passera par la rue.» «On n'a pas le temps d'attendre les législatives pour se mobiliser,* insiste-t-il. *Il faut investir les lieux d'études, de travail, partout où on le peut.»*

Un peu plus au nord, à Nantes, Doriane, 32 ans et Maïa, 38 ans, oscillent entre rires et rage. *«On est vener»*, disent-elles au milieu des quelques milliers de personnes venues sur le cours des 50 Otages. Toutes les deux ont voté à gauche sans se reconnaître dans un parti particulier. *«On savait bien que l'extrême droite montait. On s'en doutait, mais quand ça tombe, c'est flippant. Flippant pour nos projets, pour les différentes minorités»*, affirme Doriane. Elles ressentent aussi de la colère envers la gauche *«trop divisée»*, alors que *«les partis de gauche ont plein de choses en commun»*. Résultat: *«On a l'impression d'être tout seul.»* A quelques pas de là, une pancarte *«Union des gauches»* prend la pluie tandis qu'une foule sous parapluie tente, tant bien que mal, de se protéger du ciel humide. Parmi elle, Marie, 45 ans, et ses deux collègues, des habitués des manifestations, espèrent que la gauche parviendra à mettre Suite page 4

Suite de la page 3 ses *«ego de côtés, pour parler d'une même voix»*. Pour le groupe, c'était une évidence de venir. *«En 2002, nous étions déjà là pour nous opposer au FN. L'idée du rassemblement, c'est de montrer que le pays n'appartient pas à l'extrême droite.»*

Ces premiers rassemblements peuvent-ils aider au réveil de gauches qu'on croyait *«irréconciliables»* depuis le déclenchement de la guerre à Gaza, et encore davantage après une campagne tendue entre socialistes et insoumis *(lire page 6)*? La plupart des manifestants rencontrés par *Libération* dans les rassemblements lundi soir l'espèrent et font part de leur *«peur»* de voir l'extrême droite aux manettes dans trois semaines. C'est le cas de Rosenn, à Nice, venue sur la grande place Garibaldi. *«Je me sens très désemparée*, avoue cette étudiante de 21 ans. *Maintenant, je me sens même vulnérable. Je me rends compte qu'autour de moi, les gens ont potentiellement tous voté extrême droite.»* Dans les Alpes-Maritimes, seules trois communes n'ont pas placé Jordan Bardella en tête. *«Ça me fait très peur, autant personnellement que professionnellement*, poursuit celle qui compte convaincre les abstentionnistes de son entourage, notamment ses parents, d'aller voter le 30 juin. *On va perdre des droits.»*

A quelques mètres d'elle, Laurent raconte qu'il était, lui, en train de mettre des barres sur une feuille et de sortir les bulletins des enveloppes quand il a appris la dissolution dans son bureau de vote. *«Déjà, je voyais tous ces bulletins Bardella, ça m'a mis un coup. Et maintenant, j'ai peur que notre société recule.»* Alors ce lundi soir, cet ingénieur de 38 ans impliqué dans la cause LGBT et le planning familial a un *«souhait progressiste»* et votera à gauche. *«On espère une union»*, dit Manu, développeur et *«déprimé»* depuis dimanche. Il revotera à gauche, enfin… *«Ça dépendra comment l'union se fera et qui sera à sa tête*, développe-t-il. *Il faut essayer d'aller au bout. Mais je n'ai plus trop d'espoir.»* Au mégaphone, on milite aussi pour l'union *«même si y a des gens qu'on n'aime pas»*. Rencontrée à Paris place de la République, Camille est, elle, plutôt pessimiste sur cette unité à gauche: *«J'ai peur que la bataille d'ego ne permette pas une union véritable.»* Son *«j'ai peur»* est un euphémisme. Elle vient surtout symboliquement, *«pour ajouter une tête de plus»* au nombre et montrer le mécontentement.

«PROPOSITIONS FORTES»

Si le spectacle des divisions de la gauche de ces derniers mois semble avoir infusé chez ces sympathisants, la solidarité syndicale qu'on voyait se déliter depuis la défaite encaissée sur la réforme des retraites, est, en revanche, de retour. Lundi soir, les huit principales organisations de salariés françaises (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU, Solidaires) se sont ainsi réunies à Montreuil, au siège de la CGT, pour une intersyndicale. La date figurait à leur agenda depuis longtemps, mais la question de la riposte à l'extrême droite s'est imposée à l'ordre du jour. Premier syndicat de France, la CFDT avait diffusé dans la journée un communiqué pour *«déplore [r]»* que le président de la République ait annoncé la dissolution de l'Assemblée *«de façon totalement précipitée et dangereuse»* et assurer qu'elle *«mobilisera [it] toutes ses forces pour que l'extrême droite n'accède pas au pouvoir»*, promettant d'*«agir en responsabilité»*. Même tonalité chez l'Unsa, dont le secrétaire général, Laurent Escure, a appelé sur X (anciennement Twitter) *«ses militantes et militants à se mobiliser dans les trois prochaines semaines»*.

Avant l'issue de l'intersyndicale, la CGT a, elle, fait savoir qu'elle acceptait ce terme de *«front populaire»*: *«Pour empêcher la catastrophe organisée par Emmanuel Macron et Marine Le Pen d'advenir, l'unité de la gauche est indispensable»*, écrit le syndicat dans un communiqué, appelant de ses vœux *«des propositions fortes pour augmenter les salaires et les pensions, défendre notre industrie et nos services publics et gagner le droit à la retraite à 60 ans»*. Cette dernière mesure n'étant plus vraiment une priorité des socialistes et des écologistes. *«On attend de l'intersyndicale des modalités d'actions, qui aille jusqu'à la grève*, a affirmé Olivier Mateu, chef de file de la CGT dans les Bouches-du-Rhône. *On a besoin, pour éviter une longue période de ténèbres, de s'unir sur la base de propositions de rupture. La retraite a 60 ans, le smic a 2 000 euros… Ceux qui ne voudront pas jouer le jeu se rendront complices. Il ne s'agit pas d'exclure qui que ce soit, mais la gauche par le passé a fait preuve de défaillance, notamment en votant les lois travail. Il s'agit donc pour les uns et les autres de venir modestement, et surtout de s'engager sur un programme.»*

> **«On a besoin, pour éviter une longue période de ténèbres, de s'unir sur la base de propositions de rupture.»**
> **Olivier Mateu**
> chef de file de la CGT dans les Bouches-du-Rhône.

«LÉGITIMÉ»

Dès dimanche soir, Solidaires était également sur la ligne de la CGT. *«La percée de l'extrême droite est la conséquence de la politique menée par le gouvernement ces deux derniers quinquennats. […] Les gouvernements successifs et certains partis ont sans cesse, par les propos ou par les actes, légitimé les thèses racistes»*, estime le syndicat, avant d'appeler *«solennellement les travailleuses et les travailleurs du pays à s'opposer de toutes leurs forces à l'extrême droite»*. Sauf que le monde du travail français de 2024 n'est plus celui de 1936. Selon une enquête d'Ipsos sur le vote de dimanche, le Rassemblement national arrive ainsi en tête chez les salariés du public (34%) et du privé (37%) qui votent, progresse dans tous les secteurs des entreprises, aussi bien chez les cadres (20%) que chez les employés (40%) et – c'est un record – chez les ouvriers (54%). La gauche a trois semaines pour inverser cette tendance.



Lors de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée, à la soirée électorale de la liste PS-Place publique, à la Bellevilloise à Paris, dimanche. PHOTO MATHIAS BENGUIGUI

NATHALIE TEHIO, PRÉSIDENTE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
«IL FAUT OUBLIER LES EGO ET LES DIVERGENCES POUR S'UNIR»

«A la Ligue des droits de l'homme, nous nous attendions à ces résultats vu les sondages réalisés au préalable, même si cela fait toujours un choc de voir la France sous les couleurs du Rassemblement national. En revanche, nous n'avions pas vu venir la dissolution de l'Assemblée nationale, cela paraissait irresponsable. Il y a une part de sidération. C'est une décision irresponsable qui dépasse l'outrance de la part du chef de l'Etat, qui met à mal les institutions et l'Etat de droit.


DR

«Nous ne pouvons pas accepter ce qui est en train de se jouer. Nous appelons à ce que la société civile pèse sur les forces politiques pour rassembler et donner espoir. Dimanche soir, après l'annonce des résultats et l'allocution d'Emmanuel Macron, les gens se sont rassemblés: nous sommes sur la même ligne. Il faut oublier les ego et les divergences pour s'unir: nous y croyons et il est encore temps à condition de le faire vite et de nous écouter.

«Le fait que l'extrême droite puisse parvenir au pouvoir renforce nos idées selon lesquelles la société civile doit peser autant qu'elle peut. En réalité, cela fait longtemps que Macron met à mal l'Etat de droit. Il a programmé cette situation. Avec l'extrême droite au pouvoir, le premier principe qui sera attaqué est celui d'égalité et donc de fraternité. Pour faire passer des lois qui divisent la société, un gouvernement d'extrême droite se servira des lois autoritaires déjà votées et il pourra continuer dans cette ligne, ce qui atteint le principe de liberté. Ce sont les raisons pour lesquelles il est vital de déterminer concrètement ce que nous pouvons faire contre l'extrême droite.»

CYRIL DION, CINÉASTE
«LA GAUCHE A UNE OCCASION HISTORIQUE DE RÉUNIR CEUX QUI VEULENT UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉCOLOGISTE ET ÉGALITAIRE»

«Dimanche soir, je me suis rendu place de la République à Paris avec des amis et c'était déprimant à quel point il y avait peu de monde. Pour ceux comme moi qui ont connu 2002, quand la France était dans la rue contre le FN, c'est très dur à avaler. Cela montre l'ampleur du travail de banalisation qui a été fait. *"La jeunesse emmerde le Front national"*, c'est clairement fini, nous avons basculé dans une autre réalité.

«J'ai l'impression que l'union des gauches est possible si Jean-Luc Mélenchon ne met pas des bâtons dans les roues de François Ruffin... Et si certains électeurs de gauche sont prêts à voter pour un projet avec Mélenchon et La France insoumise qui ont subi une campagne de dénigrement qui a très bien marché. La gauche a une occasion historique de réunir tous les progressistes qui veulent aller vers une société plus écologiste et plus égalitaire. Tous ceux qui depuis longtemps sont orphelins ne comprennent pas la fragmentation de partis de gauche dont les programmes ne sont finalement pas si différents sur beaucoup de sujets. Nous avons besoin d'un nouvel espace politique, le plus large possible, d'abattre les murs, c'est ça faire un front populaire.


DR

«Pour réussir l'union des gauches, il s'agit aussi d'être lucide: il y a une déception profonde, une défiance énorme vis-à-vis de la gauche de gouvernement, une envie de renverser la table face à ce sentiment d'avoir été déçu, trompé en permanence. Le RN a réussi à faire croire qu'il avait des réponses à apporter au désarroi, à la peur et au déclassement, en se focalisant sur l'immigration. Mais il n'en a pas. Les médias ont une responsabilité, ils les ont laissés imposer leurs thèmes. Or la conversation qui a lieu avant le vote le conditionne grandement. La focalisation sur la question migratoire a fait passer les enjeux climatiques au second plan alors que c'est une préoccupation majeure des Français. Cela va dans le sens d'un backlash plus général sur l'écologie.

«Si la gauche ne propose pas un nouveau pacte démocratique, une refonte des institutions, une façon d'entendre et de mieux faire participer les gens, c'est voué à l'échec. Il va falloir transcender les ego et les partis, j'ai envie de croire qu'en ce moment difficile, c'est possible.»

ALAIN GUIRAUDIE, CINÉASTE ET SCÉNARISTE
«CE PEUPLE MÉCONTENT, TOUJOURS OPPRIMÉ, AFFAMÉ ET MAL CHAUFFÉ, RISQUE DE DEVENIR DE PLUS EN PLUS DIFFICILE À CONTENIR»

«En 2022, je n'ai pas voté au second tour, car j'avais l'intime conviction que Macron ne nous sauverait pas de l'extrême droite, et il avait tellement l'appui des classes dominantes que je le voyais mal perdre. Il a d'ailleurs su intégrer les revendications de la droite dure dans sa politique, que ce soit en matière de sécurité, d'immigration, d'écologie (de non-écologie, je veux dire), et bien entendu dans sa politique sociale. Il a même su dispenser une certaine vulgarité dans son discours. Les idées dominantes sont celles de la classe dominante. Et Macron est un homme de la classe dominante. Et quelle peut-être l'ambition politique et sociale de ces gens qui amassent des fortunes toujours plus colossales? Il y a chez eux cette volonté de virer les pauvres de leur environnement. D'autant plus que ce peuple mécontent, toujours opprimé, affamé et mal chauffé, risque de devenir de plus en plus difficile à contenir. Et à un moment ou à un autre, ils ont bien besoin de l'extrême droite pour leur donner un coup de main et faire le sale boulot. N'est-ce pas ça, le populisme: la grande bourgeoisie qui fait appel au peuple mécontent pour défendre ses intérêts?


REUTERS

«Bien évidemment, j'espère un accord pour des candidatures de gauche, pour battre le Rassemblement national, mais aussi la droite dure et la macronie. Et je serai même capable de voter pour un·e candidat·e socialiste. Je me doute bien qu'un accord va être compliqué à trouver en cinq jours *[les candidatures doivent être déposées avant dimanche, ndlr]*. Les désaccords à gauche ne sont pas nouveaux. Et malgré ça, ce genre de rassemblement a déjà eu lieu avec le programme commun et il y a deux ans avec la Nupes. Preuve que c'est possible. Et ça aidera pas mal d'abstentionnistes à aller voter.

«Mais est-ce que ça suffira? Et si ça suffit aujourd'hui, pas sûr que ça suffise demain. Il faudra bien s'atteler à retrouver un élan populaire, des perspectives politiques progressistes qui puissent contenter le plus grand nombre, pour ne plus se perdre dans une politique du moins pire et du dernier moment.»

HORTENSE ARCHAMBAULT, DIRECTRICE DE LA MAISON DE LA CULTURE DE SEINE-SAINT-DENIS À BOBIGNY
«IL Y A UNE OPPORTUNITÉ INCROYABLE POUR IMAGINER UNE SOCIÉTÉ DÉSIRABLE»

«Il faut qu'à gauche les ego puissent se taire, on est à un moment clé. Pas par défaitisme: c'est un moment où notre société européenne pourrait aussi prendre un tournant enthousiasmant. Il y a eu, ces dernières décennies, une transformation rapide et forte des mentalités en Europe, que je trouve positive, sur l'égalité homme-femme, le racisme... Certains voient cette révolution comme une chance, qui permettrait à l'Europe de repenser le progrès, en étant dans un modèle démocratique et social d'avenir, mais, d'un autre côté, beaucoup de peurs s'expriment. L'inconnu fait peur, il existe une envie de revenir en arrière, le regret d'une France idéalisée du passé, une dynamique d'amertume qu'on retrouve dans d'autres pays. L'union de la gauche, c'est la seule manière de donner un horizon politique à une société en transformation. Il y a une opportunité incroyable pour imaginer une société désirable, avec une meilleure répartition des richesses, la solidarité, l'écologie, la culture. Cela m'attriste que la gauche tarde à produire un programme uni et enthousiasmant.


DR

«Ce que j'attends de la part des leaders de gauche, c'est du courage. Tous les Français sont préoccupés par les questions écologiques, par les inégalités qui grandissent, et il manque un discours qui incarne ces préoccupations de manière politique. Résultat, certains se disent "Mieux vaudrait quelque chose qu'on n'a pas encore essayé", mais ce qui est un leurre, du bon vieux populisme. On ne doit pas avoir peur de la complexité; on a de notre côté beaucoup d'intellectuels, d'outils, d'expérimentations locales, de bonnes pratiques internationales pour penser cette société qui arrive. Or, on fait comme si on avait peur de l'intelligence des gens.»

CHARLOTTE KWANTES, COORDINATRICE NATIONALE D'UTOPIA 56
«LES MOUVEMENTS DE SOLIDARITÉ VONT ÊTRE ENCORE PLUS STIGMATISÉS ET ISOLÉS»

«Qu'est-ce qu'on peut craindre avec le Rassemblement national au pouvoir? Ça va être la même chose mais en pire, et ce pour l'ensemble de la société. On peut craindre le retour du projet de loi asile et immigration, par exemple. Avec un attachement à penser un système d'enregistrement des demandes d'asile et de séjour encore plus réduit et un système de criminalisation de ceux qui ne rentreront pas dans ces cases de plus en plus étroites. Le tout baigné dans un discours faisant croire en la sécurité du pays, en stigmatisant les personnes par des fantasmes d'insécurité généralisée et d'envahissement. Cette marche est déjà lancée depuis longtemps.


DR

«On n'a cessé de le signaler et de se battre contre les déferlements de discours haineux et de désinformation. On a montré que l'accueil et la solidarité ne produisent pas le désordre ni le danger, que c'est cette obsession de faire croire qu'en donnant aux uns, on spolie les autres, qui génère le désordre. En parallèle, on peut craindre que les mouvements de solidarité soient encore plus stigmatisés et isolés, avec des actes d'agressions envers notre association et les personnes que l'on accompagne, comme on l'a déjà vécu par le passé. On peut craindre une impunité encore plus grande de toutes les formes de violences et de discriminations: des violences policières légitimées, des violences institutionnelles qu'on ne parviendra pas à endiguer si en face la politique est au rejet. C'est la société entière qui est en danger.»

A gauche, l'union avance, François Ruffin se place

Le député LFI de la Somme a lancé lundi une plateforme de campagne où il appelle à un «front commun» face à l'extrême droite. Mettant au pied du mur le mouvement de Jean-Luc Mélenchon.

Alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir, François Ruffin lance un mouvement vers la construction d'un front commun à gauche. *«Il prend le capitanat»*, prévient son entourage. Un site a été lancé, «Front populaire 2024», qui appellera à l'union sur la base d'une dizaine de propositions. Le député de la Somme discute avec tout le reste de la gauche, socialistes, écologistes, communistes et insoumis en rupture avec la direction du mouvement. Il leur propose une alliance sans exclusive. Un projet bien accueilli par le reste de la gauche: *«Mélenchon Premier ministre, ce n'est plus entendable. Comme on ne pourra pas faire campagne sur "Glucksmann Premier ministre". Ruffin peut représenter une voix médiane»*, résume un cadre du PS. Parmi les premiers soutiens, qui seront porte-parole de l'initiative, les députés Sébastien Jumel (PCF), Marie-Charlotte Garin (Les Ecologistes), Sophie Taillé-Polian, Sébastien Peytavie (Génération·s) et Damien Maudet (LFI).

Ce «Front populaire» n'est pas pour autant une réédition de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), édifiée en 2022 alors que Jean-Luc Mélenchon était hégémonique à gauche. *«On ne peut pas faire fi des résultats»* des européennes, affirme un proche de Ruffin, qui imagine un accord qui préserverait tous les députés sortants de gauche et un rééquilibrage ailleurs, notamment au profit du Parti socialiste, arrivé en tête de la gauche le 9 juin. Mélenchon acceptera-t-il d'y participer? Le leader insoumis pourrait voir son mouvement exploser sur la question. *«S'ils ne viennent pas, il y aura des dégâts mais à bord du Front populaire, on sera plus fort»*, affirme un ruffiniste.

«REALPOLITIK»

De dimanche à lundi, la gauche n'a pas fermé l'œil de la nuit. Elle doit reconstruire une alliance, sous peine d'être balayée du Parlement et de laisser la voie libre à l'extrême droite. C'est une affaire d'heures, alors que les listes doivent être déposées dimanche au plus tard. Le 9 juin au soir, les socialistes n'ont même pas eu le temps de fêter les 14 % de Raphaël Glucksmann. Sur le plateau de TF1, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, apprend à Olivier Faure la dissolution imminente. Le premier secrétaire du PS fait passer le mot à ses troupes qui, invités sur d'autres plateaux, informent parfois des ministres encore ignorants. La direction socialiste préparait depuis des mois l'après 9 juin, en lien avec les écolos mais aussi des communistes et des insoumis, tous unionistes. Finalement, il faudra monter en quelques jours ce qu'ils comptaient faire en trois ans.

Très vite, dans la soirée, les appels à l'union fusent de tous les côtés. Mais c'est François Ruffin qui prend la main. *«Une seule bannière: Front populaire*, lance le député de la Somme sur tous les plateaux. *Nous appelons Olivier Faure, Fabien Roussel, Marine Tondelier, Manuel Bompard à la porter, ensemble. Insoumis, communistes, socialistes, écologistes. Unis. Pour éviter le pire, pour gagner.»* Le fondateur du journal *Fakir* se prépare depuis des mois à une candidature en 2027. Alors que beaucoup, au sein de la gauche, doutent de sa détermination et dépeignent un *«velléitaire»*, ses proches promettent qu'il s'apprête à se lancer, même au prix d'une confrontation avec Mélenchon. De leur côté, les insoumis persistent: «l'union populaire», leur bannière, sinon rien. Dans un communiqué publié dans la nuit, ils appellent à un rassemblement tout en multipliant les conditions: souscription aux 600 mesures du programme partagé de la Nupes, clarification sur certains sujets, notamment le *«génocide en cours à Gaza»*, alors que le terme fait débat. *«Ils ajoutent des points de crispation pour empêcher l'union sans en porter la responsabilité»*, analyse un insoumis critique.

Pour l'ex-tête de liste du PS aux européennes Raphaël Glucksmann, qui a passé la campagne sous le feu de La France insoumise et revendique aujourd'hui un *«nouvel espace politique»*, la coopération avec le noyau dur insoumis est inenvisageable. *«Ce ne sera pas Jean-Luc Mélenchon*, a-t-il asséné au 20 heures de France 2 mardi soir, livrant un autre nom pour Matignon, celui de… Laurent Berger, l'ex-leader de la CFDT. *«Je pense qu'il y a une figure de la société civile qui est capable d'apaiser. Qui est l'antithèse du président actuel, qui ne jouera pas avec les institutions, qui réconcilie les Français. Qui portera un projet de justice sociale et d'écologie»*, a souligné Glucksmann, avant de poser ses conditions à LFI sur une alliance: *«Un soutien indéfectible à la construction européenne, à la résistance ukrainienne, un rejet de la réforme des retraites, de l'assurance chômage et de la loi immigration, une accélération de la transition écologique, et un rejet de la brutalisation de la vie politique.» «Si les conditions ne sont pas remplies, on ne fait pas»* le Front Populaire, a-t-il insisté.

«Ce n'est pas possible de s'unir avec [Jean-Luc Mélenchon], rien ne va chez lui, martelait un soutien de l'eurodéputé avant cette intervention. *Un fossé s'est creusé et les 14 % de Raphaël [aux européennes de dimanche] ne sont pas évaporés. On devrait construire un arc écolosocial.»* La plupart, toutefois, ne voient plus les choses ainsi. Si les roses ont assumé la confrontation avec Mélenchon durant la campagne, une situation si dramatique n'exige-t-elle pas de se dédire un peu? *«Raphaël peut avoir une posture morale. C'est normal, vu les attaques qu'il a subies pendant des mois, qu'il ait du mal à digérer qu'on reparle avec les insoumis*, estime un proche du premier secrétaire, Olivier Faure. *Mais quand on a trente députés qui se demandent s'ils pourront être réélus, c'est très différent.»* Conclusion, selon le même: *«La realpolitik va l'emporter rapidement.»*

Les mêmes s'accordent toutefois à dire que la nouvelle union ne peut être une réédition de la Nupes. Les partisans d'une alliance, qui ont échangé tout au long de la nuit, plaident pour une dizaine de mesures phares. Peu à peu, un front commun se construit, qui met Mélenchon et ses lieutenants au pied du mur. *«Je ne m'alignerai pas sur ce que dit Jean-Luc Mélenchon»*, prévient Olivier Faure sur France Inter lundi matin, sans pour autant exclure les insoumis. Assis à côté de François Ruffin, le chef du PS appelle lui aussi à *«la constitution d'un front populaire contre l'extrême droite». «[Le communiste] Fabien Roussel y a répondu positivement, tout comme Marine Tondelier pour les Verts et Génération·s»*, complète Ruffin. *«On n'a pas de réponse de Manuel Bompard* [coordinateur de LFI, ndlr], *mais que les choses soient claires: les insoumis sont les bienvenus dans ce Front populaire.»*

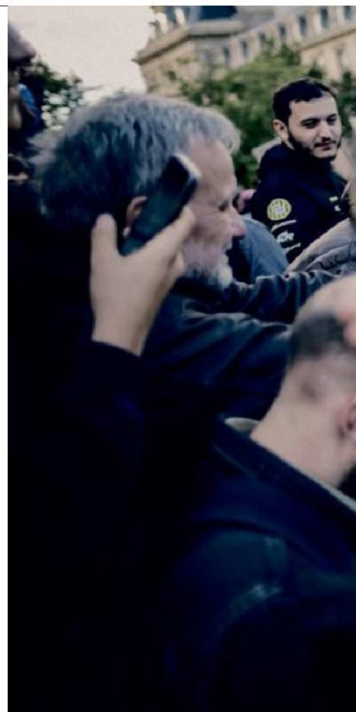
«DES PROGRÈS MONSTRUEUX»

Dans la matinée, les insoumis changent de ton et adressent une proposition de rencontre *«aux formations politiques de la Nupes». «Ils ont un peu atterri [lundi] matin*, juge un ancien proche de Mélenchon. *Ils vont être obligés d'en rabattre.»* Au sein du mouvement, où l'on a commencé à éplucher la carte électorale, certains admettent des résultats *«assez inégaux»*: *«On a fait des progrès monstrueux dans certaines zones mais il y a aussi des endroits où on est très faibles.»* Mais le reste de la gauche discute déjà. Réunis lundi matin, François Ruffin, Olivier Faure, Marine Tondelier et Fabien Roussel débattent ensemble de la suite. Pas question, comme à l'époque de la Nupes, de défiler les uns après les autres dans les locaux des insoumis. Mélenchon tient à ce genre de symbole: faire se déplacer l'interlocuteur, c'est avoir l'ascendant. Cette fois, socialistes, écolos et communistes se coordonnent.

Le leader insoumis, qui a appelé à l'union *«urgente, forte, claire»*, va-t-il accepter de rejoindre ce Front populaire? S'il refuse le front commun, François Ruffin, mais aussi Clémentine Autain, Alexis Corbière ou encore Raquel Garrido prendront sans doute un autre chemin. Qu'adviendra-t-il des députés du «marais»? Ceux qui, jusqu'ici, ne sont jamais entrés dans la confrontation avec Mélenchon mais ne font pas partie du noyau dur et savent bien qu'ils ont été élus grâce à l'union de la gauche. *«Si les négociations avec LFI capotent, PS, écolos et PCF pourraient être tentés de se mettre d'accord entre eux, avec l'appui des insoumis récalcitrants et de débaucher des députés LFI sortants*, suppose le politologue Rémi Lefebvre. *Les électeurs de gauche auraient donc le choix au premier tour entre des candidats LFI et une coalition "gauche plurielle"»*.

Vers 19 heures, socialistes, insoumis, communistes et écolos étaient réunis au QG des derniers. C'était juste après la publication d'un communiqué du PS et de Place publique contenant plusieurs conditions nécessaires pour l'union. Avec certains points consensuels comme *«l'augmentation du pouvoir d'achat»*. Et d'autres semblant viser les insoumis comme *«le rejet de la brutalisation du débat public et de la violence physique et verbale»*. L'union est décidément un combat.

CHARLOTTE BELAÏCH
et **SACHA NELKEN**


François Ruffin, député La France insoumise de la


Olivier Faure et Marine Tondelier, respectivement

Somme, lundi à Paris. PHOTO DENIS ALLARD

patrons du Parti socialiste et des Ecologistes, lundi à Paris. PHOTO DENIS ALLARD

L'Assemblée à l'arrêt, les députés repartent tracter

Conséquence de la dissolution, les travaux parlementaires ont été suspendus. Après deux ans de législature chaotique, les élus gèrent désormais les priorités logistiques pour les législatives.

Des gendarmes, des techniciens, des photographes… A l'Assemblée nationale lundi, les couloirs grouillent de monde, sauf de députés. Salle des Quatre-Colonnes, où les élus se pressent habituellement pour répondre aux caméras, ils ne sont qu'une poignée. Après l'annonce surprise de la dissolution, le réveil est brutal. *«Ambiance bizarre»*, souffle un fonctionnaire de l'institution. Jamais, sous la Ve République, un Président n'avait annoncé de dissolution après un revers dans les urnes. Dimanche, les macronistes ont essuyé une lourde défaite, arrivant (très) loin derrière le Rassemblement national. Avec 31,37% des voix, l'extrême droite perce un plafond historique.

Macron a déploré dimanche soir une *«fièvre qui s'est emparée […] du débat public et parlementaire»*. Face au *«désordre»*, il a annoncé la dissolution, une *«décision grave, lourde»*. La sixième depuis 1958. La dernière remonte à 1997. *«On n'est pas nombreux à avoir vécu une dissolution*, remarque Eleonore Caroit, députée Renaissance des Français de l'étranger, élue en 2022. *Quelques vétérans !»* Début de semaine oblige, la plupart de ses collègues sont en circonscription. Le groupe Renaissance a tout de même organisé une réunion en visio pour régler la logistique et appeler à la mobilisation pour les législatives, fixées aux 30 juin et 7 juillet.

Couperet. Parmi les priorités: licencier les collaborateurs parlementaires et clôturer les comptes servant à recevoir les avances de frais de mandat. Les services de l'Assemblée doivent transmettre aux élus un mémo sur la dissolution et ses effets. Le plus visible est l'arrêt immédiat des travaux. Les projets de loi en cours d'examen, comme celui sur l'aide à mourir, sont suspendus. Sur X, son rapporteur, Olivier Falorni (Modem), s'est dit *«triste»* de le voir *«brutalement stoppé»*.

Autre morceau passant à la trappe: le projet de loi sur l'audiovisuel, porté par la ministre de la Culture Rachida Dati. Ce sont aussi les auditions dans le cadre de commissions d'enquête, comme celle sur les violences dans le cinéma ou celle sur la dette, les travaux des missions d'information, ceux des commissions permanentes, etc. Conformément à la Constitution, seule l'Assemblée est dissoute. La coutume veut pour autant que les sénateurs cessent de siéger le temps de la campagne.

Le couperet élyséen de la dissolution marque aussi la fin de la XVIe législature, ouverte le 28 juin 2022. L'élue des Yvelines Yaël Braun-Pivet accédait alors au Perchoir; le RN inaugurait la première séance en évoquant l'Algérie française, sous les applaudissements de ses 89 élus – une première –; et les macronistes, privés de majorité absolue, digéraient à peine leur claque. Suivait la chaotique répartition des postes clés: vice-présidents, présidents de commissions, questeurs, etc.

Esclandres. En à peine deux ans, des réformes majeures ont été adoptées, souvent avec l'appui de la droite, comme celle des retraites, l'assurance chômage ou l'immigration. Le gouvernement aura essuyé 34 motions de censure. Une seule, celle du groupe centriste Liot en mars 2023 après le passage en force du gouvernement sur les retraites, a failli renverser le gouvernement Borne, à 9 voix près.

L'hémicycle aura vécu au rythme du brouhaha ambiant, des esclandres, des incidents de séance et des sanctions à la pelle. Configuration inédite certes, mais fonctionnelle, n'a eu de cesse de répéter sa présidente. *«Je suis une fervente partisane des accords, des compromis, des consensus; c'est ce que j'ai essayé de faire pendant deux ans en tant que présidente de l'Assemblée nationale»*, a-t-elle défendu lundi sur France 2. Avant de critiquer la dissolution: *«Il y avait un autre chemin, qui était [celui] de la coalition, d'un pacte de gouvernement.»*

Pour les députés, l'heure est désormais à la campagne. Ils ont trois semaines devant eux. Et jusqu'à dimanche pour enregistrer leur candidature. Activant l'article 12 de la Constitution, le chef de l'Etat a laissé le minimum de temps pour déclencher les élections, et donc faire campagne. Vu ce délai, les sortants auront un avantage considérable. Pour eux, les priorités sont d'abord logistiques: ouvrir un compte de campagne, rédiger leur profession de foi, imprimer des tracts… Et labourer leur circonscription.

L'issue de ce coup de poker est incertaine. Si l'extrême droite décroche une majorité absolue, le Président sera contraint à une coalition. En majorité relative, le RN pourrait difficilement bâtir une coalition. Pas certain non plus qu'une majorité absolue n'émerge dans le camp présidentiel ou à gauche. *«Il est hors de question de rentrer dans une forme d'alliance, de coalition, avec un pouvoir qui a mis la France dans cet état»*, a balayé dimanche Eric Ciotti, le président des LR. A gauche, l'heure est à la mobilisation. Une tentative d'alliance se joue autour d'un *«front populaire»*, lancé par le député LFI François Ruffin. Et ce, alors que les insoumis tentent de ressusciter la Nupes. Autre hypothèse: un blocage total, faute de majorité et de coalitions trouvées. Un retour à la case départ.

VICTOR BOITEAU

Au RN, les cadres entre jubilation et opération séduction

Après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, les dirigeants du parti affirment s'être vite organisés pour lancer leur campagne. Des premiers échanges avec Reconquête et Les Républicains, potentiels alliés, ont eu lieu lundi.

Ils s'en étaient moqués, des affiches de campagne de la Nupes invitant à élire *«Mélenchon Premier ministre»*. C'était il y a deux ans. *«Il a moins de chances d'être Premier ministre que moi de gagner au loto sans jouer !»* raillait alors Marine Le Pen, persuadée que la *«logique des institutions»* conférerait à coup sûr une majorité absolue au président de la République nouvellement réélu. Pas mal d'eau a coulé sous les ponts et le RN inonde désormais ses réseaux sociaux d'un visuel représentant Jordan Bardella, sourire étincelant sur fond de Palais-Bourbon, et la mention *«Premier ministre»*.

Arrivé, dimanche soir, avec 31,37% des suffrages, plus de 15 points devant la liste de la majorité présidentielle, ramenée à 14,6%, le poulain de Le Pen, et l'ensemble du parti avec lui, se sentent pousser des ailes. *«Je pense qu'on gagnera*, croit dur comme fer l'eurodéputé Thierry Mariani. *En trois semaines, vous n'inversez pas la tendance: Macron pourra faire tous les discours qu'il veut, je n'ai jamais vu une telle détestation dans le pays.»* Selon une enquête Harris pour *Challenges*, ils pourraient rafler entre 235 et 265 sièges à l'Assemblée.

«PETIT EFFET DE SIDÉRATION»

Depuis dimanche soir, les cadres frontistes décortiquent les résultats de leur coin. *«C'est la folie*, n'en revient pas le sénateur de Seine-et-Marne Aymeric Durox. *Sur la 4e circonscription, Jordan fait plus de 46%.»* Deux ans plus tôt, le candidat RN du même territoire totalisait 31% des voix au premier tour des législatives, avant de s'incliner face à l'élue présentée par LR. Durox envisage désormais de rafler au moins quatre nouvelles circonscriptions dans ce vaste bout d'Ile-de-France, à la fois rural et urbain.

Dimanche soir, la fête ne s'éternise pas au Parc floral, dans le XIIe arrondissement parisien, où cadres et militants s'étaient donné rendez-vous pour accueillir les résultats. Sitôt les mots *«article 12»* prononcés par le Président, les mines s'allongent et les principaux hiérarques ne tardent pas à filer au siège du parti, porte de Saint-Cloud, à l'autre bout de Paris. Là, le directeur général du RN et tout nouvellement élu député européen, Gilles Pennelle, convoque l'ensemble des délégués départementaux pour une réunion en visio. Elle commence autour de 23h30. A la centaine de cadres locaux du parti, le «DG» ordonne de relancer le *«plan Matignon»*, nom de code désignant la procédure à suivre en cas de dissolution. Y croyait-on vraiment, au RN? *«Joker»*, élude un élu frontiste, qui ajoute: *«En politique, le talent c'est parfois de ne pas croire en quelque chose mais de s'y préparer quand même.»*

«90% DU BOULOT ÉTAIT PRÊT»

Depuis des années, Marine Le Pen ne cesse, presque tous les ans, d'appeler les chefs de l'Etat à dissoudre l'Assemblée. Il fallait bien s'y préparer. C'est fait. L'immense majorité des candidats sont déjà investis. *«Les photos sont déjà toutes données, les documents envoyés, les mandataires financiers désignés, l'équipe de campagne est en place: on est plutôt tranquilles car on repart sur le même schéma que les législatives de 2022»*, se réjouit Jérôme Buisson. *«90% du boulot était prêt»*, confirme un autre cadre. *«Pour les élections, on est prêts*, ajoute un troisième. *Ensuite, c'est le saut dans l'inconnu.»*

Pas tant que cela, veulent faire croire les premiers de cordées frontistes. Lundi matin, Sébastien Chenu assure sur RMC que son parti est prêt et planche sur une *«plateforme»* programmatique. A Matignon, le mouvement d'extrême droite ne pourra pas convoquer le référendum sur l'immigration, promis par Marine Le Pen pendant la présidentielle, qui devrait permettre de mettre en place la priorité nationale en modifiant la Constitution. En revanche, Chenu envisage pêle-mêle d'abroger les accords migratoires de 1968 entre la France et l'Algérie, de stopper la hausse réglementaire du prix du gaz, d'instaurer une taxe sur les superprofits ou de privatiser l'audiovisuel public. Sur les alliances, l'actuel vice-président de l'Assemblée ferme la porte à Eric Zemmour mais l'entrouvre à Marion Maréchal. Quelques heures plus tard, *le Figaro* annonce une rencontre organisée dans le dos de l'ex-polémiste entre la nièce de Marine Le Pen, sa tante et Bardella. *«On est en train de se faire baiser sec»*, souffle un partisan de Zemmour. A 17 heures, la nouvelle eurodéputée de Reconquête débarque entourée d'une nuée de journalistes rue Michel-Ange. Une grosse heure plus tard, Bardella en ressort, félicite son ex-concurrente pour son *«attitude constructive à l'égard du RN»*, ce qui *«n'a pas été le cas d'Eric Zemmour»*, s'empresse-t-il d'ajouter. Et de préciser qu'il a également eu des discussions avec plusieurs cadres LR, auxquels il tend la main.

«Je pense qu'on a une chance historique de permettre au camp national de remettre la France sur les rails et pour cela, il faut être capable de rassembler et de s'ouvrir à tous les hommes et les femmes de bonne volonté et qui sont des patriotes [pour] construire une majorité stable», a confirmé Marine Le Pen, invitée au 20 heures de TF1, avant de déclarer être favorable à un accord avec certains LR, en ne présentant pas de candidat RN face à eux.

NICOLAS MASSOL


Audrey a voté RN aux européennes. L'extrême droite à Matignon, ça ne lui fait *«pas peur»*.

En Bretagne, «Jordan Bardella pourrait avoir sa chance»

A Miniac-Morvan, où le parti d'extrême droite est arrivé en tête aux européennes, certains habitants comptent se mobiliser et faire barrage au parti aux législatives.

Elle a voté, mais *«pas grand-chose de fameux»*. Marlène (1), 74 ans, ne se souvient même pas du nom exact de celui pour qui elle a glissé un bulletin dans l'urne dimanche. Cela ressemble à «Mardella». A Miniac-Morvan, commune rurale d'Ille-et-Vilaine de quelque 4000 habitants, où les pavillons typiquement bretons d'entrée de bourg, avec leur petit carré de pelouse, laissent place aux maisons en granit et à l'église parfaitement rénovée du centre village, la liste Rassemblement national de Jordan Bardella est arrivée en tête aux élections européennes. A l'instar de 93% des communes françaises.

Mais, à part un monsieur *«fâché»* passé au bureau de tabac, le résultat ne surprend personne dans ce tranquille village au milieu des champs bretons, avec ses deux écoles, publique et catholique, à quelques centaines de mètres l'une de l'autre.

Dans une Bretagne plutôt de gauche, la commune est historiquement de droite. Avec le RN, le cap a déjà été franchi. En 2022, Emmanuel Macron battait Marine Le Pen d'un cheveu avec 50,68% des voix. En 2019, la liste d'extrême droite était déjà arrivée en tête du scrutin européen. Le succès du parti va pourtant un cran plus loin cette fois: plus de quatorze points supplémentaires par rapport à ce dernier scrutin. Avec 43,58% des voix, Jordan Bardella devance largement la liste de Raphaël Glucksmann (PS-Place publique, 10,48%) et Hayer (Renaissance, 9,44%) à Miniac-Morvan.

«Ras-le-bol»

Marlène ne sait pas expliquer pourquoi son choix s'est porté sur le candidat d'extrême droite. *«Je ne le connais pas»*, répond-elle. Elle vote pourtant toujours pour ce parti. Pourquoi? *«Je n'en sais rien.»* Audrey, 40 ans, qui enfourche son vélo pour aller au travail, dit qu'elle veut *«voir le changement»* et *«s'ils vont faire ce qu'ils disent»*. La Lilloise d'origine, qui a emménagé dans la commune bretonne il y a quatre ans, a voté par procuration pour le parti d'extrême droite. Elle refera la même chose sans hésiter dans trois semaines, pour les élections législatives. Le RN à Matignon? Cela ne lui fait *«pas peur»*, même si elle certifie qu'elle ne peut pas être raciste puisqu'elle a *«des origines algériennes»* par son arrière-grand-père. Si le village est tranquille, il y a quand même *«des cambriolages»*. Pour autant, Audrey ne semble pas particulièrement vindicative contre le gouvernement en place. Elle donne même un bon point à Emmanuel Macron pour avoir dissous l'Assemblée nationale.

Pascal (1), 58 ans, son petit chien dans les bras, a également *«toujours voté RN»* et ne prévoit pas de changer. Lui non plus ne se considère pas raciste mais cite *«l'immigration et la sécurité»* parmi les motifs qui l'orientent vers le RN. *«Même s'il n'y a pas beaucoup de problèmes de jeunes et de trucs comme ça. Il commence à y avoir des vols et des feux de poubelles.»* Son premier argument contre le pouvoir en place: *«Je suis artisan, je donne beaucoup de sous à l'Etat, et à cause des retraites je vais être obligé de travailler jusqu'à 67 ans*

Age, genre, profession... Le vote RN se répand partout

Arrivé en tête dans presque toutes les strates de la société, le Rassemblement national réalise des gains inédits dans des catégories qui lui étaient autrefois hostiles : les cadres et les retraités.

Est-ce la fin d'un plafond de verre ? En rassemblant près d'un tiers (31,4%) des voix dimanche, la liste du Rassemblement national a réalisé un score jamais vu dans l'histoire du parti fondé par Jean-Marie Le Pen en 1972. Inédite, cette performance s'explique notamment par des bouleversements dans la sociologie de l'électorat du parti d'extrême droite, que l'on retrouve désormais dans toutes les strates de la société.
Selon une étude Ipsos publiée dimanche et menée auprès de 8923 personnes inscrites sur les listes électorales pour les élections européennes, le RN arrive ainsi *«en tête dans presque toutes les catégories sociodémographiques testées»*. Un fait qualifié de *«spectaculaire»* par l'entreprise de sondage dans sa synthèse.

«Rattrapage». Dimanche, le parti xénophobe et eurosceptique a non seulement élargi son socle traditionnel populaire composé d'employés (40 % d'entre eux ont voté pour Bardella) et d'ouvriers (54 %, +14 points par rapport aux précédentes européennes de 2019, un chiffre hallucinant) mais il a aussi conquis de nouveaux terrains avec une progression importante dans les classes moyennes, *«où il a clairement pris le leadership»*, rapporte Ipsos. *«Ce qu'on remarque, c'est que la structure du vote RN reste un peu la même mais que, en grossissant, le parti se met à toucher des segments électoraux qui lui sont traditionnellement moins favorables»*, abonde Félicien Faury, sociologue et politiste, expert de l'électorat du Rassemblement national. Dans les professions intermédiaires, le RN est ainsi passé de 19 % à 29 % des voix. Chez les titulaires d'un bac+2, il bondit de 16 % à 29 %.
Encore plus surprenant – et potentiellement prometteur pour lui –, le RN fait aussi de nouvelles prises dans un public historiquement peu enclin à voter pour lui : les cadres et les retraités. Chez les premiers, il recueillait 13 % des voix en 2019 : il est désormais à 20 % et fait jeu égal en tête avec la liste Place publique-PS de Raphaël Glucksmann. Parmi les retraités, le Rassemblement national est tout simplement seul en tête. 29 % de ces électeurs qui se sont déplacés dimanche ont voté pour lui, contre 23 % pour Renaissance. Pour Félicien Faury, cet indicateur est *«l'un des plus importants»* pour le parti d'extrême droite car *«les retraités, et a fortiori les retraités des catégories sociales supérieures, sont ceux qui votent le plus»*.
Autre fait saillant, ces européennes semblent aussi acter la fin de ce qu'Ipsos nomme *«un gender gap»*, soit la différence récurrente qui existait entre les femmes et les hommes et qui voulait que les premières votent moins pour l'extrême droite que les seconds. Ainsi, entre 2019 et 2024, le RN a gagné dix points dans l'électorat féminin, passant de 20 % à 30 %. C'est 32 % chez les hommes. *«C'est une grande nouveauté,* constate Félicien Faury. *Depuis 2012, on a un rattrapage de ce côté-là. Ce n'est par exemple pas le cas pour le parti d'Eric Zemmour, où les électeurs hommes sont encore beaucoup plus nombreux.»*

«Lissage». Enfin, outre les catégories socioprofessionnelles, le pessimisme vis-à-vis de l'avenir et la situation financière restent des critères déterminants. Pour Brice Teinturier, directeur général d'Ipsos, interrogé lundi sur France Inter, *«la satisfaction que l'on a vis-à-vis [de sa] propre vie»* est *«le critère le plus explicatif du vote pour le Rassemblement national»* : *«Plus vous considérez que vous menez une vie insatisfaisante, plus vous votez RN.»* Et fatalement, tout ce «lissage sociologique» se traduit dans les données géographiques. Avec un dernier chiffre qui fait peur. Dimanche, la liste menée par Jordan Bardella est arrivée en tête dans 93 % des communes de France, colorant presque la France entière de brun.

JEAN-BAPTISTE CHABRAN

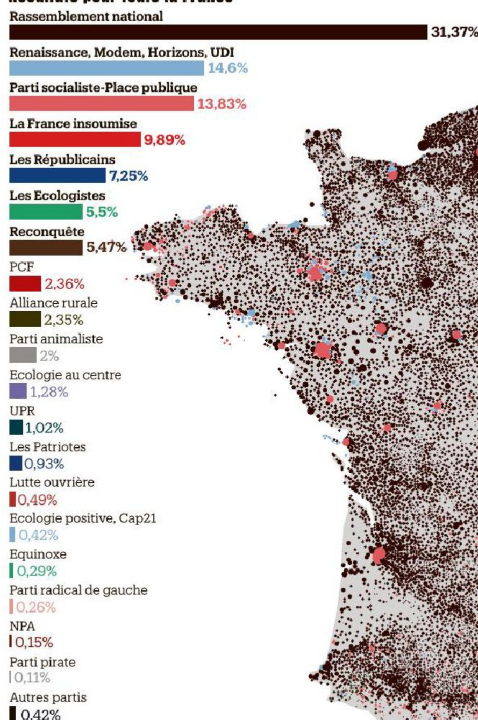
pour toucher 1000 euros par mois.» «Marine Le Pen ne passera pas car la France est un pays misogyne, mais Bardella pourrait avoir sa chance», se projette-t-il. Que les habitants croisés soient abstentionnistes (50 % d'entre eux), d'extrême droite, électeurs de Macron ou dans l'opposition de gauche, tous assurent qu'on parle peu politique dans le village, qu'il est paisible, et expliquent le vote RN par un *«ras-le-bol général»*.

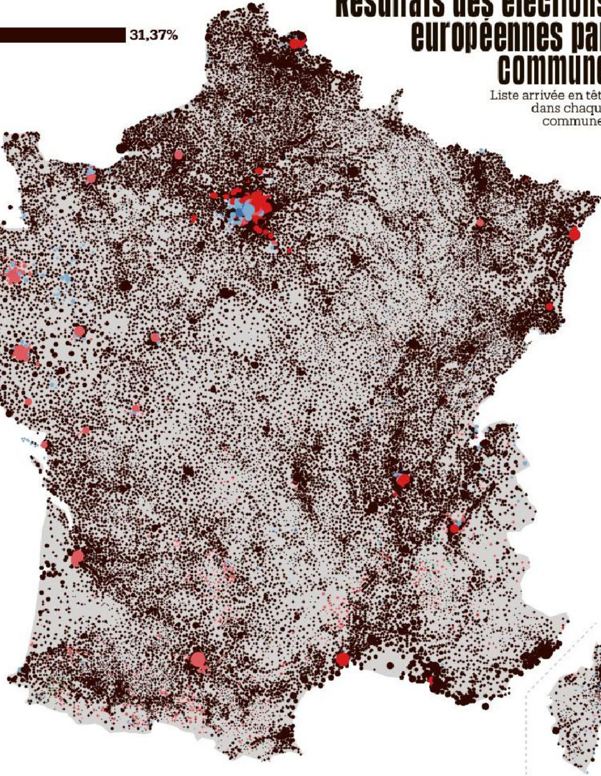
Risque

Dans le bar en face de l'église, quasiment personne n'a voté. Ces abstentionnistes ne comptent pas davantage se déplacer pour les législatives. Que ce soit les jeunes de 20 ans ou Albert (1), la soixantaine bien tassée. *«Je n'arrive pas à m'y intéresser»*, dit l'un d'eux, pendant que l'autre juge que *«le RN au pouvoir, bien sûr que c'est grave»*. Un risque que Johan, qui va sur ses 80 ans, n'est pas prêt à prendre. S'il s'est abstenu dimanche, il ira voter dans quelques semaines. *«Pour la majorité, car je n'ai pas envie de changer. [Le RN], ils font de belles promesses, mais il ne faut pas se faire d'illusions.»* Adeline et Marie sont du même avis. Contrairement à dimanche, elles se déplaceront pour envoyer des députés à l'Assemblée nationale. Leur but : faire le *«front républicain»*.

PAULINE MOULLOT
(à Miniac-Morvan)
Photo **QUENTIN BONADÉ-VERNAULT**

(1) Les prénoms ont été modifiés.





*Taille des communes proportionnelle au nombre d'habitants
Hors départements et territoires d'outre-mer
Résultats par arrondissement pour Paris, Marseille et Lyon
Source : ministère de l'Intérieur

Dans la majorité, une dissolution qui fait doute

Depuis dimanche soir, un vent d'incertitude souffle dans la macronie. Les consignes de l'Elysée et Matignon se font attendre pour les députés sortants, en vue des législatives.

Questeur de l'Assemblée nationale, chargé de tenir la maison en attendant l'élection des nouveaux députés les 30 juin et 7 juillet, Eric Woerth fut un jeune conseiller au cabinet d'Alain Juppé à Matignon, aux premières loges de la dissolution tentée par Jacques Chirac en 1997: *«A l'époque, le parti présidentiel s'était réjoui. On regardait Chirac et on hurlait de joie… comme les soldats qui partaient en 14 la fleur au fusil.»* Vingt-sept ans après ce funeste précédent, les macronistes foncent bon gré mal gré dans leur circonscription sans réfléchir, voulant croire au petit miracle d'une campagne Blitzkrieg pour échapper à la catastrophe. Les consignes des généraux se font attendre. Lundi après-midi, les députés sortants de la majorité n'avaient toujours pas reçu d'information claire sur le mode d'emploi de la campagne et les conditions de leur investiture.

Les regards se tournent vers Emmanuel Macron. Au lendemain de sa déclaration fracassante, le chef de l'Etat est allé honorer comme si de rien n'était les martyrs de la Seconde Guerre mondiale à Tulle et Oradour-sur-Glane lundi. *«J'ai confiance en la capacité du peuple français à faire le choix le plus juste pour lui-même et pour les générations futures»*, s'est-il contenté de poster sur X (ex-Twitter). Il reprendra la parole ce mardi, à travers, selon BFMTV, une conférence de presse tenue dans l'après-midi, avant de partir jeudi pour le G7 en Italie.

Dégourdis. Recevant une trentaine de ministres à l'Elysée dimanche à 22 heures, le chef de l'Etat avait distillé trois mots-clés: *«clarification»*, *«audace»* et *«respect du corps électoral»*. Il les a informés que les investitures de la majorité seraient délivrées par Renaissance, le Modem et Horizons, en faisant une place aux centristes de l'UDI et, surtout, sous son autorité. S'ils en doutaient, les présents ont bien compris que c'était le Président et non Gabriel Attal, prévenu tardivement de la dissolution, qui était à la tête de la campagne.

Dans les QG, les stratèges de cette campagne folle s'organisent. Edouard Philippe réunissait ses troupes lundi, avant d'aller dîner à l'Elysée avec Emmanuel Macron, François Bayrou (Modem) et Stéphane Séjourné (Renaissance). Peu avant, au Château, le conseiller en communication de Macron, Jonathan Guémas, briefait les communicants des ministres, tandis qu'à Matignon, les directeurs de cabinets tentaient de défricher le volet logistique et juridique des opérations. Chez Renaissance, les patrons des fédérations départementales étaient contactés pour passer la carte législative en revue, avant un bureau exécutif mardi. Au Modem, les députés ont fait le point. En 2022, les investitures s'étaient âprement négociées. Dans l'urgence, Bayrou et Philippe pourraient se montrer gourmands. *«On a des candidats mieux placés que ceux de Renaissance qui ont perdu en 2022. On a un réseau de maires»*, glisse un cadre Horizons.

Sans attendre un feu vert officiel, les députés sortants et des candidats malheureux de 2022 ont commencé à compulser les résultats du scrutin européen par bureaux de vote et, pour les plus dégourdis, ont déjà nommé un mandataire financier, chargé d'ouvrir le compte de campagne, et réservé chez un imprimeur le papier pour les futures affiches, une denrée rare en période électorale. Malheur aux débutants. Dans ce sprint, les candidats seront livrés à eux-mêmes. *«Le parti va surtout investir des anciens, il ne peut pas coacher 200 gusses»*, escompte un candidat sur le terrain.

Si Gérald Darmanin, chaud partisan de l'option dissolution, lance sa campagne ce mardi dans sa circonscription du Nord – où LFI a performé dimanche –, d'autres ministres sont moins vaillants. En se retrouvant à l'Elysée à l'issue de la soirée électorale, certains, ancrés dans des territoires défavorables, n'ont pas caché leur défaitisme. *«J'y vais mais pour moi, c'est plié»*, a glissé l'un à ses collègues. Pour Franck Riester, Stanislas Guerini ou Marie Guévenoux, la réélection n'est pas assurée. Quelques figures ont jeté l'éponge, comme le président (Modem) de la commission des Affaires étrangères, Jean-Louis Bourlanges, ou Joël Giraud (Renaissance) qui annonce arrêter la politique, craignant une cohabitation avec l'extrême droite. Un responsable du groupe Renaissance mise sur une dizaine, maximum, de défections parmi les sortants. Refroidie par la décision présidentielle de convoquer des législatives anticipées, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, confortablement réélue dans les Yvelines en 2022, se donnait la journée de lundi pour réfléchir, après avoir tenté dimanche soir de dissuader le Président de dissoudre.

«Connerie». Derrière les tirades conquérantes de l'Elysée sur un *«acte de confiance»* envers les Français, le malaise affleure. *«C'est une grosse connerie*, grince le conseiller d'un ministre de poids. *La prochaine étape, c'est le Président qui saute.»* Si Macron et ses proches misent sur une gauche prise de court et incapable de faire bloc, d'autres observent avec inquiétude les réunions se multiplier entre les ex-partenaires de la Nupes. *«Si la gauche est unie, ils vont faire un score de malade»*, tremble un conseiller de l'exécutif. *«C'est objectivement chaud»*, souffle un député Renaissance, repartant au combat dans une circonscription de centre gauche. Sans oublier la crainte d'élus ruraux de se faire laminer par le RN. *«On prend le risque de perdre pour avoir la chance de gagner»*, philosophe une ministre. La fleur au fusil, toujours.

JEAN-BAPTISTE DAOULAS *et* **LAURE EQUY**



Emmanuel Macron lors de son annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, dimanche à Paris. PHOTO LUDOVIC MARIN. AFP



Au Parlement européen, à Strasbourg, dimanche. PHOTO PASCAL BASTIEN

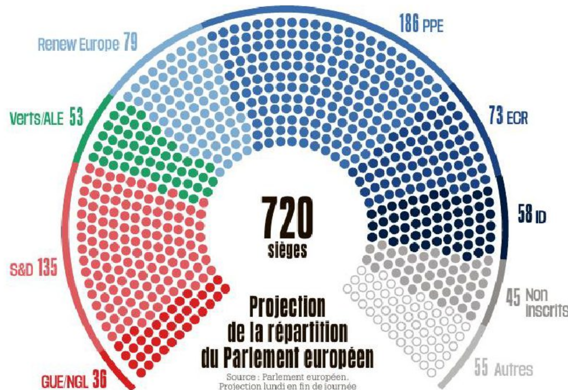
Le Parlement européen sous influence des droites radicales

Si les conservateurs du Parti populaire européen restent la principale force dans la future Assemblée, la poussée des partis d'extrême droite va peser sur les alliances à venir.

Sans surprise, la droite radicale et l'extrême droite ont enregistré une forte poussée lors des élections européennes du 9 juin, notamment dans les pays comme l'Allemagne et la France qui fournissent les gros contingents d'eurodéputés, respectivement 96 et 81 sur 720. Mais elles restent très loin d'être majoritaires au sein de l'Hémicycle : la coalition actuelle réunissant les conservateurs du PPE (Parti populaire européen), les socialistes et les centristes de Renew reste majoritaire, avec 400 sièges sur 720, soit une marge de sécurité de 39 sièges. Une marge réduite puisque dans l'Hémicycle sortant, elle était de 64 sièges – si le PPE et les socialistes conservent leur étiage, ce n'est pas le cas des centristes de Renew, qui sortent affaibli du scrutin.

PAYSAGE PRÉOCCUPANT

Pays par pays, le paysage reste pourtant très préoccupant. En Allemagne, l'extrême droite nostalgique du nazisme d'Alternativ für Deutschland (AfD) devient le second parti et passe de 8 sièges dans l'Assemblée actuelle à 17. Le RN enregistre une poussée fulgurante, de 18 à 30 eurodéputés tandis que Reconquête passe de 1 à 5 députés, soit 35 sièges sur les 81 qui reviennent à la France. En Italie (76 sièges), Fratelli d'Italia (FdI) de Giorgia Meloni confirme sa bonne forme et rafle 24 sièges (contre 10 dans la législature précédente). La Ligue de Matteo Salvini, en revanche, s'effondre avec seulement 8 élus (contre 22).
En Espagne (61 sièges), Vox passe de 4 à 6 députés et en Pologne (53 sièges) l'extrême droite de Konfederacja obtient 6 députés contre 0 dans l'Assemblée sortante. Aux Pays-Bas (31 sièges), même si le PVV de Geert Wilders ne pointe qu'à la seconde place derrière la liste travaillistes-écologistes, il passe de 0 à 7 sièges. En Autriche (20 sièges), le FPÖ devient le premier parti du pays et rafle 6 sièges contre 3 actuellement. L'extrême droite portugaise d'Iniciativa Liberal fait son entrée au Parlement avec 2 sièges (sur 21). En Belgique (21 sièges), les fascistes du Vlaams Belang terminent en tête du scrutin et conservent leurs 3 élus. En Croatie (12 sièges), le parti d'extrême droite Domovinski Pokret obtient, avec près de 9 % des voix, son premier siège au Parlement de Strasbourg. Au final, les seules «bonnes» nouvelles sont venues des pays nordiques, où les droites radicales reculent tout en maintenant leur nombre de sièges à Strasbourg, et surtout de Slovaquie (15 sièges) et de Hongrie. Le Smer du Premier ministre slovaque Robert Fico, un parti socialiste qui a dérivé vers l'extrême droite, n'arrive qu'en seconde position derrière le parti libéral Progresivne Slovensko de la Présidente de la République, Zuzana Caputová et passe de 2 à 6 élus. Néanmoins, la troisième place est raflée par un parti d'extrême droite avec 12,5% des voix. En Hongrie (21 sièges), le Fidesz prorusse du Premier ministre Viktor Orbán perd 9 points (et passe de 13 eurodéputés à 10) tout en restant le premier parti avec 44 % des voix.



C'est le Tisza (affilié au PPE) fondé par un dissident du Fidesz, plus conciliant sur l'Ukraine et l'Union européenne, qui tire son épingle du jeu avec 32% des voix et 8 sièges. Si on a une idée à peu près claire de la composition du PPE, qui reste le premier groupe politique de Strasbourg avec 186 députés, et de celui des socialistes, second groupe avec 135 sièges (une estimation, les résultats de l'Irlande n'étant pas connu), il faudra attendre les prochaines semaines pour savoir quels partis siégeront finalement au sein des groupes Renew (donné à 79 députés contre 102 précédemment), ECR (conservateurs eurosceptiques estimés à 73 contre 59) et Identité et démocratie (où siègent le RN, la Ligue, le FPO ou le VVD estimés à 58 contre 49). Non seulement un parti comme FdI pourrait être tenté de s'allier au PPE, mais il y a un réservoir d'une centaine d'eurodéputés appartenant à des partis pour l'instant sans affiliation (dont l'AfD, récemment exclu d'ID, ou le Fidesz) et dont une majorité ira sans doute renforcer l'ECR et ID. Ces deux groupes, que beaucoup de choses séparent ne devraient pas fusionner, même si c'est le rêve du RN puisqu'ils pourraient alors devenir le premier groupe du Parlement avec plus de 200 députés si toutes les droites radicales se donnaient la main. Mais si le RN gagne la législative anticipée de juillet en France, il est possible que la géographie du Parlement en soit bouleversée.

CORDON SANITAIRE

Cette poussée des droites radicales va peser sur la désignation du (ou de la) président(e) de la Commission par les chefs d'Etat et de gouvernement qui vont se réunir lundi pour un premier tour de table avant de prendre une décision les 27 et 28 juin. En effet, leur candidat devra obtenir en juillet la majorité absolue des membres du Parlement, soit 361 voix. Or, la conservatrice allemande Ursula von der Leyen n'avait été investie en 2019 que par 9 voix de majorité, victime d'une forte déperdition au sein de la coalition entre les conservateurs, les socialistes et les centristes. Si les Vingt-Sept la désignent à nouveau, il faudra qu'elle sécurise une majorité. Elle pourrait être tentée de donner des gages à la droite radicale mais avec le risque de déplaire aux socialistes et à Renew. Dimanche, von der Leyen a certes promis de construire *«un rempart contre les extrêmes de gauche et de droite»*, mais sans préciser ce qu'elle entendait par «extrême», le cordon sanitaire en vigueur au sein du Parlement n'entourant que le groupe ID et pas l'ECR… Elle pourrait aussi ne rien céder aux droites, notamment sur le Pacte vert, en espérant que les 53 écologistes – qui perdent 19 sièges – la soutiendront pour combler les défections au sein du PPE. Deux stratégies risquées qui pourraient pousser les chefs d'Etat et de gouvernement à choisir un candidat plus consensuel. Si la France entre en terre inconnue, l'Europe aussi.

JEAN QUATREMER
Correspondant européen
Infographie **ALICE CLAIR**

ÉDITOS/



Emmanuel Macron à Oradour-sur-Glane, lundi. PHOTO LUDOVIC MARIN. REUTERS

Sauve-qui-peut la démocratie ou sauve-qui-peut Macron

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

Enfin on appelle un chat un chat. Depuis l'agression russe et le déclenchement de la guerre en Ukraine, on sait que le nouveau monde valorise les régimes autoritaires, surnommés en Europe les démocraties illibérales, prêtes à amputer plusieurs des libertés essentielles face à des démocraties parlementaires qui ont hérité d'un ensemble de droits fondamentaux qui garantissent entre autres, mais c'est un bon indice, la protection des droits des minorités, culturelles et politiques. Il existe plusieurs modèles de démocraties illibérales : le modèle hongrois, le modèle poutinien, le modèle trumpiste… Les Français et leur président ont fait depuis longtemps comme si ces modèles ne les concernaient pas, comme s'ils n'étaient pas du tout contagieux. Ils le sont.

Il y a un argument souvent utilisé à l'égard de toutes ces nouveautés castratrices : en politique, on n'a pas tout essayé, et donc pourquoi pas essayer le RN, la version apparemment soft du FN facho et violent. A cette tentation de tout essayer en se bandant les yeux et en se bouchant les oreilles, il y a une réponse populaire que j'aime beaucoup : ce n'est pas parce qu'on n'a jamais essayé de boire de l'alcool à brûler qu'il faut à tout prix essayer !

Dans l'arsenal politique français, il y a la dissolution du Parlement : article 12 de la Constitution. L'histoire de la Ve République montre qu'il y a des dissolutions ratées, celle de Jacques Chirac par exemple en 1997 qui donne le pouvoir à Lionel Jospin et à la gauche, et des dissolutions gagnantes, comme celle opérée par Charles de Gaulle en 1968 pour sortir de la colère nationale du printemps. François Mitterrand l'a utilisée deux fois, pour compléter sa victoire présidentielle avec une victoire parlementaire et imposer une nouvelle ère.

Un vote d'hostilité. La décision du président Macron de renverser la table parlementaire, au soir d'une défaite électorale cuisante, lui qui se voulait le protecteur de la démocratie française, lui qui se présentait à chaque scrutin comme le pourfendeur de l'extrême droite, qui cherchait systématiquement le match avec les dirigeants nationalistes, cette décision est logique. Comme le disait Jacques Chirac : *«La dissolution n'a jamais été faite pour la convenance du Président mais pour trancher une crise politique.»* Emmanuel Macron a eu raison de dissoudre : il n'avait aucune solution alternative, sauf à se retirer immédiatement de la vie politique et à faire pénitence. Il ne peut plus faire comme s'il ne savait pas qu'il suscitait un vote d'hostilité. Le vote du 9 juin avait plusieurs significations, mais parmi elles, il y a incontestablement un vote anti-Macron : après sept ans passés à la tête de l'Etat, le personnage et ses tours ont fini par s'user, ils ne surprennent plus personne. Il se voyait comme un communicant exceptionnel, capable de convaincre tous les Français. Il pensait vivre avec une bonne étoile en permanence au-dessus de sa tête. Mais, au fil du temps, la réalité qu'il promettait de changer a toujours la même gueule.

La dissolution est toujours un acte courageux, qui a une signification immédiate : on redonne la parole au peuple et on rebat les cartes. Avec cette décision, il reconnaît la nature anti-Macron de cette colère électorale, qui n'est pas spécifiquement française, mais qui est contagieuse, qui se répand dans le monde et en particulier en Europe. L'effondrement de la social-démocratie allemande était là dimanche soir pour en témoigner.

On n'est pas dupe pour autant : Emmanuel Macron qui souffrait de ne pas avoir les mains libres à l'Assemblée, pense faire d'une pierre deux coups : il procède à un acte démocratique tout en rêvant de s'offrir une majorité qu'il pense pouvoir tailler dans un rassemblement anti-RN. Car la question qui va être posée aux électeurs est du genre : «Souhaitez vous donner le gouvernement de la France à l'extrême droite, antieuropéenne, autoritaire, êtes-vous prêt à abandonner les Ukrainiens et tous ceux qui contestent les méthodes agressives de Poutine, qui veut rejouer à tout prix, à l'échelle du continent européen, le remake de la guerre froide… Est-ce vraiment ce que vous désirez ?»

L'appel de Macron part de deux constats. Si l'extrême droite réalise un score de 40 %, 60 % des électeurs n'ont pas choisi de voter pour l'extrême droite dans ce scrutin. Et si sa défaite présidentielle est indiscutable, la plupart des partis français ont également bu la tasse. Il se propose donc d'additionner les défaites et de construire une sortie gagnante. Bref, il propose à tous les démocrates de s'allier et de passer ensemble par un trou de souris.

A l'aveugle. De toute évidence, le Président veut piocher dans les rangs de la droite républicaine, mais aussi dans l'électorat socialisant de Raphaël Glucksmann, celui des écologistes, et même dans celui du PCF, mais en évitant de repêcher les députés issus de La France insoumise. Il va choisir et soutenir des candidats qui vont se présenter contre les candidats du RN. C'est ça la théorie macroniste : face à un danger extrême, il fait le pari de lever une armée patriotique et démocratique susceptible d'écrabouiller le parti de Jordan Bardella.

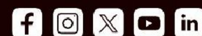
Mais c'est oublier plusieurs choses. D'abord, beaucoup de ces candidats potentiels voudront des accords de gouvernement, des engagements politiques de fond sur des réformes avant de plonger à l'aveugle, d'autant que le calendrier est excessivement court. Ils poseront des conditions auxquelles il faudra répondre. Tout régler en quinze jours pour 577 candidats n'a rien d'évident, c'est un euphémisme. Combien accepteront de répondre à son appel et de sauter dans le vide sans la moindre garantie programmatique et sans parachute ? Sans compter que certains préféreront rassembler eux-mêmes – on pense à la gauche – sans passer par lui, l'homme qui suscite la colère.

Cette question en cache une autre : êtes-vous prêt à sauver Emmanuel Macron ? Ce qui pourrait aller de soi pour Horizons et le Modem n'a plus rien d'évident pour les socialistes, les communistes, les écologistes… Le projet de recomposition à la hache de tout le paysage politique français risque fort de tout faire exploser.



Ville de
BORDEAUX

bordeaux.fr



À Bordeaux
les énergies renouvelables se font une place au soleil



En réponse à l'urgence climatique, la Ville de Bordeaux se mobilise pour accélérer le développement de la production d'énergie solaire. Elle utilise toutes les possibilités de solarisation de son patrimoine et porte déjà plus de 60 000m² de nouveaux projets d'installations photovoltaïques sur les bâtiments, équipements et terrains municipaux. Ce plan « solaire » contribuera à multiplier par 10 son autonomie énergétique d'ici 3 ans.

En rassemblant les acteurs publics et privés du territoire bordelais dans *l'Alliance de Bordeaux pour l'énergie solaire*, la Ville manifeste la volonté commune de décarboner l'énergie et augmenter l'autonomie énergétique par le déploiement d'installations solaires sur les bâtiments et les surfaces déjà artificialisées.
Avec près de 2100 heures d'ensoleillement* par an à Bordeaux, le solaire est un gisement d'énergie, dont la Ville, les institutions publiques, les aménageurs, les bailleurs sociaux… et l'ensemble des acteurs locaux se saisissent pour réussir la transition du territoire.

Parce que la réponse à l'urgence climatique est une priorité partagée.

* Source : Météo France

Energie solaire : Bordeaux s'engage avec tous les acteurs du territoire.

Guerre en Ukraine Près de Kharkiv, la résistance à armes inégales


Johnny, soldat ukrainien de 48 ans, a observé la zone frontalière se

Epuisées, moins nombreuses et moins équipées que les troupes de Moscou, les forces de Kyiv ont réussi à enrayer l'assaut russe lancé il y a un mois au nord de la deuxième plus grande ville du pays. Sous la menace des drones et de l'aviation, la bataille se poursuit.

REPORTAGE


Manul, 38 ans, choisit des engins volants plus ou moins grands selon la

Par
LUC MATHIEU
Envoyé spécial dans la région de Kharkiv
Photos
GEORGE IVANCHENKO

Le drone vole depuis quelques minutes dans la nuit ukrainienne. Sur la tablette et dans le casque du soldat qui le pilote depuis une cave humide d'un village de la région de Kharkiv, le paysage défile en dégradés de gris, du blanc au noir profond: des champs, des bosquets, des lampadaires, quelques routes et chemins. *«Bienvenue au Mordor»*, dit le soldat August, un nom de code. Le drone vient de franchir la frontière, il est en Russie. Depuis la ferme abandonnée où ils se sont installés, August et ses quatre soldats de la 92e brigade d'assaut de l'armée ukrainienne observent sur l'écran la lisière d'un bois. *«Il n'y a rien ici, on continue»*, ordonne August. Soudain, trois silhouettes blanches apparaissent. Elles se mettent à courir. *«Laisse-les se sauver, on cherche plus gros.»* Les trois silhouettes disparaissent sous les arbres. *«Low battery»*, («batterie faible») clignote sur l'écran. Tror, le soldat de 30 ans qui pilote le drone, fait disparaître le message d'alerte. Il reste un peu plus de cinq minutes pour trouver une cible, les drones FPV (first-person view) de l'unité ne reviennent pas côté ukrainien.



Quelques instants plus tard, un blindé apparaît sur la route qui mène à Belgorod. Le drone, à plusieurs dizaines de mètres d'altitude, descend et s'en approche. L'image se tord, se fige et disparaît. Tror enlève son casque et sourit, il est sûr d'avoir projeté son drone explosif sur le blindé.

Les cinq hommes se détendent. Ils sont dans la région depuis le 9 mai, veille de la dernière offensive russe. Ils ont été envoyés en renfort et en catastrophe face à l'imminence de l'assaut alors qu'ils étaient déployés dans le Donbass, à Bakhmout puis Tchassiv Yar. Chaque nuit, de 22 heures à 4 heures, ils enchaînent les missions. Leurs drones vont systématiquement en Russie. Ils n'ont pas attendu l'autorisation des Etats-Unis le 30 mai, ni celle de la France la veille pour frapper de l'autre côté de la frontière avec les armes qu'ils leur fournissent. *«Nous utilisons des munitions ukrainiennes, nous n'avons pas besoin de demander l'autorisation de quiconque»*, dit August.

TABLETTES ET ARAIGNÉES

En près d'un mois de déploiement, ils ont observé la zone frontalière se vider des soldats et blindés russes. *«Quand on est arrivés, il y en avait partout. Ce n'était pas compliqué de les frapper*, explique Johnny, 48 ans, barbe et muscles épais. *Mais, depuis une semaine, ils font attention, ils ne viennent plus si près, il n'y a quasiment plus de véhicules. Ou alors, ils ont des brouilleurs qui nous empêchent de les viser.»* L'autonomie des drones de la 92e leur permet de s'enfoncer à une quinzaine de kilomètres côté russe. Leur mission est de perturber les lignes d'approvisionnement de l'armée de Moscou et d'empêcher ses soldats de se masser à la frontière avant de la franchir et d'attaquer la région de Kharkiv.

La guerre d'August et de ses hommes est certes technologique, faite de tablettes, de capteurs et de systèmes de vision nocturne. Mais elle ne se déroule pas dans une salle climatisée, avec d'énormes écrans au mur, des alignements d'ordinateurs et de téléphones et des hommes qui courent de l'un à l'autre. Les cinq soldats ukrainiens se serrent dans une cave d'une dizaine de mètres carrés, assis sur des chaises de jardin en plastique, au milieu des moustiques, des mouches et des araignées. Dans un coin, Corsa, 35 ans, a posé son petit écran sur des cageots empilés, à côté d'une multiprise bricolée avec du scotch. Il est chargé de faire voler le drone qui relaie les ondes radio, plus grand que ceux qui portent les charges explosives. Il manie son joystick avec calme et dextérité, malgré les trois doigts qu'il a perdus lors d'une précédente mission.

Manul, 38 ans, le plus volubile, fait des allers-retours entre la cave et le garage au-dessus. C'est là que sont



vider des soldats et blindés russes en près d'un mois de déploiement,



mission,

stockés drones et munitions dans des cartons et des caisses en bois. Selon la mission, il choisit un engin volant plus ou moins grand. La moitié de son stock a été achetée dans des magasins – environ 1000 euros pièce avec le système de vision nocturne –, l'autre a été fabriquée par des volontaires. Il attache avec du Serflex une batterie et positionne la munition : une «fougasse» (une mine antichar), une charge «thermobar» – privilégiée pour viser l'infanterie, des bâtiments ou une roquette – contre les blindés. Lorsqu'il amène le drone explosif dans le jardin attenant, il n'attend pas qu'il décolle et court jusqu'à la cave. Il arrive que les engins explosent trop tôt. L'armée russe est aussi aux

«Les Russes peuvent pilonner la zone alors qu'ils n'ont pas de cible précise.»

Michael
lieutenant ukrainien

aguets. En quatre semaines dans la région, l'unité d'August s'est fait repérer et bombarder quatre fois, la forçant à trouver à chaque fois une nouvelle maison abandonnée.

Dans la cave, un commandant relié par radio ordonne une nouvelle mission : s'assurer que le blindé visé une heure avant est bien détruit, et frapper une station-service. Tror met son casque et prend son joystick. Il longe la frontière – *«c'est pratique pour se repérer»* –, retrouve le blindé, effectivement détruit, et se dirige vers la station-service. Son drone ne peut pas la rater.

Dans la région de Kharkiv, l'armée russe n'avance plus depuis le 20 mai. Les positions se sont stabilisées à une vingtaine de kilomètres au nord-est de la ville. Ce n'était pas gagné. Dans la nuit du 9 au 10 mai, lorsque les forces russes ont attaqué, elles ont rapidement progressé, pénétrant dans les jours suivants sur près de 10 kilomètres en Ukraine. L'assaut était tout sauf une surprise. Depuis des semaines, l'armée russe amassait hommes, munitions et véhicules à la frontière. A l'époque, les forces ukrainiennes n'avaient pas l'autorisation de les frapper avec les armes occidentales. *«C'est ça qu'il nous aurait fallu, nous aurions stoppé l'invasion bien plus tôt. Poutine ne comprend que la force»*, dit August.

«DENTS DE DRAGON»

L'attaque russe a aussi révélé la faiblesse des préparations défensives dans la zone frontalière, alors que la zone n'était plus occupée depuis plus d'un an et demi. Les critiques publiques de gradés ont poussé le Parlement à créer le 22 mai une commission d'enquête qui examinera entre autres les soupçons de corruption.

Entretemps, la construction des défenses s'est accélérée. A l'arrière du front, des tractopelles creusent les champs pour bâtir des casemates reliées par des tranchées. Des «dents de dragon», des triangles de béton reliés par des chaînes pour stopper les chars, s'étirent en lignes parallèles dans les champs. Les check-points sont renforcés. Kharkiv semble pour l'heure imprenable. *«On ne peut jamais savoir avec eux, ils peuvent préparer quelque chose»*, dit Tror. Selon une note du 8 juin de l'Institute for the Study of War, l'état-major russe a ordonné le transfert de nouvelles forces à la frontière. *«Il n'est pas sûr que ces soldats redéployés soient immédiatement envoyés au combat»*, indiquent ses analystes.

L'unité d'artillerie de la 57e brigade motorisée déployée dans les environs de la ville de Vovchansk, où se concentrent les combats avec le village voisin de Lyptsi, ne considère pas non plus que la bataille est gagnée. La dizaine de soldats s'est installée dans un bosquet d'érables à moins de cinq kilomètres des troupes russes. Ils sont fatigués, ils n'ont eu aucune permission depuis deux mois. La plupart sont des volontaires, hormis un engagé sous contrat depuis 2016. Le plus jeune a 26 ans, le plus âgé 55.

«Du 9 au 12 mai, nous n'avons pas dormi, les Russes n'arrêtaient pas, ils tiraient avec tout ce qu'ils avaient, drones, artillerie, aviation», dit le lieutenant Michael, qui commande l'unité. Les attaques n'ont pas cessé depuis, mais à un rythme moindre. Le gradé estime qu'il y a sept soldats russes pour un Ukrainien. Le ratio pour les obus est de cinq pour un. *«S'ils voient quelque chose dans les arbres, ils peuvent se permettre de pilonner la zone alors qu'ils n'ont pas de cible précise. Dans ces cas-là, nous ne pouvons qu'attendre, c'est impossible de travailler.»*

BOSQUET

La pièce maîtresse de l'unité est un vieux canon automoteur 2C1, dissimulé sous des branchages. Dès que l'ordre arrive, les soldats sprintent pour le rejoindre. Il leur faut quelques minutes pour tirer. Il n'est pas rare que le tir soit annulé, la cible privilégiée – des groupes de cinq à dix soldats – s'étant déplacée. *«Durant les premiers jours, il nous arrivait de repérer des groupes de 30 à 70 soldats. Nous n'avons pas compris pourquoi ils s'amassaient comme ça, c'était idéal pour nous.»*

Les hommes de l'unité ne sortent quasiment pas du bosquet. Trop dangereux, au vu du nombre de drones russes qui patrouillent. Ils sont plus ou moins gros, plus ou moins dangereux : des Orlan et des Supercam pour la reconnaissance, des Lancet pour frapper. En lisière d'un champ qui n'a pas été semé, deux soldats ne quittent pas leurs jumelles pour les repérer. Ils sont avertis par une sonnerie émise par un petit boîtier accroché à un arbre. Ils détectent les engins, et leur modèle précis, lorsque ceux-ci s'approchent à quelques kilomètres. L'unité n'a pas de système de brouillage, la seule protection consiste à tenter de se cacher.

La plus grande crainte des soldats reste les bombes dites «planantes», qui pèsent de 250 kilos à plusieurs tonnes. Elles sont tirées depuis des avions en territoire russe. *«C'est pour ça que nous avons besoin de F-16* [des avions de chasse américains, ndlr], *c'est le plus urgent*, dit le lieutenant Michael. *Nous devons neutraliser cette menace, ces bombes font des dégâts terribles.»* Le gradé reçoit un appel radio, il doit rejoindre une autre unité, un peu plus loin. Il court jusqu'à la camionnette, une Boukhanka rouillée de l'époque soviétique, qui arrive en tanguant entre les ornières du chemin. Dans le bosquet, les hommes se remettent à couvert, là où le feuillage est le plus dense et les troncs les plus épais. Une bombe planante a été repérée.

carnet

DÉCÈS

Paris (75)

Mme Marie-Hélène GARRIGUES,
son épouse,
Judith et Alexandre,
sa fille et son gendre,
Melchior, son fils,
Milo et Kiara, ses petits enfants.
Jean Garrigues, son frère,
Véronique GARRIGUES, sa sœur,
Et les familles GARRIGUES, JOUTARD et AHOUNOU,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Emmanuel GARRIGUES
né le 2 décembre 1943
Maître de conférence émérite, sociologue, écrivain et photographe**

survenu le samedi 1er juin 2024.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 juin 2024, à 14H30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Belleville, Paris 19ème, suivie de l'inhumation.



LIBÉ.FR

Silence on joue: «1000XRESIST», «Baladins», «Wizardry»

Cette semaine dans l'émission de jeux vidéo de *Libération*, l'éblouissante fresque SF *1000xRESIST*, qui joue avec la mémoire et le temps, le très sympathique *Baladins*, qui propose une formule RPG façon jeu de plateau pour aborder le concept de boucle temporelle en mode collaboratif, et *Wizardry: Proving Grounds of the Mad Overlord*, nouveau classique rénové avec soin par les mains expertes de Digital Eclipse. PHOTO XXX



Au tribunal correctionnel de Rennes où s'est ouvert lundi le procès du commissaire Grégoire Chassaing. PHOTO LOU BENOIST. AFP

Cinq ans après la **mort de Steve** à Nantes, la famille sort du silence

Lundi, au premier jour du procès du commissaire de police Grégoire Chassaing, qui a mené l'opération concomitante à la noyade du jeune homme à Nantes, le silence s'est rompu dans les larmes.

Par **FABIEN LEBOUCQ**

«*Perdre un enfant, c'est un manque tous les jours.*» Avec son chemisier blanc, Béatrice D. détone au milieu des robes noires. Le portrait de son fils défunt – bras croisé et air ravi – est projeté en grand format dans la salle d'audience. La présidente lui demande de le raconter. Mouchoir en main telle une compresse, la mère de Steve Maia Caniço se tient droite mais ses boucles blondes s'agitent: «*Je pourrais en parler pendant des heures, mais je sais que le temps est compté.*»

L'HISTOIRE DU JOUR

C'ÉTAIT UN «HYPERSENSIBLE»

L'audience se tient pendant cinq jours devant le tribunal correctionnel de Rennes. Lundi matin, les parties civiles sont rentrées en file indienne, par la grande porte, en silence. Elles ont été invitées à parler en premier, avant les témoins, avant les enquêteurs. Avant, aussi, le directeur général de la police nationale, Frédéric Veaux, cité par la défense pour soutenir Grégoire Chassaing. Le commissaire de police – qui est, lui, rentré par une porte dérobée – est renvoyé pour homicide involontaire et encourt trois ans de prison. Il dirigeait les opérations sur le quai Wilson, à Nantes, le soir de la fête de la musique 2019, au cours de laquelle Steve Maia Caniço est tombé dans la Loire. Pour trancher la culpabilité, ou non, du fonctionnaire, le tribunal s'emploiera cette semaine à répondre à deux questions: l'intervention policière a-t-elle causé cette chute? Et, dans l'affirmative, est-ce que le prévenu a commis, dans sa gestion des événements ce soir-là, des fautes caractérisées?

Comme ses amis à l'époque de sa disparition, aujourd'hui sa famille décrit Steve Maia Caniço comme un «*hypersensible*», qui adorait ses amis, la musique, qui faisait du théâtre contre sa timidité, et qui détestait deux choses. D'abord, la violence. «*Il a dû avoir peur du bruit, de la panique de la foule, de tous ses gaz lacrymogènes*», pense sa mère. Si l'enquête a bien identifié la présence de l'animateur périscolaire sur le quai au moment des faits, les légistes n'ont toutefois pas trouvé de traces de lacrymogène dans le corps du jeune homme. Sans pour autant pouvoir exclure qu'il y avait été exposé, a pris le temps de rappeler la présidente du tribunal à l'ouverture du procès.

> «Ça ne ramènera pas notre fils. Mais c'est important pour son être, son honneur.»
> **Béatrice D.** la mère de Steve Maia Caniço

L'autre phobie de Steve Maia Caniço est l'eau. Au point de mettre des bouchons d'oreilles et de se cantonner au petit bain quand il allait à la piscine, raconte la famille. L'imaginer se noyer «*a provoqué chez moi des cauchemars incessants, pendant les premiers mois après sa mort et encore aujourd'hui*», s'effondre sa mère. Qui a aussi, pendant un temps, refusé de regarder ou de traverser la Loire, ce fleuve qu'elle «*maudissait*».

Béatrice D. dit ne pas attendre grand-chose de ce procès, qui vient «*alourdir le traumatisme de sa perte*»: «*Ça ne ramènera pas notre fils. Mais c'est important pour son être, son honneur*», et pour qu'il y ait à l'avenir «*moins d'acharnement sur des jeunes qui ne sont que là pour danser*».

«CONFIANCE À LA JUSTICE»

Devant la presse, puis à nouveau dans la salle d'audience, le procureur de Rennes a voulu souligner la «*grande dignité*» de la famille de Steve Maia-Caniço, parce qu'elle n'a fait «*aucune déclaration tapageuse*» au cours des cinq années d'instruction, et qu'elle a «*toujours fait confiance à la justice*». La dignité est en tout cas là quand les proches reçoivent les premiers mots du prévenu. Dans son costume bleu, le commissaire de police Grégoire Chassaing les regarde: «*Je tenais à présenter toutes mes condoléances et ma compassion.*» Les avocats des parties civiles lui rappellent qu'il doit s'adresser au tribunal. Le commissaire pivote, poursuit: «*Je ne peux imaginer un seul instant ce que vous ressentez.*»

La famille du défunt aura tout de même tenté de lui expliquer. Après la mère, le frère et la sœur de Steve Maia-Caniço passent à leur tour à la barre. Brèves prises de paroles et longs silences humides disent peu et à la fois tout de leur aîné disparu. Elle, 21 ans au moment des faits: «*Il manque vraiment beaucoup de gens comme lui dans le monde.*» Lui, 21 ans aujourd'hui, se raconte depuis le deuil: «*J'ai du mal à montrer mes émotions avec ma famille. Je me suis enfermé. Je ne suis plus le même, en fait.*»

Le père ému ne souhaitant pas témoigner, vient enfin l'oncle et parrain de Steve Maia-Caniço. Dans son dos, son index et son pouce semblent se battre. Il observe: «*Perdre un enfant c'est terrible… Mais quand on a le sentiment que c'est évitable, c'est encore pire.*» Et de conclure: «*Ici, le caractère évitable paraît criant.*»



Quand l'IA permet de créer des images à partir de souvenirs

L'initiative espagnole Synthetic Memories propose à ses participants en manque de photos de reconstituer des images de leur passé sur la base d'un simple entretien. Entre 400 et 500 personnes ont déjà eu recours à ces «souvenirs synthétiques».

Fin de vie: avec le RN, «on peut oublier ce texte»

C'est la première victime collatérale de la dissolution. Discuté en séance publique depuis le 27 mai à l'Assemblée nationale, le projet de loi sur la fin de vie, porteur d'une dépénalisation de l'aide à mourir pour les malades incurables en grande souffrance, est repoussé sine die. *«Ce qui aurait pu être la grande loi sociétale de la décennie est brutalement stoppé, et j'en suis très déçu»*, a déploré son rapporteur général, le député Modem Olivier Falorni, au lendemain de l'annonce surprise du chef de l'Etat. Mais la Constitution est claire: en cas de changement de législature, tous les textes en instance sont suspendus. Pour réenclencher la machine, le futur gouvernement devra redéposer le projet de réforme devant la nouvelle Assemblée qui en reprendra alors l'examen depuis le début.

En clair, après soixante-dix heures de débats tendus mais globalement respectueux et alors que les discussions sur le projet de loi entraient dans leur troisième et dernière semaine, tout est à recommencer. *«C'est un grand gâchis»*, soupire Gérard Raymond, président de France Assos Santé qui fédère près 85 associations de malades et d'usagers du système de santé.

Car la suspension pourrait tourner à l'enterrement durable. *«Très clairement, si le Rassemblement national obtient la majorité des sièges le 7 juillet, on peut oublier le texte sur la fin de vie»*, regrette Falorni, qui conserve en mémoire les sorties *«dures, voire provocatrices»* de plusieurs élus RN. C'est notamment vrai de la députée du Var Laure Lavalette, qui avait électrisé l'hémicycle en qualifiant le texte en discussion de *«loi qui va tuer»*. Une saillie en ligne avec l'hostilité de l'écrasante majorité du groupe RN. Si les dérapages sont néanmoins restés l'exception, ce n'est pas un hasard: Marine Le Pen, elle-même opposée au projet, a exigé de ses troupes de la retenue, histoire de ne pas indisposer des sympathisants RN très favorables à l'évolution de la législation selon les enquêtes d'opinion. La prise de Matignon lèverait la prévention.

«Si dans un mois le gouvernement est dirigé par Jordan Bardella, le projet de loi fin de vie sera renvoyé aux calendes grecques, pronostique Falorni. *Cela veut dire qu'on ne créera pas de filière universitaire spécifique pour les soins palliatifs, qu'il n'y aura pas de plan personnalisé d'accompagnement des malades touché par une maladie incurable et pas non plus de création de maison d'accompagnement ouverte aux patients et à leurs aidants. Cela veut aussi dire qu'aucune porte de sortie ne pourra être proposée aux malades incurables en proie à des souffrances intolérables.»*

Président de l'association pour la recherche sur la sclérose latérale amyotrophique, dit maladie de Charcot, le professeur Claude Desnuelle soupire: *«La perspective d'une légalisation de l'aide à mourir rassurait les malades diagnostiqués Charcot, que la dégradation inéluctable de leurs capacités angoisse profondément. On espérait pouvoir leur offrir ce réconfort. Et voilà que face à leurs souffrances, on va devoir continuer à leur dire: on ne vous abandonne pas mais on ne peut rien pour vous.»*

NATHALIE RAULIN

11,7 %

Soit la hausse moyenne de la facture de gaz des Français dès le 1er juillet. Une situation paradoxale, puisque les cours du gaz oscillent actuellement à des niveaux dix fois inférieurs au pic de la crise énergétique de l'été 2022. Cet alourdissement est surtout la conséquence d'un rebond des cours du gaz et d'une revalorisation du tarif des réseaux de distribution.

A lire sur *Libération.fr*

Economie La Bourse ne goûte pas à la dissolution de l'Assemblée

Banques, autoroutes, BTP, énergie… Après la dissolution de l'Assemblée, plusieurs secteurs économiques ont fortement reculé lundi à la Bourse de Paris. Les marchés financiers n'aiment pas le flou… et encore moins les surprises. Ni, visiblement, le programme économique du RN et l'hypothèse de voir le parti de Marine Le Pen à Matignon après les législatives. Dès l'ouverture de la séance, le CAC 40 a décroché de 2,37%. En fin de journée, il a terminé en baisse de 1,81%, à 7857 points, à son plus bas depuis le 22 février.

Contrôleurs Grève levée à Orly

Les avions décolleront et atterriront bien sur le tarmac d'Orly cette semaine. L'Unsa-ICNA, syndicat minoritaire de contrôleurs aériens, avait déposé un préavis de grève pour trois jours à partir de ce mardi. Il l'a finalement levé lundi, *«comme celui déposé pour les 4 et 5 juillet»*. L'Unsa-ICNA a justifié cette décision par *«la volonté de ne pas mêler des enjeux internes à la [Direction générale de l'aviation civile] à l'actualité politique du pays»*, après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron.

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr
01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 19 novembre 2023. La tarification est la suivante pour les département d'habilitation de LIBERATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 379€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 189€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 135 € HT - Société en nom collectif (SNC) 210 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 141 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 118€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 210 € HT - CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 106 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,232 € HT).

75 PARIS

Divers société

SARL FAIR'EQUIPE – POUTHIER Associés
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 1 000 Euros
Siège social : 22 Avenue du Six Juin
14150 OUISTREHAM
R.C.S. CAEN 530 160 860
AVIS DE MODIFICATIONS

Aux termes des décisions de l'Assemblée Générale du 05/06/2024, il a été décidé de transférer le siège social à PARIS (75015) – 121 Avenue Félix Faure avec effet rétroactif au 1er juin 2024.
En conséquence, la Société qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Société de CAEN (14) sous le numéro 530 160 860 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au RCS de PARIS (75). Cette décision a amené à modifier l'article 4 des statuts.
PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LA SOCIETE : Pierre-François POUTHIER, Gérant, demeurant à PARIS (75015) – 121 Avenue Félix Faure.
Pour avis. La gérance

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr
01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix
DISQUES VINYLES
33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES
Jazz – Pop – Rock
Musique Classique
Métal – Punk
Soul – Funk – House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae – Hip Hop
Gros Stocks et Collections
Contactez-nous 07 69 90 54 24
MATÉRIEL AUDIO
Platines – Hi-Fi –
Amplis – Cellules – DJ
Jeux Vidéos – Consoles
Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.
Réponse très rapide
PAIEMENT CASH

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

VENTE

5 PIÈCES

FONTENAY SOUS BOIS - 94
Appartement à vendre 5 pièces - 87,14 m2

À deux pas, les lignes de bus 118, 122 et 301 facilitent vos déplacements pour rejoindre le RER A-E Val de Fontenay. À seulement 2 minutes à pieds des écoles et entouré de commerces, restaurants et boulangeries.

Cet appartement plein de potentiel à FONTENAY SOUS BOIS, offrant une surface de 87m² pour créer votre espace idéal. Situé au 1er étage avec ascenseur, le bien comprend trois chambres, un salon/salle à manger de 32,18 m² pouvant facilement se transformer en quatrième chambre, une salle de bains et un wc séparé. De nombreux rangements et une cave complètent cet appartement.

PRIX : 284 900 EUROS

https://www.seloger.com/annonces/achat/appartement/fontenay-sous-bois-94/215410411.htm

tél : 0614081414 agence s'abstenir MERCI

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1
21h10. Armageddon. Film catastrophe. Avec Bruce Willis, Ben Affleck. **23h55. Uncharted.** Aventures. Avec Tom Holland, Mark Wahlberg.

FRANCE 2
21h00. Athlétisme : Championnats d'Europe. Sport. **23h05. Level Up.** Documentaire. 3 épisodes.

FRANCE 3
21h10. La doc et le véto. Série. La plume noire. Avec Michel Cymes, Dounia Coesens. **22h40. La doc et le véto.** Série. Partir, revenir.

CANAL+
21h00. Soudain seuls. Drame. Avec Gilles Lellouche, Mélanie Thierry. **22h55. Second tour.** Comédie dramatique. Avec Cécile de France, Albert Dupontel.

ARTE
20h55. Les usines de Staline face aux armées d'Hitler. Documentaire. **22h25. La saga Berlusconi.** Documentaire.

M6
21h10. Cauchemar en cuisine. Magazine. Chambéry. Présenté par Philippe Etchebest. **22h55. Cauchemar en cuisine, que sont-ils devenus ?.** Magazine. Ouistreham / Sénas / Plouzévédé.

FRANCE 4
21h10. La vie fantastique. Spectacle. **22h20. Biennale de Lyon, à vos marques, prêts, dansez.** Magazine.

FRANCE 5
21h05. Des cris dans le stade, enquête sur le racisme dans le football. Documentaire. **22h35. C ce soir.** Magazine.

PARIS PREMIÈRE
21h00. Le vieux fusil. Drame. Avec Philippe Noiret. **22h55. Sacrifice : du Débarquement à la libération de Paris.**

TMC
21h25. 21h Médias : rire en 2024. Magazine. Présenté par Julien Bellver. **22h00. 21h Médias : rire en 2024.**

W9
21h10. West Side Story. Comédie musicale. Avec Rachel Zegler, Ansel Elgort. **23h50. La grande soirée des comédies musicales.**

NRJ12
21h10. Le labyrinthe : le remède mortel. Science-fiction. Avec Dylan O'Brien. **23h50. Le labyrinthe : la terre brûlée.**

C8
21h20. Enquête complémentaire - Paris 2024 : des jeux sous très haute surveillance !. Documentaire. **23h00. Les rats sont-ils nos ennemis ?.**

TFX
21h05. Radiostars. Comédie. Avec Clovis Cornillac, Manu Payet. **23h00. Chroniques criminelles.** Magazine.

CSTAR
21h10. Le meilleur forgeron. Télé-réalité. Le kopis grec. La colichemarde de Georges Washington. **22h45. Le meilleur forgeron.** Télé-réalité.

TF1 SÉRIES FILMS
21h00. Camping Paradis. Série. À nos pères (Parties 1 & 2). Avec Laurent Ournac, Thierry Heckendorn. **22h55. Camping Paradis.** Série.

6TER
21h10. NCIS. Série. Chasseur de trésor. Plaisirs coupables. **22h50. NCIS.** Série. 3 épisodes.

CHÉRIE 25
21h05. Snapped : les femmes tueuses. Magazine. 2 épisodes. **22h55. Snapped : les femmes tueuses.** Magazine.

RMC STORY
21h10. Alien Fiction. Documentaire. Le pouvoir des obélisques. Les gardiens du savoir. **23h00. Alien Fiction.**

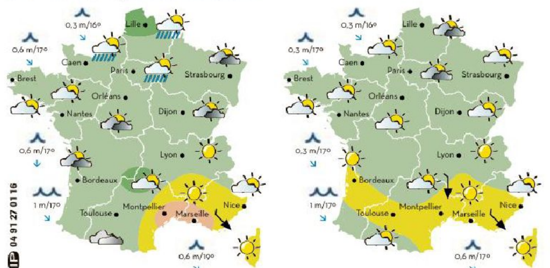
LCP
20h05. Débatdoc. Documentaire. Ma femme a du crédit. **21h00. Direct projet de loi fin de vie. 22h00. Sens Public.** Magazine.

MARDI 11

Le ciel est bien dégagé au nord. Au sud, les nuages sont nombreux avec encore quelques gouttes possibles. Il fait très beau vers la Méditerranée avec du vent.
L'APRÈS-MIDI Des averses se déclenchent sur le Bassin parisien, la Normandie et les Hauts-de-France. Les nuages sont nombreux au sud-ouest. Le soleil domine sur le nord-ouest et près de la Méditerranée.

MERCREDI 12

Le temps est calme, mais frais sur l'ensemble du pays, sauf près de la Méditerranée.
L'APRÈS-MIDI Des gros cumulus se développent dans le ciel, mais le risque d'averse est limité. Le temps est globalement calme, ensoleillé à l'ouest et au sud, plus nuageux dans l'est.



-10/0°	1/5°	6/10°	11/15°	16/20°	21/25°	26/30°	31/35°	36/40°

Soleil | Éclaircies | Nuageux | Pluie | Couvert | Orage | Pluie/neige | Neige

Agitée | Peu agitée | Calme — Fort | Modéré | Faible

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	6	15	Lyon	12	19	Alger	18	23
Caen	8	16	Bordeaux	13	20	Berlin	11	17
Brest	10	18	Toulouse	14	20	Bruxelles	8	15
Nantes	8	19	Montpellier	15	28	Jérusalem	21	31
Paris	6	17	Marseille	16	26	Londres	7	15
Strasbourg	9	17	Nice	17	23	Madrid	12	24
Dijon	8	19	Ajaccio	15	24	New York	13	23



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon, Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert, Lauren Provost, Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (prépresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle 75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.
Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5307 MOYEN

6	7		8		1		4	5
		2	9		5	3		
3	5			6		8		1
			6		4			
	2	1		5		6		
			2		9			
1	9			7				8
		8	5		6	1		
7	4		1		8	9	3	6

SUDOKU 5307 DIFFICILE

	7	2	8	1	5		4	
		1	4	6	7	9		2
4					3			5
			6	2	1			
		4				6		
			3	8	4			
2								8
		5	1	4	8	2		
	1		9	5	2		3	



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

6	5	4	9	7	8	3	2	1
7	8	1	2	3	4	5	6	9
9	2	3	5	6	1	4	8	7
8	6	9	1	4	2	7	3	5
1	3	2	6	5	7	9	4	8
4	7	5	3	8	9	2	1	6
2	1	7	8	9	3	6	5	4
3	4	6	7	1	5	8	9	2
5	9	8	4	2	6	1	7	3

6	1	9	7	4	2	3	5	8
2	3	4	5	8	1	6	7	9
7	5	8	3	6	9	1	2	4
4	7	1	8	3	6	5	9	2
3	8	5	9	2	4	7	6	1
9	2	6	1	7	5	8	4	3
8	6	2	4	1	7	9	3	5
1	9	7	2	5	3	4	8	6
5	4	3	6	9	8	2	1	7

DIFFICILE

IDÉES/

Chacun de nous doit se mettre en mouvement maintenant



La dissolution déclenchée par Emmanuel Macron met l'extrême droite aux portes du pouvoir. Face à ce choc, chacun doit puiser dans cette énergie pour se mobiliser et pousser les partis de gauche à une union élargie.

L'extrême droite est aux portes du pouvoir. Une chose est de l'anticiper; une autre est de le vivre, de le ressentir. C'est en puisant dans cette émotion que nous pouvons inverser le cours de l'histoire. De cette fibre sensible alliée à la raison peut naître le soulèvement populaire qui conditionne la victoire. Cette énergie doit permettre l'union des gauches et des écologistes, indispensable pour l'emporter dans trois semaines.
Comme tant d'entre vous, je suis abasourdie qu'Emmanuel Macron, humilié par la sanction des urnes, ait annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale au moment où l'extrême droite atteint un score électoral vertigineux. Le Président aurait pu remettre son mandat en jeu, et le Premier ministre sa démission. Ils auraient pu changer de braquet, entendre la souffrance et la colère des Français, réorienter leurs choix politiques. Mais voilà qu'Emmanuel Macron, qui devait constituer un rempart à Marine Le Pen, se transforme en passerelle. L'urgence nous implore de sortir de la sidération. La résignation, le fatalisme, l'atonie ne sont pas de saison. En 2002, quand Jean-Marie Le Pen franchit la barre du second tour de l'élection présidentielle, nous sommes vent debout. La société tout entière redresse la barre et lui inflige une cinglante défaite au second tour. Puis nous nous sommes relâchés, habitués en quelque sorte. La banalisation de l'extrême droite est entrée dans les têtes et dans les urnes. Un mouvement de normalisation, que la macronie a encouragé sans vergogne, nous a anesthésiés.

Par
CLÉMENTINE AUTAIN


ABACA

Députée LFI de la Seine-Saint-Denis

EMPÊCHONS LE DÉSASTRE

Il faut que chacune, chacun se réveille, se secoue, se mobilise. Pour que les pauvres et les migrants ne soient pas pourchassés en masse. Pour que l'assurance chômage soit préservée et la retraite retrouvée. Pour que le climatoscepticisme ne l'emporte pas. Que les droits des femmes ne régressent pas. Que le racisme, le rejet des minorités, la haine de l'autre ne gagnent pas. Que ne soit pas liquidé ce qu'il nous reste de libertés et de démocratie.
Des millions de personnes savent ce qui leur en coûterait, dans leur vie, dans leur chair, d'une accession de l'extrême droite au pouvoir. Pour elles, pour eux, pour nous, empêchons le désastre et ouvrons l'espoir.
Avant, on pouvait se raccrocher à l'idée qu'il existait malgré tout, à la fin, une solution, certes mauvaise, mais une forme de moindre mal, pour que l'extrême droite n'arrive pas au pouvoir. On pouvait dormir tranquille si j'ose dire, le pire serait évité. C'est terminé. Non seulement la macronie est un mal en soi bien plus profond qu'on ne l'imaginait mais le bloc central n'est même plus en capacité de déjouer la victoire du Rassemblement national. Maintenant, c'est eux ou nous. Et cela se joue dans trois semaines.
Ce «nous» doit se mettre en mouvement. Ce nous, ce sont les défenseurs des droits et libertés, les syndicalistes, les activistes pour le climat, les mouvements féministes et LGBTQIA+, les collectifs de sans-papiers et de sans-abri, les militants antiracistes, les associations des quartiers populaires, les sauveteurs de migrants en mer, les artistes, les gilets jaunes, les fonctionnaires dont le statut est menacé, les familles monoparentales en colère, les maires qui savent ce qu'il en coûterait… et ont bien conscience de ce que deviendrait le logement social, les sans-ascenseurs, les comités d'usagers… Ce «nous», c'est chacune, chacun. Ensemble, nous pouvons donner de la voix, manifester, partager nos partis pris, nous mobiliser partout, dans les rues, à la machine à café, dans les cages d'escalier, aux dîners en famille… Les organisations syndicales et le mouvement social ont des clés pour impulser ce déferlement.

> Ensemble, nous pouvons donner de la voix, partager nos partis pris, nous mobiliser partout… Les organisations syndicales et le mouvement social ont des clés pour impulser ce déferlement.

L'histoire n'est jamais écrite. Après 1934, il y a 1936. Le mouvement de la société est de nature à bousculer la donne et entraver le scenario du pire. L'urgence est de transformer l'addition des scores des gauches et des écologistes – 32% – en dynamique politique. Pour y parvenir, c'est toute la société qu'il faut embarquer. Les partis politiques n'y arriveront pas seuls. Ils ont la responsabilité de se rassembler et de proposer un chemin, en acceptant le pluralisme, en ayant conscience que personne ne gagnera en écrasant les autres, en se mettant d'accord sur des candidatures et des mesures communes.

UN CADRE COMMUN

Les scores de dimanche ne permettent ni aux uns ni aux autres de dire «c'est ma ligne qui a gagné» à gauche. Adossée sur la cohérence d'un projet qui transforme en profondeur les conditions de vie, la diversité est une richesse. Elle permet de conquérir des majorités. Notre dynamisme et notre crédibilité passent par la capacité à faire vivre un cadre commun et des engagements individuels. Là se trouve la façon moderne, diverse, d'incarner le pouvoir politique, loin du bonapartisme présidentiel dont Macron est le sinistre modèle.
Les périodes d'accélération de l'histoire sont toujours celles de l'invention, de l'inédit, de la création. Le mouvement du nombre, du peuple, peut bousculer les routines. Sortir des rancœurs pour se tourner vers nos tâches d'avenir, savoir ce qui nous rassemble quand on est face à la bête immonde: je suis sûre que nous en sommes capables.

Après l'annonce de la dissolution, des centaines de militants de gauche se sont rassemblés place de la République, à Paris, dimanche soir.
PHOTO CHA GONZALEZ



CHRONIQUE

Par
JOHANN CHAPOUTOT
Historien, professeur d'histoire contemporaine à Paris-Sorbonne

Dans la nausée brune dont nous accable le pouvoir, les leçons des années 30

D'un côté, la possibilité d'une union des gauches que beaucoup croyaient irréconciliables. De l'autre, le compromis dangereux entre libéralisme autoritaire et fascisme, un classique du XXe siècle dont le macronisme use depuis 2017.

Les *«années 30 sont devant nous»*, disait en 1990 le philosophe Gérard Granel, car ce qui a permis la catastrophe fasciste et nazie est toujours là: exploitation des humains, dévastation du monde, darwinisme social de la «concurrence» et de la «compétitivité», choix des riches, pour qui *«mieux vaut Hitler que Blum»*. Mais, en histoire comme en politique, rien n'est jamais ni écrit ni joué. Dans la nausée brune dont nous accable le pouvoir, nous avons besoin de perspectives, et il faut remercier François Ruffin d'avoir, dès dimanche soir, posé l'alternative: la crise économique et sociale, la désespérance, cela peut donner le nazisme, certes, mais aussi le Front populaire. Face à l'attaque du 6 février 1934 contre la Chambre des députés, un vaste mouvement social fait de militants socialistes et communistes et des syndicats a imposé l'union. Les appareils, de ces gauches que l'on croyait irréconciliables, fracturées par les scissions de 1919-1921 entre léninistes et socialistes, ont suivi et ont conclu un accord de gouvernement: pari gagnant, aux élections municipales de 1935 comme aux législatives de 1936.

Psychologie infantile

On imagine mal l'effort que durent faire les communistes pour s'allier aux «partis bourgeois» et, de leur côté, les radicaux pour marcher avec les «bolcheviks». Ils ont évité à la France de 1936 une droite qui ne jurait que par l'austérité, l'ordre et, déjà, la solution autoritaire. Ils nous ont légué des acquis sociaux qui permettent, encore aujourd'hui, de vivre une vie humaine, et cette dignité conquise par les urnes, par les grèves, par le rapport de force avec un patronat séduit par la solution nazie et admirateur de Hitler.

Mais le Front populaire a fait long feu, et il faut en tirer les leçons jusqu'au bout. Les radicaux (le Parti républicain, radical et radical-socialiste, pour citer son nom exact) étaient l'équivalent idéologique et sociologique du PS actuellement, un parti d'élus, modéré, tiraillé entre une aile droite sensible à l'ordre, à l'autorité, très distante des mouvements sociaux, et quelques belles figures de gauche, comme Jean Zay, Pierre Mendès France et, oui, Edouard Daladier. C'est pourtant lui qui, après avoir fait l'union, a opéré en 1938 la même bascule qu'en 1926 et 1934: après avoir été élus à gauche (cartel, néocartel, puis Front populaire), les radicaux, deux ans plus tard, ont rompu l'alliance et ont abandonné le pouvoir à la droite (1926) ou bien se sont alliés avec elle (1934 et 1938).

Cette remarquable constance dans le revirement, on la retrouve au PS – élu à gauche en 1981, avant le «tournant» de la «rigueur» de 1983 réclamé par Jacques Delors, vainqueur en 1997, avant de mener une politique de privatisations plus marquée que celle de Chirac et de Balladur, signataire des accords de la Nupes en 2022 avant de s'en détacher un an plus tard.

Autre leçon des années 30, à droite maintenant. Inutile d'épiloguer sur les motivations d'Emmanuel Macron dans cette dissolution. Il est fort possible qu'il imagine sortir vainqueur de ce nouveau «pari». La rencontre des institutions monarchistes de la Ve République et d'une psychologie infantile conduit à croire à la thaumaturgie: après avoir survécu à la séquence des gilets jaunes par une répression violente et massive, un chèque de 10 milliards et le «grand débat», il a imaginé éteindre l'incendie néo-calédonien par sa seule présence (c'est raté) et, donc, dans le franglais des managers LREM, *«prendre son risque»*.

Une morale de «trader» qui «assume» d'autant plus volontiers qu'il ne subit jamais les conséquences de ses actes: d'une victoire du RN pâtiront les étrangers, les pauvres et les faibles ainsi que les militants de gauche et les écologistes, soit ceux qui sont déjà conspués par les macronistes et le RN. Car ceux-là sont généralement d'accord sur tout. Après une petite embardée souverainiste et sociale, avec Philippot, Marine Le Pen est revenue aux fondamentaux de l'extrême droite – pro-business, antisociale et anti-écologiste.

Les «libéraux» et l'extrême droite ont toujours le même ennemi – la gauche redistributive, qui conteste un ordre social injuste et une économie qui détruit les femmes, les hommes et le vivant. Ils ont les mêmes marottes: fiscalité favorable aux riches, promotion des hiérarchies «naturelles» (au détriment de toutes les minorités, ouvriers, femmes et jeunes compris), exaltation de «l'ordre» (injuste, donc contesté et imposé par la matraque), rapport distant et distrait à la norme et à l'Etat de droit, destruction de l'environnement et répression massive des «écoterroristes»…

Usure du pouvoir

Beaucoup se demandent, en effet, ce qui changera si un·e RN est à Matignon et à l'Intérieur: ce seront les mêmes blindés Centaure qui rouleront contre les opposants à l'A 69 et les Kanak, les mêmes LBD qui crèveront les yeux, les mêmes grenades qui arracheront des mains. Ce sont bien les libéraux italiens et les élites sociales qui ont installé Mussolini au pouvoir en 1922, les libéraux autoritaires qui, avec les milieux d'affaires, ont fait le choix de Hitler fin 1932, et les partis libéraux (FDP, FPÖ, CNI, puis UDF) qui, par "anticommunisme", ont accueilli et ont recyclé les anciens fascistes, nazis et collaborateurs d'Europe en 1945.

Dernière leçon à méditer: le pari de l'usure au pouvoir. Levons l'hypothèque selon laquelle *«en leur donnant les clés, ils prouveront leur nullité et seront discrédités à l'avenir»*. On a déjà entendu ce raisonnement en 1922 et en 1932 et on aurait mieux fait d'écouter Goebbels, qui confiait à son journal: *«Nous entrons et nous n'en sortirons plus, sauf morts.»* Promesse tenue par celui qui tua ses enfants et son épouse, avant de se suicider devant le bunker. Rappelons que les nazis, dans les années 30, étaient vus comme des partenaires politiques et économiques de premier choix: ils avaient détruit la gauche la plus ancienne et la mieux organisée du monde, avaient relancé les fondamentaux de l'économie allemande par des commandes d'armement massives et avaient fait de l'Allemagne une zone optimale d'investissement, où tous les capitaux se pressaient, tandis que *le Point* ou *le JDD* de l'époque, rêvaient de décrocher une interview de ce fameux «chancelier Hitler».

Duel-duo exclusif

Avec un RN à 50 % dans les forces de l'ordre, des médias droitisés et un pouvoir faible et violent qui, de l'affaire Benalla à la répression des écologistes, a méticuleusement repris le vocabulaire, la grammaire et les idées du RN, il vaut mieux éviter de prendre ce risque, d'autant plus qu'une victoire électorale peut vite déchaîner des militants identitaires qui savent pouvoir compter sur des sympathies dans la police dont certains syndicats, le 19 mai 2021, manifestaient, devant l'Assemblée nationale, en présence du ministre de l'Intérieur et du préfet de police de Paris, contre la «Justice» et la «Constitution».

Le compromis entre libéralisme autoritaire et fascisme est un classique de l'histoire du XXe siècle. Il se tisse sous nos yeux depuis 2017, dans des médias qui nous imposent les cadrages et les thèmes de l'extrême droite, chez un pouvoir qui a fait alliance avec elle (pour installer un duel-duo exclusif, voire pour voter avec elle), et au détriment d'une population dont tous les sondages montrent qu'elle imagine, désire et rêve autre chose que l'individualisme forcené, la toxicité managériale, la compétition permanente et la dévastation du monde. Certaines élites font le choix du pire pour leur propre intérêt et l'imposent à des peuples hypnotisés par des médias biaisés. Qui se souvient que, en 1933 encore, l'écrasante majorité des Allemands rejetait la guerre? ◆



En 2019, à Montpellier, lors d'une réunion de gilets jaunes. PHOTO DAVID RICHARD

Contre la haine de l'autre, organisons des banquets

La percée du Rassemblement national, lors du vote de dimanche pour les européennes, ne doit pas être perçue comme «normale». Dès le 15 juin, des banquets sont organisés pour partager des expériences et sortir de l'entre-soi.

Des millions de personnes contestent. Séparément donc impuissantes. Les grèves ouvrières sont permanentes. Ces grévistes ne rejoignent pas les personnels de l'Education qui enragent ; ni les uns ni les autres n'aident les locataires expulsés, qui ne côtoient pas les étudiants de Sciences-Po horrifiés par l'enfer à Gaza ; peu d'entre eux sont à Sainte-Soline ou secourent les migrants ; et combien rencontrent les jeunes des quartiers qui refusent les violences continuelles du racisme systémique ? Chacun sa cause. Chacun sa défaite.

Il ne faut pas que cette France-là reste la France. Un pays qui vote RN à ce point et cela semble normal. Un pays où la haine des autres (surtout s'ils sont prétendument musulmans, ou roms ou en exil des Sud) a été légitimée, avec la loi asile immigration et à longueur d'ondes, tant sont surmédiatisés les faits divers dès qu'un nom arabe, africain ou rom apparaît. Quand existaient encore des collectifs de travail, les jeunes, les travailleurs immigrés ou racisés étaient perçus comme des semblables. A présent, avec l'intensification des tâches, des concurrences, c'est chacun seul. Chacun sa peine, ses soucis et cauchemars. Chacun s'emploie à sauver sa peau et redoute les plus proches qu'il fantasme rivaux, mais ne connaît pas.

DÉMOLIR LE CHACUN SEUL.

Dans le monde rural pauvre, il n'y a plus ni services publics ni bistrots. Les clubs de sport s'écroulent. Les «entre-soi» ruraux s'effondrent et avec eux, l'estime de soi qu'ils nourrissaient. La seule «identité positive» qui reste est nationale : «Etre français». Hier, les employés et les ouvriers, en travaillant dur, espéraient s'en tirer. L'ascenseur social a été brisé. Pour eux-mêmes, smicardisés. Pour leurs enfants, avec Parcoursup et la paupérisation de l'Education nationale. La chute sociale, tout le monde la redoute. Alors, voter RN, voter pour un ordre d'hier imaginaire restaure l'idée de sa respectabilité, aide à se démarquer des «plus bas que soi», précaires et souvent immigrés. Plus se rapproche la condition de ceux qui ne s'en sortent pas, plus on se rehausse en affichant qu'on n'est pas comme eux.

Il ne faut pas que cette France-là reste la France. Les restructurations d'entreprise, les expulsions locatives y sont légion. Le productivisme ravage le vivant, le ciel, la terre. Du racisme partout : à l'embauche, dans les refus de louer, les violences policières, les gardées à vue infondées où les jeunes racisés sont humiliés. Des violences sexistes et LGBTQIA+ phobes, partout. Tout va continuer. Sauf à démolir le chacun seul. A Molenbeek en 2016, musulmans et catholiques ont organisé un Ftour géant, un banquet de fin de ramadan, d'où 600 personnes diverses sont sorties prêtes à s'entraider.

Nous avons besoin de ces Banquets pour tous·tes. Cet été, on les lance. Et d'abord à Nanterre, où Nahel fut tué. Nous avons besoin d'échapper aux entre-soi ; quitter nos lieux et certitudes, leurs angles morts. Au milieu des tours HLM où les jeunes rient et jouent, dans les squares, les villages de la Haute-Saône, de la Nièvre, dans les locaux syndicaux, les facs, devant France Travail, il faut un mouvement perpétuel de Banquets pour tous·tes. Et qu'enfin se voient et se connaissent là – car ils et elles ne se voient pas, ne se connaissent pas – des Juifs et des Arabes qui refusent l'enfer à Gaza, des mères racisées ou immigrées et des avocats, des personnes trans ou LGBTQIA+, de vieux pères de famille picards et des féministes, des salariés dans la chimie, des paysans et des activistes des Soulèvements de la Terre, des femmes de ménages d'Ibis et des start-uppers, des Roms, des ouvrières d'usine, etc.

UNE MÉMOIRE CONSERVÉE

Mais aussi des voisins qui s'ignorent, se regardent mal. A ces Banquets pour tous·tes, nul ne perdra en identité. Chacune, chacun, âges et couleurs mêlés, racontera comment il tient, ce qu'elle croit, ce qu'il affronte, l'avenir brouillé qu'elle pressent, ce qu'il ne supporte plus, ses moments où la vie se disloque, et les élans qui aussi reviennent, les entrains, les désirs, le silence imposé aux rages, et cette colère rentrée, ce sentiment intenable d'injustice, qui donnent envie de pleurer ou de cogner mais qui, où ? Dans le mélange des tajines, des baklavas, thés, Ricard, barbecues végans ou pas, les damnés de la France y gagneront en écoute et en reconnaissance ; les plus proches et les porteurs d'identités distantes, c'est-à-dire d'histoires sociales éloignées, ne seront plus fantasmés comme des dangers. Celles et ceux qui sont renvoyés au silence, enfin seront entendus et leur mémoire conservée ; c'était le projet des Cahiers de mai de 1968 à 1974.

Des solidarités peut-être en découleront : coups de main, prêts d'outils, des affections improbables, des aides juridiques, médicales. On s'y engueulera, mais c'est déjà se parler. On y fêtera les anniv de ceux qui les fêtent seuls depuis longtemps. Et si ces Banquets se répètent, et si ceux qui votent Le Pen et ceux qui s'y opposent partagent des verres, leurs expériences, en sortiront des diagnostics communs sur ce qui casse nos vies, de nouvelles visions des divisions du monde social, pas patriotiques, ni patriarcales, ni ethno-raciales. C'est possible : sur des ronds-points de gilets jaunes, parfois ce fut le cas.

Le premier banquet aura lieu le 15 juin, à 16 heures : 2, résidence des Tulipes, à Nanterre.

Par
UN COLLECTIF DE PERSONNALITÉS ARTISTIQUES ET CIVILES

Signataires : Pierre Arrabie-Aubies Psychologue **Fatiha Attalah** Juriste **Soulef Ayad-Bergounioux** Historienne **Johanna-Soraya Benamrouche** Féministe **Fatima Benomar** Féministe **Pierre Bergounioux** Ecrivain **Dominique Cabrera** Cinéaste **Patrick Chamoiseau** Ecrivain **Christian de Montlibert** Sociologue **Awatef el-Attar** Architecte **Didier Fassin** Anthropologue **Eric Fassin** Sociologue **Bruno Gaccio** Auteur **Robert Guédiguian** Cinéaste **Magda Jouini** Militante Front des mères des quartiers populaires **Mornia Labssi** Inspectrice du travail **Olivier Le Cour Grandmaison** Historien **Danièle Lochak** Professeure de droit public **Dominique Manotti** Ecrivain **Nicolas Matthieu** Ecrivain **Caroline Mecary** Avocate **Arnaud Muyssen** Médecin hospitalier **Willy Pelletier** Sociologue **Tassadit Yacine** Anthropologue…

Liste complète sur Libération.fr

IDÉES/



RÉ/JOUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Faire équipage sans jeter personne par-dessus bord

Réflexion façon ressources humaines sur la nécessité de concilier esprit d'équipe, diversité de pensées et talents atypiques comme à bord du trimaran convoyant la flamme olympique.

Un bateau libéré fend les flots tourmentés. Visiteur aux aguets, il plane au-dessus des abysses échauffés qui recèlent en leur sein des polluants éternels aux pâles lueurs d'asphodèles. Ce trimaran volant est chargé du transport de la flamme olympique à travers l'Atlantique. Le trajet est aussi symbolique qu'anecdoctique qui relie Brest à Pointe-à-Pitre en une bordée entre deux extrémités d'un Hexagone de moins en moins carré. Il s'agit de veiller sur une loupiote falote afin qu'elle survive à l'humidité rugissante, aux vitesses choquantes et aux stridences soufflantes. Cette lampe qui niche dans une cabine rudimentaire et ultra-sophistiquée à la fois est la métaphore facile de l'esprit vacillant d'un commun incertain. Il lui faut survivre au souffle au cœur d'un pays époumoné et éviter d'ajouter à la guerre du feu qui enflamme les tribus opposées.

Pour le compte de son armateur bancaire, le skipper Armel Le Cléac'h, Breton issu de la baie de Morlaix, s'est employé à réunir au chevet de cette unité menacée des personnalités représentatives et peu rébarbatives. Marie-José Pérec a la légitimité athlétique, la distinction caraïbe et l'aura d'une Greta Garbo qui, sur le tard, aurait découvert l'entregent. Marine Lorphelin a la beauté référencée des Miss France enfin échappées aux comices agricoles pour réussir ses études de médecine et intégrer la galaxie médiatique. Hugo Roellinger a commencé comme officier de marine marchande avant de reprendre les fourneaux paternels du côté de Cancale où il ajoute les algues aux épices, comme si le biologique devait reprendre l'exotique en main. Enfin Alexis Michalik est un dramaturge d'origine polonaise et britannique, qui sait se faire entrepreneur à succès de ses œuvres accessibles.

Cet agrégat est assez factice, je vous l'accorde. Il s'agit de faire belle figure. Pourquoi pas? Il y a là une vision très classique du goût français qui allierait élégance et luxe, tourisme et gastronomie, performances et records. Malgré tout, ce casting mélange complémentarité et diversité. Cela raconte la jolie histoire de ceux qui font équipe sans passer l'esprit de corps par-dessus le bastingage. Ensuite, le huis clos entre ciel et mer tranchera, façon Koh-Lanta. Se confronter aux éléments est un bon moyen de déterminer qui sait faire son miel des difficultés et qui aime jouer à qui perd gagne, qui survit au scorbut des excommunications et qui coupe à la gangrène des répudiations.

Je me demande à quels corps de métier j'aurais fait appel s'il m'avait été donné de constituer ma liste d'embarquement, tel l'amiral de La Pérouse recrutant savants, naturalistes et géographes pour aller découvrir les terres australes. Je pense que j'aurais pris des philosophes et des politiques, deux engeances auxquelles je dois être l'un des derniers à garder une tendresse certaine. L'idée étant qu'ils hybrident leurs capacités, qu'ils se mettent du plomb dans la cervelle et rêvent grand à la fois. L'utopie doit parler aux tripes et le réel engrosser l'idéal qui l'empapaoutera d'autant. Parce qu'il faut allier les vents contraires et que la condition physique est le cantique des nautiques, j'aurais recruté des lutteurs et des danseurs, d'effroyables jardiniers et des faucheurs de blé en herbe, des buveurs de vent et des grimpeurs de corde, des maréchaux sentimentaux et des crapules libidineuses. Un navire file droit si chacun est d'accord pour reconnaître les compétences, valoriser les talents, inciter les timides à bousculer leurs trouilles et encourager les canailles à canaliser leurs forces destructrices. Il faut de la différence d'âge et de pensée, de la reconnaissance sans allégeance, mais une envie suffisante de tenir le même cap. C'est là où souvent le bât blesse. La coexistence des ego aux idées affirmées est souvent compliquée même s'il ne s'agit pas de faire cohabiter Zelensky et Poutine. Une société archipélisée ne ressoude pas les osselets dispersés de sa colonne vertébrale par décret. Les individus fiers de l'être doivent voir leur particularité fêtée et leur folie vantée quand, souvent, les corporations maritimes ou autres brûlent de mettre à l'index les déviants et de ratiboiser les divergents pour préserver leur pouvoir, tout parti se renforçant en s'épurant comme le savait Lénine.

> **La coexistence des ego aux idées affirmées est souvent compliquée même s'il ne s'agit pas de faire cohabiter Wolodymyr Zelensky et Vladimir Poutine.**

Le voilier des humains est au milieu des possibles. Il surplombe un océan Atlantique où l'oxygène commence à manquer et où l'azote prolifère. Cette merveille de technologie va terriblement vite, entre outrance et insouciance. Elle peut aussi s'arrêter sans prévenir, percuter le dos d'une baleine ou s'éclater sur un conteneur, se retourner ou couler bas. A l'heure du naufrage, il faudra voir si la flamme sombre en idiote inutile ou continue à clignoter de façon amphibie au milieu du plancton phosphorescent. Et l'on saura alors si l'équipage préfère le moi d'abord et le sauve-qui-peut ou s'escrime à sauver des eaux la bougie lumineuse.

SIGNÉ COCO



CULTURE/

Par
ARTHUR CERF
et JOHANNA LUYSSEN

Joachim Lafosse

Un «système d'emprise» derrière les caméras

Plusieurs collaboratrices du réalisateur belge dénoncent ses méthodes de travail laissant libre cours, sous prétexte de créativité, à un environnement toxique et déstabilisant. Dans ce contexte, elles lui reprochent de multiples actes pouvant relever du harcèlement moral ou sexuel.

ENQUÊTE

«*Le monde du cinéma, y compris en Belgique, est trop souvent un monde où l'abus de pouvoir est perçu comme inhérent à la discipline.*» Nous sommes le 9 mars 2024, au Théâtre national Wallonie-Bruxelles, lors de la 13e cérémonie des magrittes, l'équivalent belge des césars. Ces mots, la monteuse Sophie Vercruysse les prononce l'air grave, dans une vidéo projetée à la face du cinéma belge. Elle vient de recevoir le prix du meilleur montage pour *le Syndrome des amours passées*. «*Un monde*, reprend-elle, *où l'exception culturelle a trop souvent mené à un aveuglement exceptionnel envers le rapport de force, l'emprise et la maltraitance. Un monde où les prédateurs peuvent en toute impunité abîmer hommes et femmes. Ce système doit prendre fin.*» Quelques applaudissements, la cérémonie reprend : la puissance du discours n'a pas secoué la torpeur générale.

Deux mois plus tard, Sophie Vercruysse, 46 ans, s'installe à la terrasse d'un bar bruxellois, sous un timide soleil de printemps. La monteuse le confirme : sans être nommé, un réalisateur était visé. «*C'était Joachim Lafosse. Je voulais qu'il puisse se reconnaître.*» En vingt ans, elle a collaboré avec le cinéaste belge à six reprises, entre 2004 et 2015. Six films et autant de «*cicatrices laissées dans [s]on cerveau*». Pendant plusieurs semaines, elle a hésité à convenir d'un rendez-vous. Depuis qu'elle a décidé de parler, des crises de larmes la saisissent. Si elle prend la parole, c'est parce qu'elle n'est pas seule.

Une dizaine de femmes, scénaristes, actrices, techniciennes, dénoncent les conditions de travail sur les tournages de ses films, décrivant des faits pouvant s'apparenter à du harcèlement moral, du harcèlement sexuel et à une agression sexuelle. Leurs témoignages recouvrent vingt ans de carrière. Si elles décident de parler aujourd'hui, c'est parce qu'elles ont vu «*le système d'emprise*», «*le schéma de prédation*», se répéter dans un silence assourdissant. Dans un email de douze pages adressé à *Libération*, le réalisateur a répondu à chacun des points soulevés par notre enquête et indique n'avoir «*jamais cherché à heurter ni humilier intentionnellement qui que ce soit*» : «*Je n'ai jamais dénigré publiquement personne, j'ai pu être sec, stressé et angoissé mais pas humiliant.*»

Se pencher sur les méthodes de Joachim Lafosse, c'est questionner une vision du cinéma centrée sur la figure du réalisateur, soutenu par des agents, des producteurs et des institutions. C'est aussi s'intéresser aux techniciens, machinistes, scénaristes, monteurs et regarder un angle mort de la réflexion actuelle sur l'état du cinéma. C'est enfin mettre la focale sur le cinéma belge francophone, où tout le monde se connaît.

A 49 ans, il y est un réalisateur incontournable, l'un des plus prolifiques, l'un des plus primés et certainement l'un des plus influents : dix longs métrages, des castings de stars, des récompenses et des sélections aux plus grands festivals, à Cannes, Venise, Saint-Sébastien ; il bénéficie du soutien financier de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de celui du Centre national du cinéma (CNC) pour son prochain film, *les Petits Voleurs*, actuellement en tournage.

«*Le cinéma permet de parler de nous, sans dire que c'est nous*», déclarait-il sur France Culture en janvier 2024, au moment de la sortie de son dernier film, *Un silence*. Il a filmé une équipe de tournage au bord de l'implosion, la désintégration d'un couple, les violences sexuelles subies à l'adolescence, la loi du silence dans les familles. Des sujets difficiles, pour un réalisateur qui a évoqué avoir été lui-même victime de violences sexuelles à l'adolescence, comme le personnage principal de son film *Elève libre*. Il a souvent mis sa vie dans ses films, s'est récemment confié dans la presse sur la bipolarité de son père, sujet au cœur des *Intranquilles*. Il a fait de la tension, la manipulation, la perversion et l'abus la matière première de son cinéma.

«TU ES TRANSPARENTE ! TU N'EXISTES PAS !»

L'actrice Virginie Efira a travaillé avec Joachim Lafosse sur le film *Continuer*, sorti en 2019. «*Ce fut probablement l'un des pires tournages de ma vie*», dit-elle en préambule, décrivant «*une équipe qui n'en pouvait plus*». «*C'est quelqu'un qui n'a accès qu'à une seule réalité, la sienne, incapable de se remettre en question, et une sorte de moteur viscéral à vouloir faire surgir la déstabilisation chez l'autre, à générer le conflit pour se sentir vivant, et probablement pour créer. Il va aller dans l'endroit de la transgression, pour vous mettre dans tous vos états, pour que vous soyez déstabilisée, infériorisée, ou en colère.*» Elle raconte avoir «*pris une distance très forte avec lui*», au point de ne plus communiquer avec lui : «*Il essayait de me parler, je courais en disant, je ne peux pas te voir, je ne peux plus te voir ! C'était un des tournages les plus drôles dans le pathétisme. J'avais 40 ans, il ne pouvait absolument pas me virer, je suis une actrice déjà placée. Il m'a poussée à bout, mais tout le monde était contre lui, les producteurs n'en pouvaient plus. Il était en totale minorité. Il était, en fait, seul.*» De son côté, Joachim Lafosse indique que sa relation avec Virginie Efira sur le tournage était «*cordiale et respectueuse*».

Les tensions sur les tournages des films de Joachim Lafosse ont commencé dès le début de sa carrière. Au début des années 2000, Vania Leturcq a 21 ans lorsqu'elle devient première assistante réalisation de son deuxième long métrage, *Ça rend heureux*. Dès le premier jour, l'ambiance est tendue. «*Il m'a crié devant toute l'équipe : "Tu es transparente ! Tu n'existes pas !"*» Suivent des «*colères*», des dénigrements. «*Un jour, on tournait un plan-séquence en improvisation, on a atteint le sommet des crises : il s'est frappé au visage, puis est parti se recroqueviller au sol, la tête entre les mains. il pensait que nous étions tous contre lui.*» Interrogé, Joachim Lafosse confirme : «*Sur mes premiers films, atteint par l'angoisse, j'en suis arrivé là. Depuis 2009 j'ai entamé une thérapie qui m'a permis de mieux comprendre et de m'éloigner de cette souffrance. Je comprends que la vision de cette souffrance a dû être difficile pour ceux qui y ont assisté.*»

Au fil des semaines, Vania Leturcq sent son corps la lâcher et souffre de problèmes gastriques. Si elle tient le coup, c'est aussi parce qu'elle espère être embauchée pour le film suivant. Sa carrière débute à peine. «*Puisque personne n'avait été payé pour ce film, il nous faisait miroiter le film suivant :* Nue Propriété, *pour lequel il avait obtenu des financements.*» Entre-temps, ils se croisent à nouveau et ont une relation



Joachim Lafosse lors de la présentation de son film Un silence, en octobre, à Auch (Gers). PHOTO PAUL ROQUECAVE. HANS LUCAS. AFP

«Il va aller dans l'endroit de la transgression, pour vous mettre dans tous vos états, pour que vous soyez déstabilisée, infériorisée, ou en colère.»

Virginie Efira actrice dans *Continuer* (2019)

sexuelle, sur laquelle elle cultive des souvenirs ambigus: *«Après coup, je ne savais pas trop ce que je faisais là.»* D'autres suivront, qu'il initie. Vingt ans plus tard, cette histoire lui semble relever de la zone grise: *«Il me semble que j'ai toujours été consentante. Mais avec le recul, cette histoire me semble bien peu égalitaire et assez glauque.»*

La deuxième assistante réalisatrice de *Ça rend heureux*, Valérie Houdart, est l'amie et la colocataire de Vania Leturcq. *«Il avait parlé plusieurs fois du fait qu'il nous engagerait de nouveau, chacune au même poste, sur* Nue Propriété. *Un matin, Valérie m'a avoué que Joachim lui avait proposé le poste de première assistante, en lui demandant de ne rien m'en dire. Je pense qu'il ne m'a pas réengagée parce qu'on a couché ensemble.»* Elle se souvient l'avoir croisé de nouveau des années plus tard, lors des Machins du cinéma –une cérémonie satirique qui précède les magrittes. Elle prépare alors son premier long métrage. *«Il m'a dit: "En voyant ton court métrage j'ai bandé. Devant ton long, je veux éjaculer."»* Joachim Lafosse réfute avoir prononcé ces propos et affirme n'être pas *«coutumier de ce type de vulgarité».*

Valérie Houdart accuse par ailleurs le réalisateur de faits qui peuvent s'apparenter à une agression sexuelle, pour lesquels elle a envisagé de porter plainte. Selon son récit, ils se sont déroulés la veille du premier jour de tournage de *Nue Propriété*. Elle avait alors 23 ans. *«Nous sommes alors les deux derniers à travailler dans les bureaux. Joachim me plaque dans un coin, entre un mur et une porte et m'embrasse. Mécaniquement, je réponds à cette grosse langue dans ma bouche puis je m'enfuis en courant. Il essaie de m'appeler plusieurs fois. Je ne réponds pas.»* Le réalisateur conteste: *«Jamais de ma vie je n'ai plaqué qui que ce soit dans un coin entre deux portes pour l'embrasser de force.»* Le lendemain, elle arrive avec la boule au ventre: *«Les trois premiers jours sont catastrophiques, on parle de me virer. Je fais des cauchemars tous les jours mais j'arrive au bout.»* Un incident survient le dernier jour du tournage. Selon plusieurs témoins, Joachim Lafosse surgit derrière elle pour actionner une bouteille d'air comprimé dans son oreille –celles qu'on utilise pour nettoyer les caméras. La douleur est telle qu'un médecin vient sur le plateau. *«J'ai eu un acouphène pendant deux ans,* raconte-t-elle. Il revient encore quand je suis fatiguée ou trop stressée.» Au sujet de ce geste, le réalisateur indique s'être excusé *«durant tout l'après-midi et la soirée»*: *«J'ai fait ce geste stupide et puéril sans aucune intention de faire le moindre mal à Valérie. Seulement partager ma joie de ce clap de fin.»*

«UN FILM SUR DEUX, ÇA SE PASSAIT MAL»

Malgré tout, et parce qu'elle loue encore aujourd'hui ses relations avec l'équipe du film, *«soudée et soutenante»*, elle accepte de travailler sur le projet suivant, *Elève libre*. En 2007, le tournage s'apprête à démarrer et Joachim Lafosse est enthousiaste. *«J'en ai marre de cette idée reçue du réalisateur démiurge et génial. Un film, c'est une collaboration»*, déclare-t-il alors dans *la Libre Belgique*.

Sur le tournage, l'ambiance est plus verticale, pesante. *«Il hurlait, humiliait, créait le conflit exprès. L'ambiance était pesante.»* Emilie Flamant, 21 ans, scripte, raconte: *«Tous les postes clés ont pleuré sur ce film. Moi aussi, je me réveillais la nuit, je rêvais que j'avais mal au ventre et j'avais en effet si mal au ventre. Je me suis mise à douter de moi.»* Un jour, lors d'une séquence aux innombrables prises, voyant que la scène n'avance pas, elle se risque à lui donner un conseil. *«Il m'a humiliée devant tout le monde en disant que je ne connaissais pas mon métier.»* Des années plus tard, il la contacte pour lui proposer une nouvelle collaboration: c'est elle qui refuse. De son côté, après *Elève libre*, Valérie Houdart cesse également de travailler avec lui.

La monteuse Sophie Vercruysse a collaboré avec Joachim Lafosse sur six films, de *Folie privée* (2004) aux *Chevaliers blancs* (2015). *«Un film sur deux, ça se passait mal»*, résume-t-elle. Sur le tournage de *Ça rend heureux*, ils ont une relation sexuelle. *«Juste avant le montage, il insiste pour qu'on ait une histoire, il me dit que je dois comprendre qu'il y a quelque chose de particulier entre lui et moi, et je le crois, même si je n'ai aucune envie de coucher avec lui. Après des mois d'insistance, je me dis: pourquoi pas? Le lendemain, silence radio. Je rencontre une autre de ses collaboratrices, qui me raconte la même histoire que la mienne. Quand je l'appelle, il me répond qu'il a besoin de séduire toutes les femmes avec qui il travaille.»* Interrogé sur l'ambiance sexualisée décrite par plusieurs de ses collaboratrices, le cinéaste conteste. Le travail de montage est poussif, tendu et mal payé, dit-elle. Sur *Nue Propriété*, le réalisateur est de plus en plus agressif: *«Lors d'une soirée où je fais la fête, il vient vers moi, hurle que je dois aller dormir, que demain je travaille et que je suis une pauvre fille, puis il part rageusement en me faisant un doigt d'honneur.»*

Sans cesse, Lafosse souffle le chaud et le froid. Un jour, il lui hurle dessus en public, le lendemain, il dépose à son attention de petits cadeaux en salle de montage. Lors du tournage d'*Elève libre*, les choses dégénèrent définitivement. *«Il me met la pression pour que j'aille dormir tôt, me fait des remarques désobligeantes sur mon travail quand il pense que c'est parce que je suis sortie la veille. Une autre de ses phrases fétiches dans le conflit, c'est: "Tu tiens le phallus, hein, t'es fière de le tenir, tu dois le lâcher."»* Elle se sent piégée, ne monte quasiment que ses films, se sent dépendante: *«J'ai un peu peur de perdre mon boulot.»* Sur le film suivant, *A perdre la raison*, la collaboration est chaotique. Encore plus sur *les Chevaliers blancs*: *«Il ne vient jamais en montage,* explique-t-elle. *Par loyauté, je ne préviens pas la production de son absence. A un moment donné, un des comédiens fait une crise en disant que le film est mal monté. Joachim me fait porter le chapeau.»* Pour se justifier, il lui ferait alors part de sa «théorie du fusible»: *«Quand il a trop de pression, il fait sauter une personne entre lui et la pression. Cette fois, c'est*

Suite page 26

CULTURE/


Le réalisateur sur le tournage d'*A perdre la raison*, en 2012. PHOTO LES FILMS DU LOSANGE. COLLECTION

Suite de la page 25 *moi. Après six films, je fais mes bagages.»* Le réalisateur dément toute «théorie du fusible»: *«Il est impossible de me reconnaître dans ces mots.»*

Delphine Girard a 24 ans quand il lui propose d'être deuxième assistante réalisatrice sur le tournage de *l'Economie du couple*, sorti en 2016. Le premier jour de tournage: *«quatre-vingts prises»* pour une séquence où deux petites filles sont plongées dans un bain. L'ambiance est tendue. *«Joachim Lafosse cherche à créer des conflits, tu te vois te trahir moralement et faire des choses que tu ne veux pas faire, pour quelqu'un que tu ne respectes pas.»* Le premier assistant est remplacé par Hélène Karenzo. Dès son arrivée, elle voit le réalisateur *«péter des câbles, alors qu'il avait une équipe parfaite autour de lui»*.

QUESTIONS SUR LA VIE PRIVÉE

A ce stade du récit, une question: qui garantit de bonnes conditions de travail et assure la santé et la sécurité des employés sur les tournages, et comment? Si des obligations pèsent sur les producteurs, employeurs légaux des personnes recrutées pour un film, il ne faut pas négliger le rôle du réalisateur. *«Sur un plateau, il est le supérieur hiérarchique, le n+1 de l'équipe, il fait le relais entre elle et la production»*, résume Ghislain Gauthier, secrétaire général de la CGT spectacle. Seulement, l'économie du cinéma, son fonctionnement avec des missions courtes, induisant une précarité des contrats, fragilise ces salariés plus vulnérables. *«La loi du silence domine. Les victimes ne s'expriment pas de peur d'être virées et blacklistées,* poursuit-il. *On se heurtera toujours à ces contrats pas protégés, et un secteur au début de la conscientisation de la santé au travail et la prévention.»* Selon lui, cependant, des outils existent déjà mais sont peu usités, notamment en matière de prévention – médecine du travail, inspection du travail. D'autres restent à inventer. *«Une personne qui prend sur elle et fait un signalement à la production devrait être protégée. On voudrait des droits à la représentation du personnel pour les intermittents qui sont sur les tournages, c'est-à-dire un délégué élu et salarié protégé, qui pourrait porter la voix de ces collègues auprès de la production.»*

Jacques-Henri Bronckart, à la tête de la maison de production Versus, a accompagné les films de Joachim Lafosse pendant des années, d'*Elève libre* à *Continuer*. La manière de travailler du réalisateur, c'est *«clairement la raison pour laquelle j'ai décidé de ne plus collaborer avec lui»*, dit-il. Il décrit lui aussi des tournages avec *«pas trop de limites»*, un réalisateur qui a besoin de *«foutre le bordel»*, avec qui il a eu de nombreuses altercations lors des tournages, *«fait peser sur ses collaborateurs la réussite de ses séquences»*, a fait l'objet de nombreux recadrages, et qui *«répète ad libitum ses erreurs»*. *«Il y a des endroits où il a plus de prise que d'autres»*, ajoute Jacques-Henri Bronckart, évoquant les multiples scénaristes de ses deux derniers films. Il est en effet d'autant plus facile d'imposer sa loi dans un huis-clos dédié à l'écriture d'un scénario ou en salle de montage, loin des regards.

Quand Joachim Lafosse a proposé à Juliette Goudot d'écrire un film à quatre mains, elle a d'abord ressenti *«beaucoup de joie»*. En 2018, elle a 40 ans et un travail de journaliste et de critique de cinéma. Un jour, il lui fait une *«déclaration d'amour»*, pas réciproque. La relation se dégrade, il juge désormais ses idées *«indignes d'une scénariste»*. Après trois mois, Juliette Goudot se met en retrait du projet. Huit scénaristes, dont Lafosse, seront finalement crédités pour les *Intranquilles*. De son côté, le réalisateur conteste toute dégradation des relations professionnelles après une déclaration d'amour ou des avances explicites faites auprès de certaines des *«quatre collaboratrices»*, calcule-t-il, pour qui il a développé *«des sentiments autres que professionnels»*.

Après le départ de Juliette Goudot et d'une autre autrice, qui n'a pas souhaité s'exprimer publiquement, mais indique soutenir la parole des témoins, deux scénaristes débutantes sont recrutées comme stagiaires sur *les Intranquilles*. En 2019, Lou du Pontavice termine sa cinquième année d'études. L'auteur s'enferme dans son bureau, les jeunes femmes écrivent, avant de lui lire le résultat à voix haute. Au déjeuner, il pose *«trop souvent»* des questions sur leur vie privée, les compare l'une à l'autre, de *«manière insidieuse»*. Au bout d'une semaine, Lou du Pontavice pense arrêter la collaboration qu'elle *«pressent nocive»*, mais son amie et collègue la convainc de rester.

Au bout d'un mois de stage non rémunéré, Joachim Lafosse leur propose de passer coscénaristes. Le travail avance, ponctué de scènes étranges. Après la réponse positive d'une commission, il est question d'organiser une fête. *«Il dit qu'il n'invitera pas nos mecs.»* Les jours suivants, Joachim Lafosse les questionne sur leurs relations, sur leurs compagnons… *«Ce à quoi ni moi ni elle ne répondons.»* A la rentrée, sa costagiaire doit quitter le projet. Lou du Pontavice se retrouve seule avec Joachim Lafosse.

«Je me souviens de la peur le matin en allant le retrouver, dit-elle. *Je ne sais jamais sur quel pied danser, ni dans quelle humeur je vais le retrouver.»* Il la reprend sur chaque mot, lui explique son travail *«comme à une idiote»*, la *«rabaisse continuellement»*. *«Sous pression, le comportement de Joachim est sans limite et ouvertement sexiste.»* Un point final est mis à une nouvelle version du scénario. La jeune femme se risque à lui dire qu'il est parfois *«difficile»* de travailler avec lui, qu'il est *«agressif»*. Le réalisateur se met à *«hurler»*, la traite d'*«hystérique»*, de *«molle»*. Quelques jours plus tard, Lou du Pontavice annonce quitter le projet. *«Il me répond qu'ils se passeront très bien de moi.»* Joachim Lafosse conteste avoir traité quiconque de *«molle»* ou d'*«hystérique»*.

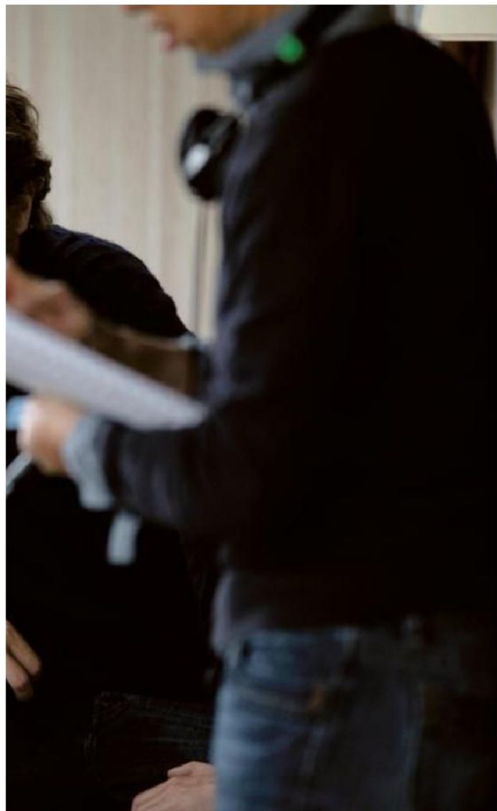
«TOUT LE MONDE RENTRE CHEZ SOI, BRAVO!»

En fin d'année, elle appelle le producteur du film, Anton Iffland Stettner de Stenola Productions, pour lui décrire ce qui s'est passé. *«Il me demande s'il y a eu du harcèlement sexuel, je lui réponds que non, il a l'air soulagé.»* Quelques jours plus tard, elle envoie un mail où elle indique que Joachim a été *«odieux et dégradant»*, ajoutant: *«Les limites ont été largement dépassées.»* Contactés, les producteurs n'ont pas donné suite à notre demande d'entretien. Dans un mail à Joachim Lafosse, Lou du Pontavice expose le même problème. Réponse: *«Lou, c'est parce que ce n'était plus productif que c'est devenu compliqué, des tensions tu en rencontreras encore, de là à sortir les grands mots je ne vois pas l'intérêt. Restons plutôt sur ce qu'il y a eu de créatif. Bien à toi. Et merci.»*

> «Quand il a trop de pression, il fait sauter une personne entre lui et la pression. Cette fois, c'est moi. Après six films, je fais mes bagages.»
> **Sophie Vercruysse** monteuse

Vient le tournage d'*Un silence*, sorti cette année. Parmi les comédiennes recrutées, Lisa Debauche. Pour des raisons complexes, la jeune femme a une histoire familiale qui la lie à celle du cinéaste. Elle se pose des questions sur son histoire personnelle et sur son père décédé quand elle était encore enfant. Ainsi, lorsqu'il lui propose un rôle dans son nouveau film, *Un silence*, inspiré de l'histoire d'un avocat belge médiatique condamné pour détention d'images pédopornographiques, elle accepte. Thème du film: le déni dans le cadre des violences intrafamiliales.

Après une séance d'essais pour les costumes, elle se retrouve seule en voiture avec Joachim Lafosse, qui revient sur leur histoire commune. *«En mentionnant que mon père était l'ennemi de sa famille,* précise-t-elle, *ça me plaçait à un endroit où j'étais la fille de l'ennemie.»* Elle lui dit être déstabilisée à l'idée de parler de cette histoire. *«Il me répond: "Attention Lisa, tu ne vas pas toi aussi faire du déni."»* Les scènes sont tournées quarante, cinquante fois. *«Je me sens vidée, épuisée, dénigrée.»* Lors d'une prise, elle craque. Quelques jours plus tard, le cinéaste la rappelle: erreur de casting, fin de l'aventure. *«Quand on se recroise à Bruxelles, il me dit que je ne suis pas la seule responsable de cette his-*


CHRISTOPHEL

toire.» En face, Joachim Lafosse incrimine *«le contexte particulier», «les obligations de production», «les délais très courts», «le stress du tournage»* qui ont été *«des facteurs certainement destabilisants».* L'actrice Louise Chevillotte la remplace.

Lors de son premier jour de tournage, cette dernière assiste à des *«cris»*, des *«propos tranchants et humiliants»*, une *«incapacité à expliquer ce qu'il cherche à son équipe». «Au bout d'une quarantaine de prises, je souffle à ma partenaire que je n'en peux plus.»* Son micro HF n'est pas coupé, le réalisateur l'entend. *«Il sort de la salle où il regarde le combo, il applaudit pour féliciter "mademoiselle Chevillotte qui veut arrêter de travailler, alors je vais arrêter le cinéma, bravo, félicitations, il reste trois quarts d'heure mais tout le monde rentre chez soi, bravo!"»* Le tournage est tendu, la nervosité se répercute sur toute la chaîne. Une machiniste n'a pas le temps de sécuriser un système d'éclairage: après une bourrasque, près de soixante kilos de matériel s'effondrent sur elle, l'envoyant aux urgences. Elle reprend le travail trois jours plus tard. *«Elle a eu de la chance»*, confie un témoin de la scène. De son côté, le directeur de production Vincent Canart pointe les *«contraintes budgétaires»* imposées sur les deux derniers films du réalisateur, *«la tension qui règne sur un plateau de tournage»* et assure ne pas avoir été alerté de *«problèmes graves»* relatifs au comportement de Joachim Lafosse. *«Il ne s'agit pas de défendre qui que ce soit, il y a un tas d'attitudes qui ne sont pas excusables. Mais il traîne une réputation qui, si elle n'est pas totalement injustifiée, me paraît largement exagérée.»* Après le tournage, Louise Chevillotte alerte les producteurs belges du film, Stenola Productions. *«Ils m'ont envoyé paître en me demandant si j'étais pour une uniformisation des réalisateurs.»* En décembre 2023, un mois avant la sortie du film en salles, elle prévient la production française. Interrogé sur cette collaboration, il indique: *«Je suis absolument désolé d'avoir fait traverser de telles difficultés à Louise. Je tiens à lui présenter à nouveau mes excuses et à lui exprimer mon désarroi.»*

SÉQUELLES

La sortie d'*Un silence* est un détonateur pour la majorité d'entre elles. Nous sommes début 2024, en plein #MeToo cinéma. Joachim Lafosse publie un long message sur les réseaux sociaux: *«Et j'entends, et j'entends et j'observe et je pense à mon film* Elève libre, *à ce risque du lien pervers. A cette possibilité de l'emprise. […] Il semble donc qu'on découvre la libido débordante du pouvoir! Il est dans notre profession, tout à coup, question du pouvoir, de sa possible jouissance, de son possible refus des limites. […] Il faut être costaud pour ne pas céder à la dévalorisation, à l'abrutissement, il faut lutter pour être autre chose qu'un objet. Il faut être costaud pour résister à la voracité de l'industrie du cinéma, il faut être très très costaud.»*

Le message circule entre certaines anciennes collaboratrices du réalisateur, dont Valirie Houdart, qui en a la *«nausée»*. Insoutenable paradoxe entre les vertus affichées et les souffrances vécues.

La réponse des producteurs à Louise Chevillotte arrive le 30 janvier, par mail: *«Croyez bien que nous sommes très soucieux de la nécessité de garantir et de maintenir une atmosphère et des conditions de travail respectueuses de chacun sur un plateau. […] Nous avons d'ores et déjà entamé, en concertation avec Joachim, une profonde réflexion qui sera suivie.»* Le 2 avril, nouveau mail: *«Nous avons pris ensemble les mesures et précautions nécessaires, assuré une présence, protection et écoute en conformité fidèle avec la charte (référents acteurs et techniciens) afin d'assurer un tournage serein pour toutes et tous.»*

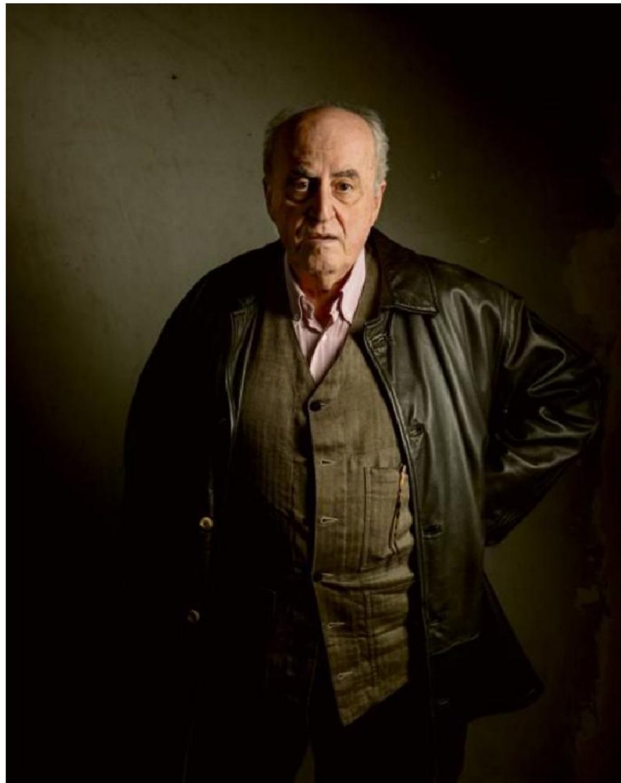
Des années après les faits, les femmes qui témoignent évoquent les séquelles qu'a laissées leur collaboration avec Joachim Lafosse. Un temps, Emilie Flamant a pensé arrêter le métier de scripte pour vendre des bandes dessinées. Elle l'est finalement toujours, pour la RTBF. Vania Leturcq, elle, a le sentiment que son corps lui parle dès qu'elle est dans une situation de stress au travail. Sophie Vercruysse se décrit comme *«en hypervigilance»*.

Actuellement, le réalisateur est en tournage dans le sud de la France. *«Sur le film que je suis en train de tourner,* nous écrit-il, *j'observe l'apaisement qu'apporte aujourd'hui ces préoccupations de santé, de bien-être, de sécurité, dans la volonté collective de veiller à ce que des tiers questionnent la manière dont nous fabriquons des films.»* Eye Haïdara tient le rôle principal. Elle remplace l'actrice Guslagie Malanda, laquelle indique, par la voix de son avocate, se trouver *«à l'heure actuelle dans l'impossibilité de parler»*. Elle indique *«soutenir les victimes»* Le réalisateur, lui, dit prendre part *«activement dans la pratique de mon métier aux évolutions magnifiques et fondamentales en ce qui concerne les violences sexistes et le bien-être au travail dans le cinéma»*.



Une maison blues

Elias Sanbar Le poète, essayiste palestinien continue de porter la voix de son peuple et voit dans la reconnaissance de la «Nakba» le préalable à une réconciliation avec Israël.



C'est une maison traditionnelle, en pierre de taille, au jardin fabuleux, près de Haïfa. D'en haut, on voit la mer. Partout, des effluves de jasmin, celui qui s'enroule sur la rampe des marches extérieures, qui emmène vers la terrasse. Quand il peut, Elias Sanbar passe la voir, comme on visite une vieille amie. C'est là qu'il est né, quelques mois avant la «Nakba». Une fois, à la place de l'escalier de marbre blanc, il en a trouvé un autre, en béton, hideux. L'explication lui est fournie par les Palestiniens locataires, tributaires d'un loyer versé à l'administration israélienne des biens des absents: sous l'effet du délabrement, tout s'était effondré. *«N'aie pas peur»*, lui soufflent les résidents, en lui montrant un tas de gravats. *«On l'a gardé. Quand tu reviendras, tu le reconstruiras.»*

LE PORTRAIT

C'est très loin de là qu'on le rencontre, dans une autre maison: Gallimard. En ce jour, la silhouette quasi herculéenne du poète et traducteur, figure emblématique du combat politique pour les droits de son peuple, passerait presque inaperçue dans les sous-sols obscurs où nous propulse une mondanité qui occupe le reste de l'espace. Si ce n'était ce quelque chose qui nous saisit en sa présence, et entraîne un bourdonnement enjoué autour de lui. Une aura. Conteur né, tout est fable dans la voix chantante de l'écrivain, au passeport libanais et de nationalité française depuis les années 80. *«Cette histoire de l'escalier se répète à l'infini. Ce qu'Israël attend, c'est que les maisons tombent d'elles-mêmes pour ne pas dire que l'Etat les a détruites. Ailleurs, ce sont des volets, ou des morceaux de fenêtres. Des histoires à dormir debout»*, s'en amuse le Pyrénéen d'adoption, qui précise: *«Ce n'est pas la transmission d'une propriété mais d'une idée: "Sache que tu es chez toi."»*

Lui, l'enfant de l'exil, n'a jamais su rester en place. Des impatiences après deux heures à papoter, virevoltant entre les pays, les langues, les époques. Libre de ses mouvements, et mû par la révolte. En 1948, sa famille issue de Bédouins chrétiens a fui vers Saïda au Sud-Liban, où le papy maternel tenait une savonnerie. Il ressent dès les bancs de l'école que ce pays n'est pas le sien. Ses darons n'auront qu'une obsession: ne pas transmettre la peine. Protéger, aimer plus que les autres. La perte s'entendait le soir, dans le brouhaha des adultes. Elle avait un nom: Dahma, «bleu de nuit». Celui d'une jument légendaire, de robe sombre, que son cavalier de père n'avait pas pu emmener. Comme le reste. Un jour, une armoire a fini par les rejoindre. A l'intérieur se cachaient les titres de propriété de la maison à Haïfa. Elias, cadet des quatre enfants et père de deux filles, les a encore. Chez lui, dans le village de Céret où il a trouvé depuis bientôt vingt ans un port d'attache, après Paris. D'autres exilés transitent dans cette région aux airs de maquis, des Espagnols surtout, et même des Palestiniens. Elias Sanbar est un porteur de pays. De ceux qui ont fait exister la Palestine, avec d'autres comme Leïla Shahid, qui fut de tous ses combats. Auprès de l'Unesco, où durant quatre mandats il représente son pays, seule instance internationale qui le reconnaît comme tel officiellement. Dans la préparation des accords d'Oslo, aussi, et les négociations sur le droit au retour. *«Nous avons réussi à casser le "Vous n'existez pas"»*, vante-t-il. Il fut membre historique du Fatah, *«tendance Vietminh et non alignée»*. Sa Palestine vit dans les arts, la littérature, la poésie. Elle ne ressemble pas à Gaza dévastée et à la Cisjordanie colonisée, c'est un pays polychromique où chaque habitant pense que ce qui s'est déroulé là est à lui. *«Notre rapport à la religion passe par le territoire, pas par le dogme»*, explique-t-il. Comme chez Mahmoud Darwich, laïque d'origine sunnite. *«Le Christ qui traverse son œuvre n'est pas chrétien. Il est palestinien»*, jubile son traducteur et ami. *«C'est une terre qui ne peut pas être d'une seule couleur, sinon elle mourra.»* Tel est l'enjeu de cette guerre selon Sanbar. *«En Palestine, il y a un nettoyage ethnique incontestable, avec des comportements génocidaires. On peut débattre à l'infini de l'intention. Mais ce n'est pas un génocide, car il suffit aux Palestiniens de fuir pour avoir la vie sauve*, nuance-t-il, *disparaître fait vivre.»*

1947 Naissance à Haïfa en Palestine mandataire.
1978 Quitte le Liban pour Paris.
2006 Ambassadeur à l'Unesco.
2024 Publie *la Dernière Guerre?* (Gallimard).

Le septuagénaire se sent très fatigué depuis le 7 Octobre et son *«carnage terrible, dont l'antisémitisme est l'un des ingrédients, un crime de guerre suivi d'une succession d'autres crimes de guerre»*. Très inquiet, mais pas désespéré. Car renoncer à parler équivaudrait à entériner l'invisibilisation. Il tance la tiédeur de la macronie et d'autres sur cette guerre, comme celle de Raphaël Glucksmann. Sanbar a le vote utile, pour la Palestine, au gré des candidats sauf ceux d'extrême droite. Il apprécie les insoumis Clémentine Autain, François Ruffin, préfère saluer la ferveur populaire pro-palestinienne que se plaindre du traitement médiatique du conflit. *«On a tendance à être un tantinet plaintifs»*, ironise-t-il.

Ecrit dans les mois suivant l'attaque du Hamas, son «Tracts» s'intitule *la Dernière Guerre? Palestine, 7 octobre 2023-2 avril 2024* mais décrit un retour à la case départ. *«Cette guerre ne ressemble pas aux autres. Elle remet sur le tapis les enjeux fondamentaux de la Nakba: l'expulsion, le face-à-face»*, s'attriste l'ex-directeur de la revue d'études palestiniennes. *«Reconnaître qu'Israël est né d'une injustice en 1948 est la condition* sine qua non *pour entamer des négociations de paix. Répéter comme un mantra qu'on veut la solution à deux Etats, c'est de la morphine administrée à soi-même*, lâche celui qui a tant lutté pour cette idée. *Ça ne marche plus.»* Les scénarios pour l'après qui excluent la présence du Hamas, qu'il a toujours combattu, le sidèrent: *«Ils sont en train de gagner, et sont entrés dans le mental. On ne peut pas faire comme s'ils n'étaient pas là, c'est le b.a.-ba de la politique.»*

Une analyse tranchante qui lui vaut parfois, depuis le 7 Octobre, d'être perçu comme radicalisé. Le pacifiste déplore une cassure terrible quand il dialogue avec des juifs, dont la crainte qu'Israël disparaisse relève, selon lui, du «ressenti» plus que d'une menace réelle. Il s'inquiète: *«Je ne sais pas quand on pourra recommencer à se parler.»* Même avec des interlocuteurs de longue date comme l'ex-diplomate israélien Elie Barnavi, quelque chose s'est rompu. Sanbar, lui, s'interdit de débattre avec les racistes, *«et les antisémites»*.

Après des décennies à prêcher seul ou presque, son œil s'éclaire derrière ses lunettes rondes quand il évoque Rima Hassan, Karim Kattan ou Lina Soualem, «la relève». *«Eux n'ont plus la barrière de la langue. Ils sont structurés, radicaux comme nous l'étions, d'une autre manière.»* Le jour où il a observé de nouveaux visages dans le public de ses conférences, il y a vu une victoire: celle de la Palestine. C'est dans l'une d'elles qu'il a rencontré sa compagne, chanteuse de jazz. La musique l'accompagne à chaque pas et chaque livre. Le blues qui le fait pleurer, la Callas, le oud dont son père était féru, Bach. *La Dernière Guerre*, elle, s'est écrite en silence. Pas d'humeur. ◄

Par **CLÉMENCE MARY**
Photo **CHRISTOPHE MAOUT**

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

MARDI 11 JUIN 2024

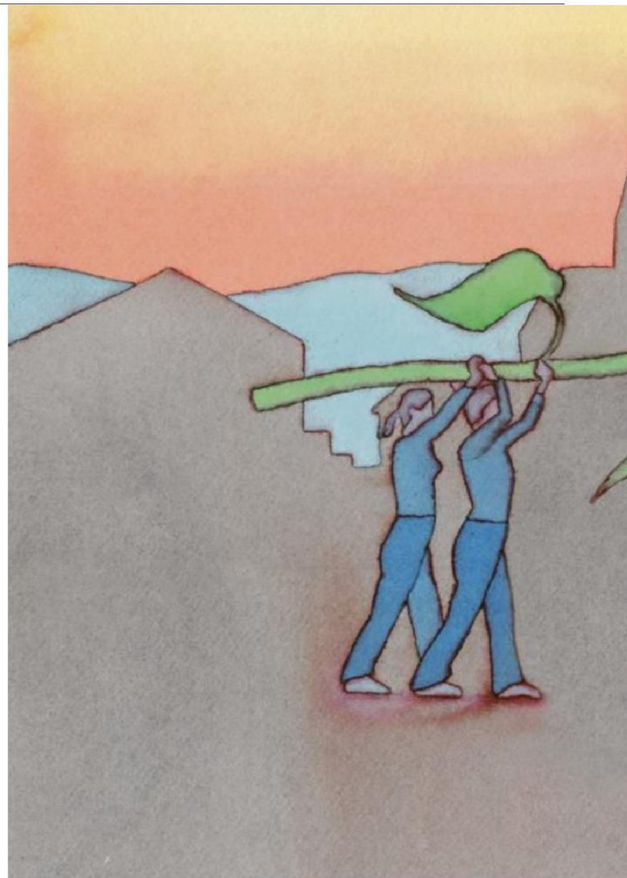


A la bonne échelle

Comment accompagner les territoires face aux défis de la transition écologique ? Articuler la coopération entre local et national ? Retour sur le colloque organisé à l'Assemblée nationale le 23 mai.

ANDRÉ DERAINNE

Adaptation Villes et territoires à l'heure des solidarités



La gestion des ressources ou la nécessité de développer une offre de transport décarbonée oblige les métropoles et territoires ruraux à coopérer. Une nouvelle donne que devra accompagner l'Etat.

Par EVE SZEFTEL
Illustrations ANDRÉ DERAINNE

Enfin une bonne nouvelle. En 2023, les émissions de gaz à effet de serre de la France ont diminué de 5,8%, plus du double du recul observé en 2022. *«Cela prouve que notre politique fonctionne, qu'on obtient des résultats, que ça marche»*, s'est enthousiasmé le député européen Renaissance Pascal Canfin. Mais pour parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050, il va falloir accélérer la mise en œuvre de la transition écologique dans les territoires, les «embarquer» sans attendre dans la copieuse feuille de route gouvernementale. Comment décliner, sur le terrain, le plan national d'adaptation au changement climatique (qui complète la stratégie nationale bas carbone)? Cette question en amène une autre: dans cette bataille contre le réchauffement et l'épuisement des ressources, *«quel rôle pour chacun des acteurs de la grande chaîne de l'action publique»* s'est interrogée Dominique Faure, la ministre déléguée aux Collectivités territoriales et à la Ruralité, en ouverture du colloque Popsu (Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines, dont *Libération* est partenaire) organisé le 23 mai à l'Assemblée nationale.

La question du «comment» était au cœur de l'intitulé même de l'événement: «A l'échelle des transitions, tisser des liens pour de nouveaux dialogues territoriaux». Quarante ans après la décentralisation, l'urgence écologique questionne la relation entre l'Etat et les collectivités dans les politiques d'aménagement du territoire; depuis les manières d'habiter jusqu'aux modes de déplacement, en passant par l'organisation de la production et de la consommation ou la gestion des ressources. Le tout en laissant chaque territoire inventer son propre chemin de transition.

«Interdépendance naturelle»

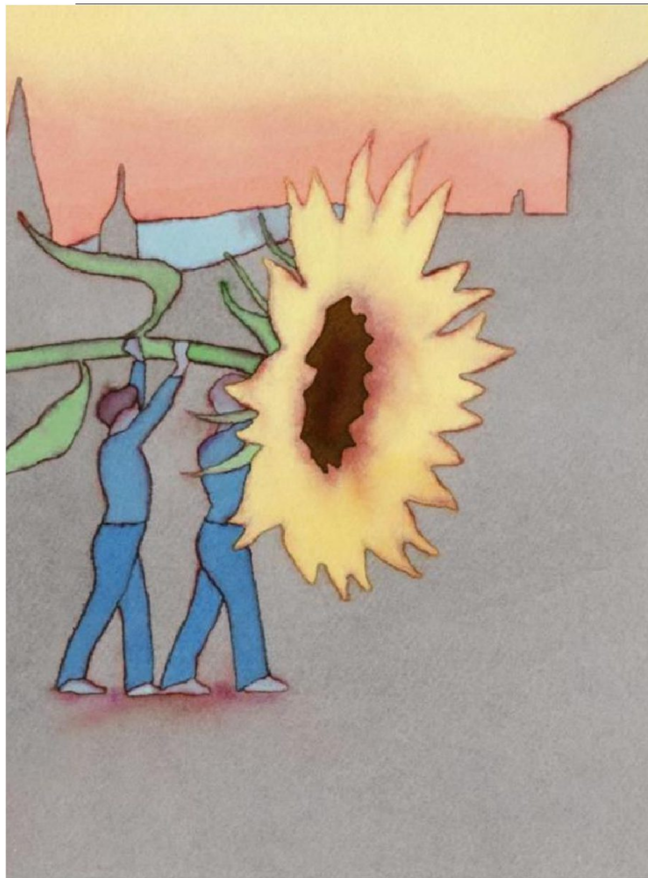
Dominique Faure a relevé ce paradoxe: si l'action publique est entre les mains des élus locaux, les solutions ne se trouvent pas *«au sein»* de chaque territoire, mais *«entre»* les territoires. Chacun *«dépend de mille manières des espaces proches ou lointains, pour l'eau qu'on y boit, l'énergie qu'on y consomme, le transport qu'on y emprunte, la nourriture qu'on y trouve, les déchets qu'on y génère, etc.»*, a illustré la ministre. Le sociologue Bruno Latour avait forgé une expression pour exprimer cette interdépendance: il rappelait que le territoire *«où l'on vit»* n'est pas celui *«dont on vit»*. La métropole de Lille, par exemple, dépend largement pour son approvisionnement en eau d'une nappe située en Belgique. Et des chercheurs de Popsu ont calculé que les aliments font en moyenne 500 km avant d'arriver dans l'assiette d'un Lillois, bien que la métropole soit composée à 43% de terres agricoles.

A cause de la crise climatique, qui met en tension les ressources, on est même en train d'assister à une inversion de la dépendance entre les métropoles et les territoires ruraux. *«Et si le monde rural constituait désormais l'avant-poste de la résilience des métropoles?»* avance Dominique Faure, ex-maire d'une commune de la périphérie toulousaine, appelant à multiplier les *«contrats de réciprocité»* entre la grande ville et son *«hinterland»*. C'est déjà le cas, à en croire Mathieu Klein, le maire PS de Nancy, faisant le constat d'*«une interdépendance naturelle entre les territoires»*. Nancy Métropole, qu'il préside, est composée de 20 communes, mais comme aucune d'elles n'est rurale, *«nous sommes tenus de coopérer étroitement avec nos voisins, que ce soit dans les mobilités ou l'énergie»*. Illustration de cette interdépendance, le Grand Nancy consomme un tiers des énergies du territoire mais n'en produit que 8%. Au niveau alimentaire, seulement 1% de ce qui est consommé provient du territoire.

A l'inverse, si elles ont davantage la cote depuis la crise sanitaire, les campagnes sont encore trop souvent regardées comme l'arrière-cour des métropoles, justes bonnes à fournir des ressources. *«On est le château d'eau d'Aix-Marseille»*, a illustré Sandrine Cosserat, la maire de Volonne, un village des Alpes-de-Haute-Provence bordé par la Durance. *«On est son poumon vert aussi, et, avec la loi d'accélération des énergies renouvelables, on sent une attente très forte. Or, pour l'instant, les contrats de réciprocité n'existent pas au niveau interdépartemental.»* L'aménagement des territoires doit gagner en souplesse, et se fonder sur la réciprocité et le dialogue, plutôt que d'entretenir la rivalité entre eux, ont convenu les participants. Et ce dialogue doit être à la fois *«horizontal, entre les territoires et les acteurs, et vertical, en mobilisant tout l'appareil d'Etat»*, a suggéré la ministre des Collectivités locales. Un Etat dont le rôle est désormais plus celui d'un *«accompagnateur»* qu'un *«prescripteur»*. Il s'agit de trouver *«un nouvel équilibre, voire un nouvel ordre territorial qui ne soit plus pensé en termes de pouvoir économique mais de ressources»*, complète Julien Moulard, directeur général adjoint du GIP Epau (Groupement d'intérêt public de l'Europe des projets architecturaux et urbains).

«Osons l'autogestion»

Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, Pia Imbs a créé une vice-présidence à l'équité territoriale, exprimant par là le souci que la métropole *«offre des services»* aux 33 communes qui la composent, au lieu de se contenter de vampiriser leurs ressources. *«Le fait métropolitain s'est imposé mais on doit être à l'écoute, porter une attention particulière aux plus petites communes»*, a témoigné celle qui est aussi maire de Holtzheim, 3000 habitants. Pour l'urbaniste Jean-Marc Offner, qui préside le Conseil stratégique de Popsu, l'Etat devrait s'interroger sur sa méthode. «Action cœur de ville», «Petites Villes de demain», et



maintenant «Villages d'avenir» (issu du plan France ruralités): les programmes s'empilent, dans une logique de guichet, et un fonctionnement en silo. *«Les politiques publiques jouent trop souvent la carte de la catégorisation: un programme pour chaque strate, pour chaque interlocuteur institutionnel*, relève Offner, *or ces catégories n'aident pas à comprendre le système interterritorial, qui est multi-échelles».* Le chercheur plaide au contraire pour des *«coopérations à géométrie variable»*, en fonction des sujets et des échelons. Sortons des cadres formatés, *«osons l'autogestion»*, a lancé ce disciple d'Henri Lefebvre, venu à l'urbanisme dans l'enthousiasme de Mai 68.

Mais avec quels moyens financiers, alors que la transition écologique nécessite des investissements colossaux (chiffré à 66 milliards par an à l'horizon 2030, soit 2,3 points de PIB, par le rapport Pisani-Ferry)? Car si la dotation globale de fonctionnement (DGF) est stable et les crédits d'investissement en hausse (voir le «fonds vert», doté de 2 milliards d'euros), les collectivités ont perdu des ressources propres avec la suppression de la taxe d'habitation et voient les droits de mutation à titre onéreux (DMTO, perçus lors de la vente d'un bien immobilier) fondre comme neige au soleil. *«La DGF pour un habitant dans le rural est de 64 euros, moitié moins que pour un urbain*, relève Sandrine Cosserat. *Si on veut que nos ressources fonctionnent bien, il faudra mettre les moyens. On gère des kilomètres d'endiguement, mais en face, la taxe Genapi* [pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, ndlr] *est limitée.»* Si l'élue salue *«une volonté de rééquilibrage»* avec la dotation pour la protection de la biodiversité et la valorisation des aménités rurales, portée à 100 millions d'euros, elle estime que le gouvernement *«n'a pas encore pris la mesure des charges de ruralité, car ce sont de toutes petites sommes».*

Qui doit payer?

Cécile Duflot, la présidente d'Oxfam France, ONG engagée pour la justice écologique, a pris un exemple concret: *«Comment modéliser les décrochements de rochers en montagne?»* s'est interrogée l'ex-ministre du Logement, sachant qu'un sujet aussi complexe ne peut pas être laissé aux seules intercommunalités, mais nécessite de mobiliser les compétences de l'Etat. La même question se pose pour les littoraux, victimes du recul du trait de côte. Qui doit payer? L'Etat, les communes littorales enrichies par le tourisme ou les communes rétro-littorales, moins favorisées? Mais la ville n'est pas moins concernée, alors que 100% des écoles maternelles de Gironde, de Paris et de Seine-Saint-Denis seront exposées à des vagues de chaleur d'ici 2030 nécessitant de lourds aménagements, selon Cécile Duflot. Là encore, les villes peuvent-elles assumer seules cette lourde charge? Personne n'a encore la réponse, mais le colloque aura permis de se poser les bonnes questions. ◆

«Il est nécessaire de pointer les limites du dialogue»

Interview Comment se faire entendre, soulèvent la philosophe Virginie Maris et la géographe Aurélie Delage?

Face aux crises, l'échange et l'écoute sont-ils des moteurs de changement? Virginie Maris et Aurélie Delage nuancent le pouvoir «magique» de la délibération.

Le dialogue est souvent avancé comme une solution aux difficultés de la gouvernance publique. Qu'en pensez-vous?

Virginie Maris: Dans le contexte actuel de crise environnementale, climatique, sociale et politique, il est évident que le dialogue est important, mais il est nécessaire d'en pointer les limites pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Car il est parfois paré d'un caractère performatif, presque magique, alors que les espaces de dialogue ne sont pas préservés des rapports de domination et des injustices qui les rendent nécessaires. Il y a là un premier point de vigilance. Par ailleurs, la conjonction des tensions écologiques, sociales et politiques crée des injonctions contradictoires, qui limitent les vertus de la délibération. Ainsi, la volonté d'accélérer la transition énergétique peut entrer en concurrence avec des enjeux de préservation de la biodiversité; l'ambition d'une réindustrialisation verte vient s'opposer à des objectifs de protection du territoire.

Aurélie Delage: J'ajouterai un autre point de vigilance, lié à la question de l'échelle à laquelle on dialogue. Plus les échelles d'action sont nombreuses – et c'est le cas avec le millefeuille administratif et politique actuel – plus il est difficile d'aligner les intérêts des acteurs. C'est notamment ce qui s'observe avec l'objectif «zéro artificialisation nette», contenu dans la loi climat et résilience, qui suscite l'opposition de nombreux élus locaux.

Si le dialogue est mis en défaut, comment agir?

V.M.: Aujourd'hui, des mouvements jugés radicaux visent à la protection du territoire contre des grands projets d'infrastructures à travers des manifestations mais aussi par des actions de blocage et de désarmement. Bien souvent, les personnes qui s'investissent dans ces démarches ont déjà épuisé toutes les formes de négociation: concertation, pétitions, contentieux juridiques… Dans la défense du vivant, de la biodiversité, de l'accès à l'eau ou à la terre, on voit donc émerger des prises de position à l'extérieur des espaces de dialogues institutionnels. Probablement sont-elles rendues légitimes et nécessaires par l'urgence de la situation et par la détresse ressentie par une très grande partie de la population, qui a justement l'impression qu'elle est exclue du dialogue.

A.D.: Aujourd'hui, construire des autoroutes et poursuivre l'étalement urbain fait encore partie des automatismes de pensée. Penser en dehors des schémas actuels dominants exige un effort. Dans les territoires en déclin, touchés par la décroissance démographique, par des vagues de désindustrialisation ou par le retrait des services publics, d'autres modèles sont en train de s'inventer, car «nécessité fait loi». Ces territoires délaissés sont des espaces d'opportunité et de prise de conscience, qui expérimentent comment sortir du déni et aller vers la résilience, par exemple en valorisant des éléments non-marchands, en adoptant un autre rapport au travail, en se tournant vers des démarches low-tech… Cette dimension constructive est essentielle aux conflits. Il faut distinguer le moment paroxysmique de l'opposition avec le temps d'après: comment tient-on sur la longueur, comment transforme-t-on le rêve en projet?

DR

DR

INTERVIEW

V.M.: C'est la démarche des opposants au projet de l'autoroute A69, qui ont élaboré via le collectif «Une autre voie» une proposition alternative techniquement solide, fondée sur la revitalisation écologique du territoire. Sans résultat jusqu'ici. On voit que ces luttes environnementales, en France et dans le monde, créent des alliances entre des groupes divers, paysans, riverains, militants écologistes, qui auparavant se parlaient peu. C'est ainsi que de nouveaux espaces de dialogue se créent en dehors du champ institutionnel ou prévu par l'institution, pour lutter contre de grands projets qui détruisent le vivant et le vivre ensemble. C'est inédit, et c'est peut-être là que seront trouvés des mots qui ne font pas peur, pour affirmer que l'industrie induit un rapport au monde, au vivant, à la terre, qui nous a coûté trop cher et qu'il faut réinventer.

Recueilli par **CHRISTELLE GRANJA**

REGARD SUR UN PAYS

Métropoles, solidarités territoriales, transition écologique, réchauffement climatique… *Libé* poursuit son partenariat avec Popsu, la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines pour décrypter les initiatives sur les politiques locales.

Réindustrialiser La coordination au cœur des enjeux

Le débat Quelles voies pour un développement soutenable ? Retour sur une des tables rondes organisées à l'Assemblée le 23 mai lors du colloque «A l'échelle des transitions».

«L*a réindustrialisation est cruciale, mais comment et dans quelles conditions pour les territoires, l'environnement, la sobriété foncière, l'humain…»* Telle était la problématique de la première table du colloque «A l'échelle des transitions», à l'Assemblée nationale le 23 mai. Olivier Bouba-Olga, économiste et chef du service études et prospective de la région Nouvelle-Aquitaine, a rappelé les enjeux de cette «réindustrialisation» : *«Amener le bien-être dans le respect des exigences planétaires. Il y a de bonnes raisons pour réindustrialiser mais l'enjeu est de trouver le bon compromis.»*

Ces *«bonnes raisons»*, c'est notamment Thomas Huriez, fondateur et président de 1083, entreprise qui fabrique et vend des jeans réalisés en France, dans la Drôme, qui les rappelle : *«C'est une question de bon sens, pour retrouver notre liberté. Relocaliser c'est reprendre conscience des choses, de ce que nous achetons, consommons.»* C'est aussi, comme l'a souligné Hélène Reignier, responsable du programme scientifique de Popsu Territoires, une source d'emplois très importante car le terme «industrie» recouvre en réalité des activités beaucoup plus larges soit près de 7 millions de personnes en France. Une source d'emplois donc plus que nécessaire avec, selon les spécialistes, plus de 1 000 sites existants prêts à accueillir ces *«nouvelles industries»*.

Mais, comme le souligne Olivier Bouba-Olga, les conflits d'usages s'invitent dans le débat, comme celui de *«la sobriété foncière»*. Tout est une question de compromis entre la création d'emploi et le respect des ressources. *«Comment chacun peut-il contribuer en fonction de son territoire ?»* : telle est la question. Une des pistes avancée par Hélène Reignier serait la *«densification de l'existant, en intégrant dès le départ les activités productives dans la fabrique d'une ville»*. Autre enjeu : la coordination. *«Comment travailler ensemble, comment planifier ?»* Et Stéphane Mazars, député de l'Aveyron, de citer l'exemple de ce qu'il appelle *«la ruralité heureuse»* dans un territoire qui mixte production agricole et activité industrielle. *«On doit aller chercher les projets industriels, de petites industries notamment, qui peuvent attirer de nouvelles populations dans nos territoires.»*

La question du recrutement est en effet délicate. La réindustrialisation implique la revalorisation des métiers manuels, mais aussi la présence de services indispensables pour attirer les futurs salariés, comme la santé, l'éducation… *«C'est très complexe*, souligne Stéphane Mazars. *Réindustrialiser nécessite une bonne coopération des différents acteurs publics pour créer les bonnes conditions d'accueil dans les territoires.»* Même si l'affaire est complexe, elle n'est pas impossible. L'exemple de 1083 de Thomas Huriez, installé à Romans-sur-Isère le prouve. *«C'était un vrai pari de fabriquer des jeans en France ! Cela nécessite une véritable ambition collective. N'attendons pas d'être à 0% de production pour relancer notre industrie. Il suffit d'y croire.»*

VALÉRIE SARRE

ANDRÉ DERAINNE

Dans le Calvados, un écosystème pour faire pousser les entreprises

Reportage La commune de Vire Normandie mène depuis des années une politique volontariste pour mettre ses atouts au service du développement économique. Résultat : 25 % d'emplois dans l'industrie, contre 13,3 % à l'échelle nationale.

A mi-chemin entre Caen et le Mont-Saint-Michel, Vire Normandie est une petite ville tranquille dans le bocage normand, avec un conservatoire et une piscine géante. Un cadre de vie idéal. Pas d'autoroute, pas de ligne de fret, les semi-remorques empruntent les départementales… En avril, le président de l'association Villes de France, Gil Avérous, affirmait que *«la désindustrialisation a ruiné les villes moyennes»* : une réalité à laquelle a échappé Vire.

Depuis de longues années, en effet, la ville ouvre ses bras à des fleurons de l'industrie et les projets poussent comme des champignons. Guy Degrenne, la Compagnie des fromages, Normandise… Des aliments pour chats à la maroquinerie de luxe en passant par l'andouille, les machines-outils ou les camemberts, de grosses industries ont choisi de s'implanter là. Le secteur secondaire concerne 25% des emplois (contre 13,3 % à l'échelle nationale), ce qui lui vaut selon ses élus le fier qualificatif de *«petit village gaulois»*.

Question d'histoire

Quand on leur demande la recette magique pour lutter contre la désindustrialisation, Annie Rossi et Lucien Bazin, tous les deux conseillers municipaux, l'affirment : c'est une question d'histoire et de personnes, plus que de magie. Des entreprises familiales qui n'ont jamais mis les voiles, des conflits qui ont paradoxalement donné à la région des coups de boost : que ce soit la guerre de 1870 grâce à laquelle une usine alsacienne et ses 500 employés se sont installés à Vire (la rue Bischwiller en garde le souvenir) ou la Seconde Guerre mondiale et les dollars du plan Marshall déversés après la destruction de la ville. C'est aussi le fruit d'une volonté politique, en particulier celle du maire de la commune durant dix-sept ans, Olivier Stirn, surnommé ici *«le Kennedy du bocage»* (quand *le Canard enchaîné* le qualifiait d'*«andouille de Vire»*) qui fera venir l'entreprise Guy Degrenne dans les années 70.



Une démarche proactive devenue héritage. Philippe Neuville, qui dirige le service développement économique, est habitué à aller au-devant des besoins des industriels. *«Notre service est installé dans le même bâtiment que les services techniques : pas besoin d'engager des bureaux d'études, nous avons les compétences en local pour répondre vite aux demandes. Quand Seprolec* [fabriquant de matériel électronique, ndlr] *nous a contactés parce qu'ils cherchaient à s'implanter, nous leur avons proposé un rendez-vous une semaine après. Pour RW Couture* [sous-traitant dans la maroquinerie de luxe], *nous avons trouvé le bâtiment en un mois»*. Le fonctionnaire n'a pas hésité non plus à accompagner la direction de la Compagnie des fromages, intéressée par la reprise d'une marque fromagère en Ile-de-France, pour convaincre les salariés de la plus-value de quitter l'agglomération pour la campagne normande.

Démarche résiliente globale

Une politique qui s'engage sur le temps long pour Vire et son intercommunalité. A la suite des récentes sécheresses et à l'invitation de la préfecture, l'entreprise de production d'andouilles Amand a décidé de repenser sa consommation d'eau et de valoriser ses eaux de process. Accompagnée par la commune et son service technique, elle a élaboré un plan pour retraiter ses eaux usées et les transmettre à son voisin, l'usine Cemex.

A l'initiative de Lucien Bazin, également vice-président de la communauté de communes Intercom de la Vire au Noireau, une association d'industriels virois a vu le jour récemment, afin de faciliter les démarches et les échanges de compétences et de s'épauler dans le recrutement de cadres et de chefs d'équipes – toujours difficiles à attirer dans les campagnes. De même, la ville s'est récemment dotée – grâce au soutien de l'Etat et de la région – d'offres de formation permettant à des jeunes d'être directement mobilisables par les industriels. Licence pro gestion des risques, bachelor universitaire en technologie à l'IUT, bac pro en filière mode… La commune a fêté la première rentrée de son école de production textile en 2023, dédiée aux élèves de 15 à 18 ans en décrochage scolaire. Elle a pour objectif d'assurer aux entreprises du secteur une main-d'œuvre motivée. Forte de cette approche globale, la commune espère attirer désormais dans son bassin de vie familles, cadres et jeunes entrepreneurs.

ANNE-LAURE PINEAU

A Saint-Jean-d'Angély, de l'eau et du bio pour revivifier la ville

Reportage Le pôle Val Bio Ouest accueille, conseille et installe les entreprises engagées dans l'agriculture biologique. Il sera bientôt rejoint par un projet de station thermale.

Au loin, on aperçoit des éoliennes. Les bâtiments sont installés sur un ancien terrain agricole, dans un paysage dominé par un immense silo. Ici sont collectés entre 8000 et 9000 tonnes de graines – des blés aux tournesols en passant par les haricots, rouges ou blancs – auprès de 180 agriculteurs adhérents. Autour, des champs. Devant, un bâtiment fabriqué avec des douelles de barriques (pièces de bois de chêne qui forment la paroi des tonneaux), à la conception architecturale originale. Le pôle Val Bio Ouest de Saint-Jean-d'Angély, sous-préfecture de la Charente-Maritime, compte douze hectares. A quelques encâblures, une cité médiévale avec maisons à colombage, hôtels particuliers du XVII[e] siècle et abbaye romane inachevée… Deux univers.

Le territoire se *«cassait la figure depuis cinquante ans»*, détaille Françoise Ménard, maire (PS) de Saint-Jean-d'Angély, vice-présidente de Vals de Saintonge communauté, et présidente de la commission économie de la région Nouvelle-Aquitaine. La biscuiterie Brossard, des salariés du bois… Depuis 2010, l'agglomération a perdu 2000 emplois.



Pourtant sur la zone du pôle bio, les camions vont et viennent. A proximité, on aperçoit l'autoroute A10. L'activité est soutenue. Ici, on s'affaire à *«valoriser la production bio sur le territoire»*, expliquent les ingénieures agronomes Estelle Plante, chargée de mission, et Martine Cavaillé, coordinatrice de l'antenne Interbio Nouvelle-Aquitaine. Lancé en 2014, le pôle Val Bio Ouest accueille, conseille et installe les entreprises engagées dans l'agriculture biologique. *«Ce pôle d'activité est dédié aux activités de première et deuxième transformations des grandes cultures. Notre ADN est d'y soutenir la valorisation des productions biologiques issues de nos territoires»*, avance Martine Cavaillé. Chargée de l'animation de Val Bio Ouest, elle assure aussi la coordination d'Interbio Nouvelle-Aquitaine. *«L'idée a émergé en 2014 et visait à parler de la filière bio ailleurs que dans des lieux réservés aux négociations commerciales»*, renchérit Martine Cavaillé. Val Bio Ouest propose ainsi aux entrepreneurs un accompagnement complet au montage de leurs dossiers – permis de construire, raccordement aux réseaux, subventions. Le réseau dispose également de foncier entièrement réservé aux sociétés spécialisées dans le secteur.

Silos, huiliers, minotiers… Le site de Saint-Jean compte 40 salariés au total. *«Le contexte du marché bio est compliqué en ce moment, mais la contractualisation garantit les débouchés aux producteurs et une régularité dans l'approvisionnement»*, assurent les ingénieures qui pointent les avantages de la filière : plus d'emplois que dans l'agriculture conventionnelle et moins de charges en intrants et produits phytosanitaires. Seul bémol : il est cher à produire, ce qui affecte le prix. *«Une image compliquée à faire évoluer»*, reconnaissent les ingénieures.

La zone bio n'est pas le seul atout de la dynamique économique de la région. Toujours tourné vers le bien-être, un projet de station thermale est également en gestation. Confié à l'opérateur Val Vital, il vient d'obtenir l'agrément de l'Académie de médecine. Le dépôt de permis de construire est attendu pour la fin de l'année et l'ouverture est prévue en 2027. *«L'idée était de refaire un développement économique productif et de créer un réseau de solidarité pour faire revenir des entreprises»*, se réjouit Françoise Ménard, qui porte le projet depuis 2014. *On prévoit 5 000 curistes par an.»*

> «Pour les commerçants, les habitants et le territoire, l'espoir renaît»
>
> **Françoise Ménard**
> Maire de Saint-Jean d'Angély

L'activité thermale va avoir lieu dix mois sur douze. *«On va accompagner le développement économique, productif et culturel en centre-ville. Pour les commerçants, les habitants et le territoire, l'espoir renaît, c'est une nouvelle page qui est en train de s'écrire. On reprend notre destin en main»*, poursuit la maire. Et de souligner le manque de logement pour les salariés, qui devrait être compensé une politique volontariste dans le locatif, privé ou social. Un programme de cinquante chambres studio et la mise en place d'une maison et d'un centre de santé sont également au programme.

DIDIER ARNAUD


ANDRÉ DERAINNE

Aménager La montée en puissance du local est indispensable

Le débat Les crises écologiques rebattent-elles les cartes de l'aménagement du territoire ? Compte rendu de la rencontre entre élus, agents de l'Etat et scientifiques qui s'est tenue à l'Assemblée nationale le 23 mai.

Depuis trente ans, les populations d'insectes s'effondrent. Ces dix dernières années, la mortalité des arbres des forêts françaises a augmenté de 80% du fait des maladies, des «bioagresseurs» et de la sécheresse, rappelle Marc-André Selosse. Le biologiste ponctue son propos de vues apocalyptiques (*«Les portes de l'enfer se sont entrouvertes, on commence à peine à sentir son souffle chaud»*) et de paradis terrestres perdus (*«Il y a 12 000 ans, avec 6 °C de moins, le Sahara était un territoire verdoyant»*). Mais un espoir demeure. En matière de biodiversité notamment, tout n'est pas encore joué: *«Si on bouge, on peut changer les choses»*, exhorte le scientifique. Qui s'en charge, et comment? Après quarante ans de décentralisation, les clés du changement sont-elles entre les mains des élus locaux?

«Un vœu pieux»

Pour Philippe Mazenc, aux manettes de la direction ministérielle de l'aménagement, du logement et de la nature, la mission de l'Etat n'est plus d'*«imposer, ni de décliner partout le même strict jardin à la française»*, mais bien d'accompagner les territoires. Exemple avec le «fonds vert», dispositif doté de 2 milliards d'euros en 2023 et reconduit pour 2024, visant à aider les collectivités locales à accélérer la transition écologique. *«Un vœu pieux»*, nuance Elisabeth Jacques, présidente de la communauté de communes de la vallée de l'Ubaye-Serre-Ponçon (Alpes-de-Haute-Provence). *«Il est faux de dire que les maires sont maîtres de leur PLU* [plan local d'urbanisme, ndlr]. *L'Etat garde la main»*, tempête l'élue, qui dénonce un *«amoncellement de contraintes et d'interdictions». «Aujourd'hui il faut six ou sept ans pour modifier un plan local d'urbanisme, soit davantage que le temps d'un mandat municipal… Alors je passe mon temps à essayer de faire rentrer des ronds dans des carrés. J'engage la transition en dérogeant à la règle, encore et encore. C'est un combat épuisant.»*

Cet horizon d'espérance est aussi ce que défend Fanny Lacroix, maire de Chatêl-en-Trièves (Isère) et vice-présidente de l'Association des maires ruraux de France. A ses yeux, les 35 000 communes françaises, loin de constituer une erreur organisationnelle, offrent une échelle propice à un changement culturel. Exemple avec le développement de cantines centrales, ouvertes à tous les habitants et non aux seuls écoliers ou agents municipaux, et alimentées par une agriculture locale.

«Faire village en ville»

Face aux dérèglements climatiques en cours, les métropoles auraient beaucoup à gagner, gage l'élue, à s'inspirer du maillage et des interactions rurales, à *«faire village en ville»*. Le député Dominique Potier abonde: *«Une montée en puissance du local est indispensable.»* La transition écologique appelle-t-elle une nouvelle étape de décentralisation? Allouer davantage de moyens aux collectivités, notamment en matière fiscale et de droit du sol, est nécessaire, défend l'élu. *«Chacun de nos territoires doit intégrer les limites planétaires. Cette trajectoire peut être un enfer comme une épopée, à nous d'en décider.»*

CHRISTELLE GRANJA

Dans la vallée de l'Ubaye, le vélo gagne tous les terrains

Reportage A Ubaye-Serre-Ponçon, le succès de la location de vélos électriques par la municipalité illustre le besoin de mobilités douces des populations rurales pour diminuer la dépendance à la voiture.

Chaque matin, Ségolène Chomel enfourche son vélo électrique. Elle vit à La Bréole, l'un des villages d'Ubaye-Serre-Ponçon (Alpes-de-Haute-Provence), commune perchée à l'entrée de la vallée de l'Ubaye, et se rend à l'école de Montclar où elle est institutrice. Soit 45 minutes de vraie montée par des petites routes et chemins non goudronnés, à travers champs et forêts, au lieu des 17 minutes nécessaires pour le trajet en voiture. Si le terrain est boueux, elle enfile un bleu de travail : *«Quand j'arrive à l'école, on me dit souvent : «Vous êtes courageuse»*, sourit-elle. *Moi j'aime ce moment zéro voiture : je prends l'air, j'entends les oiseaux, je croise des biches…»* Sa motivation est double : pratiquer une activité physique quotidienne et limiter son usage de la voiture.

Elle est loin d'être la seule : 50 foyers ont profité en 2023 du service de location de vélos électriques mis en place, à des prix très attractifs, par cette commune pionnière de 800 habitants. Avec l'aide du Fonds européen de développement régional (UE) et des programmes Avelo 2 (Ademe) et Avenir montagnes mobilités (Agence nationale de la cohésion des territoires), la municipalité a aménagé un réseau d'itinéraires cyclables évitant la départementale et s'est équipé d'un parc de 34 vélos électriques. Elle est dépassée par le succès : la liste d'attente pour louer dépasse les trois mois. *«Cela démontre qu'il existe une volonté locale de se déplacer autrement et que les mobilités douces peuvent exister sur un territoire comme le nôtre*, relève Amandine Achard, chargée de projet à la mairie d'Ubaye-Serre-Ponçon. *Cela fonctionne : il faut le proposer !»*



«Très ouverts»

Cette expérience n'est qu'une des illustrations de la place croissante qu'occupe la question des mobilités quotidiennes en Ubaye. Laurent Cailly, géographe à l'université de Tours, anime depuis fin 2022 le travail d'une équipe de chercheurs en sciences humaines sur ce sujet, dans le cadre d'un projet de recherche-action. Leur mission : comprendre les cultures de mobilité à l'échelle de la communauté de communes de la vallée de l'Ubaye-Serre-Ponçon et accompagner les changements de pratiques. Après une phase de diagnostic et une enquête de terrain, les chercheurs ont entamé une série d'ateliers et un travail cartographique prospectif.

Les Ubayens se sont révélés *«très ouverts»* à la démarche *«avec une vraie envie d'aborder ces questions qui n'existaient pas assez dans le débat public local»*, précise Mathieu Leborgne, sociologue à l'université Aix-Marseille. *«La mobilité rurale reste un sujet peu travaillé par la recherche»*, complète Laurent Cailly, dénonçant un *«a priori tenace»* et réducteur : celui de la dépendance à la voiture en milieu rural montagnard. Les chercheurs ont mis à jour, au contraire, l'existence dans cette géographie très contraignante des pratiques anciennes et efficaces de sobriété et d'organisation : regroupement des déplacements (chaque trajet permet de remplir plusieurs objectifs), fortes solidarités à l'échelle des hameaux (covoiturage au-delà des cercles familiaux ou amicaux) ou de la vallée (culture de l'auto-stop), modes de consommation limitant les besoins…

Ils soulignent par ailleurs l'impact des nouveaux arrivés, plus nombreux que jamais depuis le Covid : *«De jeunes ménages, célibataires, retraités, emprunts de valeurs écologiques et qui ont grandi en ville, s'installent et expérimentent une culture de mobilité décalée»*, relève Laurent Cailly. Ce rapport à la mobilité se diffuse dans tout le territoire, par la *«création de collectifs, des dynamiques de propositions et de projets»*, poursuit Mathieu Leborgne.

«Projet de territoire»

Les chercheurs insistent sur un point : nombre d'habitants, dont les plus fragiles (retraités, personnes malades, jeunes) et les plus isolés *«témoignent de réelles difficultés»* pour leurs déplacements, malgré l'existence des solidarités. *«On relève une forte demande d'intervention publique, particulièrement sur les liaisons intervillages et sur le vélo»*, insiste Laurent Cailly.

Message reçu cinq sur cinq par Elisabeth Jacques, présidente de la communauté de communes, maire de La Condamine-Châtelard et élue départementale chargée des mobilités douces : *«Ces études, en nous permettant de prendre la distance nécessaire, nous aident à inventer notre projet de territoire.»* Pour elle, *«la mobilité est au cœur du sujet politique dans nos pays ruraux de montagne»* et elle dessine les pistes d'action : ouverture des navettes scolaires aux villageois, développement des services itinérants, création de pistes cyclables, transport à la demande… Autant de projets pour lesquels l'accompagnement du dispositif de recherche-action engagé en Ubaye sera un atout précieux.

FRANÇOIS CARREL
Envoyé spécial en Ubaye (Alpes-de-Haute-Provence)

En outre-mer, s'adapter au climat

Montée des eaux, impact sur la biodiversité… le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon doit agir face aux changements déjà présents.

Sylvie Allen-Mahé, coordinatrice Environnement pour le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, revient sur les conséquences du changement climatique dans l'archipel.

En quoi votre archipel est-il si particulier en termes de biodiversité ?

A cause de notre situation géographique proche du Canada. A 20 km au sud de Terre-Neuve, notre archipel est en effet très différent du territoire national ou des autres outremer français ! Notre particularité vient du fait que malgré notre petite taille (242 kilomètres carrés), les trois îles de l'archipel bénéficient d'une très grande diversité d'écosystèmes. Marins, bien sûr avec de nombreux mammifères et oiseaux, mais nous abritons aussi la seule forêt boréale française, sur 3000 hectares, ainsi que de très nombreuses et précieuses tourbières, qui représentent près de 20 % de notre territoire. Autre écosystème unique : cette formation dunaire – que l'on nomme tombolo double – qui relie l'île de Miquelon à celle de Langlade, sur 12 km de long et qui a donné naissance à une lagune d'eau salée de 1000 hectares. Ce Grand Barachois – c'est son nom – constitue un espace remarquable et unique dans cette région du monde. Il abrite de nombreuses colonies de phoques gris et de phoques communs, mais aussi des espèces de canards et d'oies sauvages. C'est cette grande variété d'écosystèmes qui explique la richesse de notre faune et de notre flore sur un si petit !

Quels sont les enjeux de protection auxquels vous êtes confrontés ?

Ils sont plusieurs. Concernant la forêt boréale, nous constatons une régression de celle-ci, car elle a de plus en plus de mal à se reconstituer naturellement. Un phénomène assez complexe qui s'explique à la fois par la présence de nombreux cerfs de Virginie et de lièvres importés d'Amérique, que nous régulons, et à cause de l'évolution du climat qui entraîne une diminution des précipitations ou le développement d'insectes ravageurs. C'est donc un sujet que nous suivons de très près.



Autre aspect : l'accueil du public. Si l'objectif de notre territoire est d'encourager la fréquentation touristique de nos îles, cela implique un meilleur accueil de ceux-ci dans les espaces naturels. C'est la raison pour laquelle nous développons les informations sur ces sites ou la création de sentiers balisés, afin de canaliser les visiteurs et de préserver ces lieux fragiles. Nous avons aussi créé une Maison de la nature et de l'environnement sur l'île de Miquelon et développé un portail internet et une application «Patrimoine naturel de Saint-Pierre-et-Miquelon», pour mettre à la disposition de tous les informations, explications et images sur la richesse de notre archipel.

Quelles conséquences du changement climatiques subissez-vous ?

Comme tout territoire marin, nous sommes confrontés à la montée du niveau de la mer. L'érosion littorale est très forte dans certaines zones, comme entre les deux îles, où nous avons dû disposer des enrochements pour maintenir la route. Mais nous savons que d'ici quelques années, la séparation des deux îles sera inévitable. Face au risque de submersion, le village de Miquelon a déjà quant à lui, prévu et organisé son «déménagement» à deux kilomètres à l'intérieur des terres. Un plan d'aménagement a été établi et les premières parcelles à construire sont déjà proposées aux habitants. Ce déplacement d'un village de 600 personnes, le premier du genre au niveau national, constitue clairement un cas d'école.

Recueilli par **VALÉRIE SARRE**

Réparer Du théâtre pour mettre la ville en pièces

Dans une création de Baptiste Amann sur la rénovation urbaine intitulée «Rénovation», trois monologues s'entrecroisent comme une démonstration féroce des écarts entre la ville pensée, rêvée et vécue.

Comment faire théâtre d'une politique urbaine qui condamne parfois ce qu'elle est censée sauver? Comment incarner la matière froide des normes et des réglementations? Thibault Rossigneux et sa compagnie Le sens des mots relèvent le défi, en invitant la géographe Marie-Christine Jaillet et le dramaturge Baptiste Amann à se rencontrer dans le cadre du projet «Binôme», qui entrecroise arts et sciences depuis 2010.

«Le réel est fou»

Le résultat est une pièce baptisée *Rénovation (entretiens)*, qui puise sa matière dans la fabrique de la ville. Un sujet aux abords ardus, voire rébarbatifs, mais que le metteur en scène, Thibault Rossigneux, perçoit comme un concentré de tensions et d'enjeux dramatiques. *«C'est shakespearien! Le réel est tellement fou qu'il n'est pas nécessaire de l'augmenter. Le retranscrire simplement permet de prendre la mesure de sa folie. En comparaison, la fiction peut sembler fade.»*

Sur l'estrade de l'Hôtel de Lassay, à Paris, en ce jeudi de mai, les personnages sont installés derrière des pupitres affichant leurs fonctions sur des porte-noms. Il y a l'urbaniste, la métropole et l'habitante, trois acteurs archétypaux de l'aménagement urbain. L'un a conçu le projet, l'autre l'a coordonné et la troisième l'a habité. Leurs voix vont s'entrecroiser 30 minutes durant, sans jamais dialoguer, en une métaphore efficace mais peu optimiste d'une ville faite de solitudes juxtaposées, bâtie récits contre récits, de façon quasi schizophrénique.

«Ce chantier, c'est vingt ans de nos vies. Vingt ans. Ça devait durer cinq ans normalement», débute l'habitante, dont le témoignage illustre un écueil récurrent de la rénovation urbaine, celui d'un temps trop long au regard de l'échelle humaine, s'étirant bien au-delà des délais prévus, voyant les enfants devenir grands et les anciens disparaître. *«Des rapports d'ego se sont mis en place, notamment sur les logements sociaux, et tout a volé en éclats»*, peste l'urbaniste. *«C'est sûr que c'est plus simple de ne rien faire»*, lâchera plus tard la cheffe de mission (*«les gens du quartier disent la métropole, c'est plus simple»*, glisse le personnage en introduction, pas mécontent de cette appellation un brin mégalo).

La pièce s'inspire librement du plan de rénovation mené au Plan d'Aou, un quartier du nord de Marseille, que Baptiste Amann a côtoyé lors de résidences à la Gare franche, lieu de création jouxtant la cité. Ici, comme dans de nombreux grands ensembles bâtis durant les Trente Glorieuses, la métamorphose initiée *«pour le bien des habitants»* s'est faite au prix fort: 500 appartements ont été sacrifiés, sur les 900 initiaux. *«Ça ne disparaît pas comme ça, les gens. Où sont passées les autres familles?»* interroge l'habitante, arrivée en 1971 dans le quartier encore tout neuf. Elle dénonce les malfaçons des nouveaux bâtiments, avec leurs balcons dénués d'accès, conçus *«pour nous faire péter les plombs»*, et les codes couleurs qui auraient été apposés par le promoteur aux locataires en fonction de leur supposée dangerosité: vert, sans histoire; orange, à surveiller; rouge, indésirable. Rumeurs, fantasmes? La métropole, bien sûr, nie en bloc, et défend son projet: *«Si on ne fait que du logement social, on ghettoïse…»*

«Presque honteux»

Sombre, la pièce laisse malgré tout entrer un peu de lumière. *«Ce qui est assez joyeux dans l'humain, c'est qu'il transgresse toujours les usages prévus, les dispositifs d'assignation»*, relève Baptiste Amann, qui explorait déjà avec sa trilogie *Des territoires* les archétypes urbains du pavillon et de la résidence HLM, et qui présentera cet été au Festival d'Avignon un thriller théâtral intitulé *Lieux communs*. Dans les années 80, Baptiste Amann grandit dans une tour qui sera détruite dans le cadre d'un plan de rénovation urbaine, avant que sa famille emménage dans un pavillon. *«Je me suis construit dans un rapport au bâti presque honteux, fait d'après-midi passées dans des zones commerciales, avec cette impression d'avoir accroché mes souvenirs d'enfance à une architecture sans prestige.»* Ses spectacles redonnent une dimension poétique à ces lieux peu célébrés, insufflant cette belle idée que le patrimoine dépend sans doute davantage de la manière d'habiter les espaces, que de la matière dont ils sont faits. C'est ce que dit aussi, autrement, l'habitante de *Rénovation*, bien décidée à rester *«chez elle»*: *«Tant que ma rue garde son nom, il y a quelque chose de mon histoire qui se perpétue.»*

CHRISTELLE GRANJA

CONCOURS D'ARCHITECTURE POUR QUARTIERS PRIORITAIRES

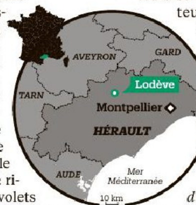
Le constat est cruel: ceux qui sont le plus exposés au changement climatique sont ceux qui en sont le moins responsables. Bien sûr, des exceptions existent, mais l'observation vaut à l'échelle du globe comme à celle de l'Hexagone, où les habitants des banlieues pauvres et bitumées subissent davantage les effets des dérèglements climatiques que ceux des quartiers huppés. La faute aux bâtiments? L'architecture, en tous les cas, peut être source de solutions. C'est l'idée qui sous-tend la consultation internationale «Quartiers de demain», qui vise à réaliser dix projets exemplaires dans les quartiers prioritaires de la ville. Sobriété écologique et participation citoyenne, notamment via des sessions de travail de conception menées avec les habitants, font partie des critères de sélection. L'ambition est de faire plancher une trentaine d'équipes d'architectes, d'ingénieurs et de paysagistes de tous pays, sur des sites et des projets publics (construction d'une médiathèque ou rénovation d'une barre de logements…) avant d'en sélectionner une dizaine. Annoncée l'an dernier par Emmanuel Macron lors d'un déplacement à Marseille, cette consultation s'inscrit dans le plan national «Quartiers 2030». Pour l'annonce des lauréats, rendez-vous en 2025. **C.G.**


ANDRÉ DERAINNE

A Lodève, on raccommode le tissu social

Jadis experte dans l'industrie textile, Lodève peine à redynamiser son centre-ville. Mais de fil en aiguille, des projets prennent forme et des lieux d'échange s'organisent.

Sous-préfecture de l'Hérault, Lodève ne jouit ni des plages de la Méditerranée, ni des étendues sauvages du Larzac. Le dynamisme de Montpellier, une cinquantaine de kilomètres plus au sud, ne rayonne pas jusque-là. De fait, Lodève vivote: coincée dans sa vallée, cette commune de 7400 habitants voit sa population stagner depuis des décennies. Les usines textiles, qui autrefois faisaient sa fierté, ont périclité depuis des lustres. Puis la Cogema, qui exploitait ici une mine d'uranium, a mis la clé sous la porte à la fin des années 90. Aux abords de la ville, de vieilles bâtisses témoignent de ce passé révolu. Mais c'est le cœur de la cité qui a été le plus durement frappé: rideaux de fer baissés, volets clos, immeubles insalubres… La vacance commerciale grignote les rez-de-chaussée, l'absence de rénovation dégrade les logements.



«Lodève est une ville pauvre, déplore Gaëlle Lévêque, maire (PS) de Lodève depuis 2020. *Dans le cœur de ville et son pourtour, classés quartiers prioritaires depuis 2015, le taux de chômage atteint environ 25 %, la moitié des habitants vit sous le seuil de pauvreté et 50 % des familles sont monoparentales. Ce centre-ville dégradé a été déserté au profit des populations les plus précaires.»* Les classes moyennes préfèrent vivre en pavillon, à l'écart de ce cœur de ville essoufflé. *«Notre centre commence à se transformer mais c'est très long*, constate Gaëlle Lévêque. *Nous avons racheté des commerces vacants, nous nous sommes engagés dans des programmes lourds, comme les opérations de résorption de l'habitat insalubre… Mais chaque dispositif demande de longues années.»*

Actions très ciblées

C'est ce territoire en transition, en perte de vitesse et en quête de solutions qu'a labouré Gladys Champanay dans le cadre d'une étude Popsu. Architecte, doctorante Cifre (Convention industrielle de formation par la recherche) en aménagement de l'espace et urbanisme, Gladys Champanay a cosigné le rapport issu de ce travail mené durant deux ans par une dizaine de chercheurs associés. *«Notre recherche a fait remonter un manque de communication, de coordination et de cohésion entre les acteurs de Lodève: collectivités et élus, associations et tiers-lieux, techniciens et institutions liés aux programmes nationaux mis en œuvre sur le territoire… Les ingrédients pour un nouveau souffle sont bien là, mais le liant n'est pas suffisant.»*
Ce fossé semble s'être creusé, paradoxalement, lors des nombreux programmes gouvernementaux et études institutionnelles qui se succèdent dans le Lodévois depuis une dizaine d'années. Ces actions territoriales très ciblées, destinées à revitaliser la ville, *«manquent de visibilité»* pour de nombreux habitants, selon Gladys Champanay. Mais les tables rondes organisées dans le cadre de ses recherches ont aussi permis de pointer ce qui tire Lodève vers le haut: la richesse du patrimoine bâti et naturel, le dynamisme culturel, l'expertise des habitants porteurs de nombreux projets et des acteurs investis dans plus de 300 associations, le dynamisme de tiers-lieux… Autant d'atouts qui ont récemment permis à des initiatives d'émerger, comme celle de l'Ilot vert de la Soulondres. *«La première pierre de ce projet d'habitat participatif, mené par une coopérative d'habitants, a été posée il y a quelques semaines*, raconte l'architecte. *Initialement, les habitants s'opposaient à un projet de bétonisation immobilière sur ce site. Puis cette confrontation a mûri en projet et cette volonté citoyenne a convaincu la municipalité.»*

Usine désaffectée et reconvertie

De même, la mobilisation et l'implication d'habitants ont permis à Lodève d'expérimenter le dispositif «Territoire zéro chômeur de longue durée». *«Grâce à lui, 150 personnes ont été embauchées en CDI par l'Abeille Verte, une structure cofinancée par l'Etat et le département, proposant des services à la personne, le réemploi de matériaux du bâtiment ainsi qu'une production maraîchère*, détaille Gaëlle Lévêque. *Dans une ville comme Lodève, ces 150 emplois représentent beaucoup.»*
A noter également le projet des Moulinages, porté par l'entreprise Ecolodève: une vaste usine désaffectée située à l'entrée de la ville est devenue un lieu de production, d'écoconstruction, d'échanges, de formation. Pour la jeune architecte, de telles initiatives ont permis de recréer quelques ponts entre les acteurs du territoire: *«Ici, le potentiel des compétences est énorme, les projets alternatifs menés par et pour les habitants se développent, l'entraide est une réalité. Ce terreau constitue une vraie richesse… à condition de transformer les tribus en réseaux.»*

SARAH FINGER
Correspondante à Montpellier

Réconcilier L'interdépendance «comme une évidence»

Le débat
L'équité territoriale, accélérateur de transition écologique, était au cœur des discussions d'une des tables rondes du colloque de l'assemblée nationale.

«L*e discours sur la relation entre les métropoles et le monde rural a clairement changé*, reconnaît Eric Charmes, géographe à l'ENTPE. *Depuis 2014, puis la crise des gilets jaunes, on observe une prise de conscience d'être allé trop loin dans des politiques favorables aux métropoles. Tout l'enjeu aujourd'hui est de rééquilibrer ces relations entre les territoires*», souligne-t-il. Car c'est bien là, la difficulté.
On préfère parler aujourd'hui «d'interdépendance» des territoires. Et les grandes métropoles semblent en effet avoir compris qu'elles ont bien besoin du monde rural. Comme en témoigne Mathieu Klein, président de Nancy Métropole, autre invité du colloque sur la transition à l'Assemblée nationale le 23 mai : «*Nancy coopère avec ses voisins via des contrats de réciprocité, par exemple. Moins de 1% de ce qu'il y a dans nos assiettes provient de l'agriculture locale !*», souligne-t-il. Cet intérêt accru des métropoles se fait d'ailleurs parfois sentir très fortement. «*Nous sommes un territoire de forêt, d'eau et de montagnes, une terre vivrière dont les métropoles d'Aix et Marseille attendent beaucoup*», témoigne Sandrine Cosserat, maire de Volonne, dans les Alpes-de-Haute-Provence. «*Les territoires ruraux sont encore perçus comme des ressources nécessaires pour les métropoles*», souligne la géographe Monique Poulot, qui pointe l'importance de ce vocabulaire pour comprendre la complexité de leurs relations.
Certaines comme l'Eurométropole de Strasbourg offre des exemples assez novateurs. «*Nous avons signé des contrats de réciprocité avec les Vosges du Nord*», explique sa présidente Pia Imbs – maire de Holtzheim (4000 habitants) et vice-présidente à l'équité territoriale au sein de la métropole. «*Cela exprime un vrai engagement de la métropole auprès de ses 33 communes et même au-delà.*» Car, comme le rappelle Cécile Duflot, directrice d'Oxfam France, «*la question des inégalités territoriales est aussi celle des inégalités sociales. D'autant que celles-ci sont renforcées par l'aggravation du changement climatique*».
Dans ce contexte de dérèglement climatique et la mise en place du Plan national d'adaptation au changement climatique (Pnacc), les territoires ruraux se retrouvent souvent en première ligne. «*Pour créer des kilomètres de digues afin de prévenir les risques d'inondation, les communes comme la nôtre bénéficient de moyens beaucoup plus faibles que ceux des métropoles*, analyse Sandrine Cosserat. *On n'a pas encore assez pris la mesure des charges qui pèsent sur les communes rurales.*» En plus des besoins financiers, celles-ci expriment aussi un besoin accru «d'ingénierie» pour concevoir et réaliser ces projets. Autant d'outils qui leur font encore défaut.
Le constat qui se dégage est donc on ne peut plus clair: «*La solidarité entre les territoires est une évidence*, résume Jean-Claude Raux, député de Loire-Atlantique. *Pour se nourrir, pour l'eau, pour l'air que nous respirons. Nous n'avons pas d'autres choix que de réconcilier villes et campagnes pour relever ensemble les défis qui nous attendent.*» Il ne reste plus qu'à mettre en action cette évidence…

VALÉRIE SARRE



A Rive-de-Gier, «on ne se vit pas comme une ville de banlieue»

A mi-distance de Saint-Etienne et Lyon, la municipalité s'est engagée dans un ambitieux plan d'aménagement de renouvellement urbain.

Un enfant d'une dizaine d'années joue de la trompette derrière une vitre colorée en jaune. Au fond du couloir, dans une autre salle, on aperçoit une femme, la soixantaine, qui hésite en plaçant ses doigts sur les cordes d'un violon. Dans la grande pièce conçue pour les répétitions de l'orchestre, un jeune prof de musique fait une démonstration de xylophone à deux adolescents. Ce mercredi après-midi, le conservatoire de Rive-de-Gier bruisse du son d'une kyrielle d'instruments. On les entend lorsqu'on se balade dans les couloirs, mais les murs, les planchers et les plafonds ont été soigneusement insonorisés pour que personne ne se gêne en montant ses gammes ou en préparant un concert. Retapé et réaménagé de fond en comble, le bâtiment a été inauguré il y a deux mois et demi. Il est l'un des symboles d'un projet de rénovation urbain plus vaste, dans la petite ville de Rive-de-Gier.



Peuplée de 15000 habitants, cette ancienne cité industrielle de la Loire a connu son heure de gloire à la fin du XIX[e] siècle. A cette époque, une armée d'ouvriers étaient employés à l'extraction du charbon affleurant ou aux usines de verrerie et de métallurgie. Et la ville a poussé comme elle a pu, encaissée entre les collines, laissant en héritage «*un urbanisme très dense, qui entremêle habitat ouvrier et habitat bourgeois, des lieux de production et de services*», retrace Vincent Bony, son maire communiste, également vice-président de Saint-Etienne Métropole. «*L'industrie lourde en cœur de ville appartient à une époque révolue*» et à mesure que la

L'interterritorialité, un monde à part

L'universitaire Christelle Morel-Journel revient sur un concept permettant de mieux comprendre le statut et les aspirations des territoires périurbains.

Les petites villes, dans l'imaginaire collectif, sont celles où il ne se passe rien. Surtout si elles vivent à l'ombre de métropoles qui, elles, aimantent la population active et proposent une foule de services en déclin dans les zones périurbaines. Trois questions à Christelle Morel-Journel, enseignante-chercheuse en études urbaines à l'Université de Saint-Etienne et autrice de *Régénérer une petite ville sous double influence métropolitaine, le cas de Rive-de-Gier* (Autrement, 2022).

Qu'est-ce que l'interterritorialité ?

C'est un concept forgé dans les années 90 par le géographe Martin Vanier (1) qui s'est intéressé aux espaces périurbanisés sous influence métropolitaine, pour voir comment les différentes collectivités territoriales sont en capacité de coopérer et d'élaborer un agenda politique commun. La force de ce concept est de décaler l'acception de ces territoires qu'on associe à une juxtaposition, de prêter attention à la manière dont ces territoires peuvent être emboîtés et affectés par des logiques qui ne sont pas strictement territoriales, bornées.


DR
INTERVIEW

L'espace périurbain souffre d'une connotation péjorative, associée à une forme de relégation, pourquoi constitue-t-il aussi une richesse ?

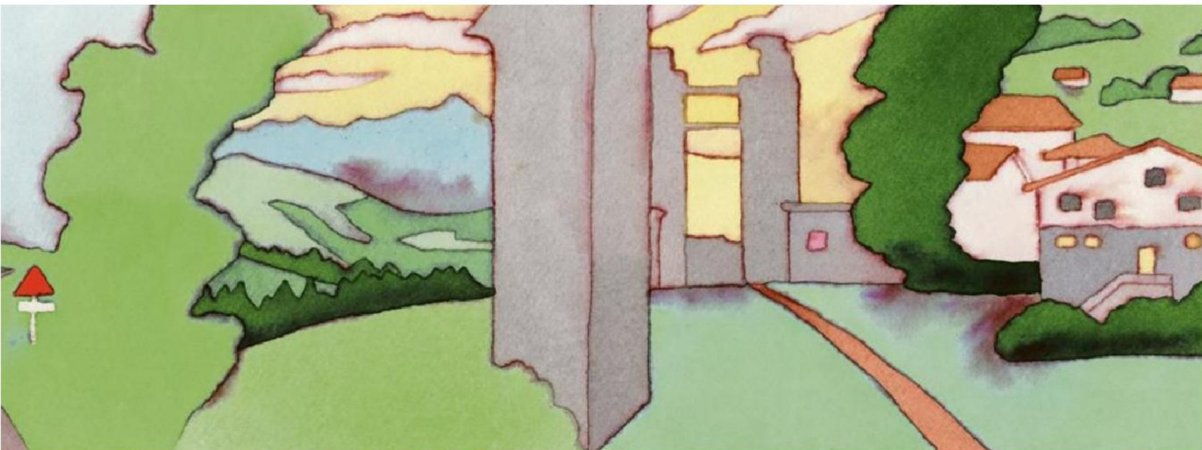
Un nombre très conséquent de personnes y habitent, avec une multiplicité de problématiques fortes, telles les mobilités. Cet enjeu est crucial et a d'ailleurs été exprimé lors du mouvement social des gilets jaunes, parmi les plus forts de ces dernières années. L'espace périurbain renvoie aussi à une consommation de l'espace, à une logique de coût de l'urbanisation sur les espaces agricoles, à des enjeux de redistribution et de justice. Un certain nombre de coûts sont liés au fait que des ménages y habitent et expriment donc des besoins scolaires, sanitaires, auxquels il n'est pas toujours facile de répondre pour les collectivités. Ces territoires sont à la fois affectés par des logiques qui les dépassent et soumis à une forme de proximité de certaines décisions, à l'échelle communale et intercommunale.

Rive-de-Gier se trouve à mi-chemin entre Lyon et Saint-Etienne, dans un *«point de passage obligé»* de la vallée, explique son maire, qui dit en plaisantant que ces métropoles sont en réalité *«les banlieues de Rive-de-Gier»*, et non l'inverse. Quelle part de vérité comporte ce trait d'esprit ?

L'idée de ville de banlieue, dans un contexte où la banlieue garde un sens péjoratif, suppose d'être référé à une seule ville. A Rive-de-Gier, même si la population active conserve un tropisme plus stéphanois que lyonnais, il y a cette double référence aux deux grandes villes. Rive-de-Gier garde certains attributs de la centralité classique, notamment en matière culturelle. C'est une ville de 16 000 habitants, mais elle a un conservatoire, un théâtre, une salle de cinéma d'arts et essai, elle a été un acteur clé d'un festival de jazz renommé. Historiquement, elle bénéficie de politiques publiques culturelles assez relevées. Une banlieue dépend complètement d'un centre, ce qui n'est pas le cas dans cette ville, où il y a matière à travailler, à vivre au quotidien. En 2019, 75 % des habitants travaillaient en dehors de la commune, ce qui veut aussi dire que 25 % de la population active y exerçait son activité sans avoir à rallier une métropole ou l'autre.

Recueilli par **MAÏTÉ DARNAULT**
Correspondante à Lyon

(1) Auteur de *le Pouvoir des territoires, essai sur l'interterritorialité* (Economica, 2008).


ANDRÉ DERAINNE

«déprise économique» s'est accentuée, la *«reprise des friches industrielles est devenue un enjeu majeur»*, explique-t-il. *«Point de passage obligé»* entre Lyon et Saint-Etienne via la voie ferrée ou l'A47 prolongée par la RN88, Rive-de-Gier vise pourtant un autre avenir que celui conditionné par le transit entre les deux métropoles.

Centre ancien et paupérisé

Pour devenir une ville plus attractive et plus autonome vis-à-vis de ses grandes voisines, où chaque matin les trois quarts de la population partent travailler, la municipalité s'est engagée dans un plan d'aménagement sur dix ans dans le cadre du Nouveau Programme national de renouvellement urbain. D'ici 2028, plus de 60 millions d'euros vont être investis pour reconvertir le centre ancien, paupérisé, de cette bourgade populaire où près de 60 % de la population est exemptée d'impôts en raison de ses faibles revenus. Un autre axe : miser sur un patrimoine riche et diversifié, jusqu'alors peu valorisé, pour améliorer le cadre de vie et potentialiser sa *«centralité»*. *«Ici, on ne se vit pas comme une ville de banlieue, ce sont Saint-Etienne et Lyon qui sont les banlieues de Rive-de-Gier, et non l'inverse»*, plaisante Vincent Bony. *Ça paraît coincé au fond de la vallée, mais il existe une vraie identité, avec un développement culturel très important.»*

> Cette ancienne cité industrielle de la Loire a connu son heure de gloire à la fin du XIXe siècle, quand une armée d'ouvriers étaient employés à l'extraction du charbon ou aux usines de verrerie et de métallurgie.

Ouvrir le conservatoire à tous

Hormis l'édification des nouveaux logements pour favoriser la mixité sociale, l'un des pans du programme concerne justement l'installation du conservatoire de musique, auparavant dispersé sur quatre sites, dans l'ancienne école Victor-Hugo, au pied de laquelle le Jardin des plantes va être totalement redessiné. Ce mercredi de fin mai, il se résume encore à une colline de terre nue plantée de quelques vénérables arbres que les machines de chantier contournent soigneusement. A l'arrière du conservatoire, en revanche, la scène de plein air a profité des pluies abondantes pour se parer de vert. Elle s'apprête à être inaugurée, en musique évidemment, du 21 au 23 juin. Mais la couleur phare du lieu reste le «bleu Majorelle», une teinte vive et lumineuse aux accents d'outre-mer. On la retrouve en fil conducteur du bâtiment en forme de U, fréquenté cette année par près de 320 élèves.

Sans compter d'autres recrues : les élèves des *«classes orchestres»* lancées dans deux écoles de ce quartier classé politique de la ville (QPV). *«C'est un apprentissage, sur le temps scolaire et en groupe, de la musique sur la famille des cordes au sein du conservatoire»*, explique Jean-Baptiste Thiriet, son directeur. L'objectif: *«Casser les barrières de l'image élitiste»* de l'établissement, amener les enfants à une pratique collective afin de *«croiser les communautés et les générations»*. Dès l'ouverture du conservatoire mi-mars, une *«visite des voisins»* a été organisée. *«Des familles entières sont venues, ça a créé des liens. Ça doit devenir un pôle d'attraction culturelle, en parallèle du cinéma et de la médiathèque qui ont un public différent*, projette Jean-Baptiste Thiriet. *Personne ne doit avoir peur de rentrer ici, ça ne doit pas être un monument étranger.»*

M.Da. *Correspondante à Lyon*

Un nouvel esprit des lieux

Jacques Lévy
Géographe, Prix Vautrin-Lud 2018

Mettre les transitions à l'échelle, c'est agir sur des espaces à la bonne taille. Contrairement à l'absurde «Penser global, agir local», il convient de penser et d'agir en même temps et partout, mais pas toujours de la même façon.
Il faut d'abord, c'est vrai, éviter de faire du mot «transition» un mana au pouvoir magique. Si le terme s'est si facilement imposé, c'est peut-être parce que, faute de préciser vers quoi on transitionne, il ne veut pas dire grand-chose. Je propose pour ma part cette définition : il s'agit pour l'humanité de passer du Néolithique (un système qui ajoute une composante prédatrice à la production) à l'âge «post-lithique» (lorsque la charge prédatrice sur la nature aura été éliminée). Si c'est bien de cela que l'on parle, il devient clair que, entre climat, biodiversité et santé publique ; entre énergie, agriculture, industrie et mobilité, de nombreuses échelles se combinent.
Il faut d'abord se méfier des simplismes de la «proximité». Ainsi, la construction européenne et la mondialisation font naître de nouvelles proximités (le reste de l'Europe et le reste du monde sont plus proches de nous qu'ils ne l'étaient naguère) et il n'y a pas de bonne raison que les anciennes dépendances, microlocales ou nationales, aient le primat sur ces nouvelles interdépendances.
Simultanément, même si les grandes échelles n'ont jamais été aussi décisives, le local lui aussi joue un rôle accru tout simplement parce que beaucoup de choses s'y jouent. Une société locale, c'est le plus petit espace où logement, emploi, éducation, culture, mobilité, environnements naturels font système et font territoire.
Toutefois, qui veut penser le local aujourd'hui constate que la France n'est pas un bon élève en matière de citoyenneté à cet échelon. La France locale se distingue par une gouvernance opaque et baroque, par beaucoup de corporatisme géographique, et, justement, par un décalage entre l'échelle des problèmes et celle de l'action. Depuis 150 ans, des processus très puissants ont empêché les espaces réellement vécus de se doter de gouvernements dignes de ce nom.
Comment alors construire un nouvel esprit des lieux dans le millier de sociétés locales (qu'on les appelle «aires urbaines», «pays» ou «bassins de vie») que compte la France ? Créer un espace de décision commun où résidents du périurbain, des banlieues et des centres puissent discuter ensemble, y compris sur les sujets qui fâchent, ce n'est pourtant pas une utopie technique ou une fantaisie esthétique : c'est un impératif. Ce que nous avons vécu ces derniers temps, ce sont des sécessions agressives qui, entre ghettos de banlieues et égoïsmes périurbains, mettent de côté les biens publics liés à l'habitat, alors même que ceux-ci ne peuvent se produire que localement. Indicateur de cet échec, les émissions de gaz à effet de serre produites par les mobilités du quotidien ne baissent pratiquement pas en France.
La première des solidarités géographiques qu'on peut viser, c'est de gouverner ensemble le vivre ensemble, avec les outils irremplaçables que sont une démocratie élective et une fiscalité responsable. L'enjeu est de travailler à une échelle où la défense identitaire d'un quartier ou d'un lotissement cède le pas au développement d'une société locale dont la diversité interne ne soit pas négociable. C'est ce qu'avait conclu le rapport «Vivre ensemble», publié en 1976. Près de cinquante ans plus tard, il est toujours d'actualité. La responsabilité globale des humains vis-à-vis de la nature pose des problèmes d'un genre nouveau et il faut prendre le temps d'aller vite. L'échelon local a tout autant besoin de politique que les autres, et maintenant plus que jamais.

Le retour des ruralités

Monique Poulot
Directrice du master Géographie, aménagement, Environnement de l'université Paris Nanterre

Après une période scientifique et médiatique consacrée à la ville et à l'urbanisation, la question du rural ressurgit depuis une bonne dizaine d'années, appelant des scénarios multiples quant à sa contribution à l'espace français dans un nouveau pacte territorial. Le temps du tout urbain des logiques de mondialisation et de métropolisation, avec un rural devenu *«un avatar spécifique du monde urbain»*, selon Michel Lussault (1), se heurte à la forte résilience des espaces ruraux en termes de populations et de modes d'habiter. Ce rural renvoie désormais autant à des réalités géographiques qu'à des catégories de sens ou des constructions sociales au point d'être désigné sous le terme de «ruralités». Ce retour des ruralités, fortement amplifié par les injonctions à la durabilité, se décline sous différentes figures.
Les premières prennent la forme d'un «faire campagne» plébiscité par les habitants comme les collectivités : à l'urbanisation des campagnes en tant que généralisation de modes de vie et de consommation répond aujourd'hui une ruralisation de la ville. Cette dernière puise dans les nouvelles formes urbaines, qui ne cessent de s'étaler avec la périurbanisation, mais aussi dans le paradigme du développement durable, qui normalise les normes et techniques d'aménagement, à l'image des Agenda 21 et des Grenelle. L'enherbement des berges des rivières et fleuves, mais aussi la remise en eau de certains lits fluviaux, enterrés ou détournés, se retrouvent désormais dans toutes les villes tant dans un souci de minimiser les risques que dans celui de créer des espaces de convivialité ; ce sont encore les trames vertes ou la diffusion de la gestion différenciée des espaces verts.
Mais cette ruralisation tend de plus en plus à se faire «agrarisation». Dans nombre de documents d'urbanisme, les espaces agricoles deviennent des infrastructures autour desquelles se construit la ville, à l'image du Scot de Rennes organisé autour de champs urbains déclarés espaces intangibles. L'agriculture, marqueur de base des ruralités, s'impose comme une des entrées des référentiels pour engager des transitions. L'architecture de ce modèle qualifié d'agri-urbain appelle des formalisations inédites (imbrication dans la ville, contrôle foncier…) autour de projets d'agriculture urbaine entrepreneuriaux ou associatifs (sur les toits, au pied des immeubles, dans les écoquartiers…) et de la multiplication des jardins plus ou moins pérennes au gré des projets immobiliers.
Enfin ces réagencements – certains internes à la ville – se doublent de réarticulations entre territoires des villes et territoires des champs, avec des métropoles et des communautés d'agglomérations englobant toujours plus de communes rurales. Cette nouvelle donne prend acte que la ville est «nue», comme l'a particulièrement révélé la crise sanitaire de Covid-19, et que l'essentiel des ressources (alimentation, énergie, eau, cadres de loisirs…) se situe dans les espaces ruraux. Ce nouvel horizon de mise en partage, rendu nécessaire par la crise environnementale, interroge les modalités à faire advenir. Les contrats de réciprocité figurent une des solutions de ces formes de transaction à condition qu'ils soient fondés sur une justice spatiale, particulièrement attentive à la répartition des services et à leur accessibilité, qui demeure un point d'achoppement au point d'alimenter frustrations et révoltes dans les ruralités.

(1) *Le rural, de l'urbain qui s'ignore ?* de Michel Lussault, Tous urbains.

France, périphérique modes d'emploi

Anouk Chainais
Doctorante au laboratoire EVS-RIVES, ENTPE

La «France périphérique» désigne les territoires qui se situent à distance des plus grandes villes françaises. Cette notion a été proposée dans le débat public par Christophe Guilluy, qui considérait que l'action publique et l'attention médiatique se focalisaient sur la pauvreté des banlieues, au détriment des territoires périurbains ou ruraux. En cela, son analyse oppose deux types de territoires et les met en concurrence.
Aujourd'hui, l'expression est utilisée par de nombreuses personnalités politiques, notamment lorsqu'elles sont en campagne, pour décrire des territoires dont il faut convaincre l'électorat. François Ruffin, notamment, plaidait en 2022 pour une prise en compte par la gauche de la *«France périphérique»*, qu'il définissait comme celle des gilets jaunes et des ronds-points. Il critiquait la focalisation de la gauche sur l'électorat des grandes villes et de leurs banlieues, abandonnant les autres territoires au RN. A l'extrême opposé de l'échiquier politique, Eric Zemmour, en 2022 également, tentait de convaincre cette France, cette fois-ci en l'opposant à celle des banlieues, qu'il considère islamisées et *«gorgées d'allocation et de privilèges de toute sorte»*.
Les thèses de Christophe Guilluy n'ont pas reçu un accueil aussi favorable dans le monde académique. La notion a été très critiquée, que ce soit pour son raisonnement dualiste trop simplificateur, pour le manque de précaution et d'objectivité servant à *«alimenter des arguments tronqués ou erronés»* ou encore comme cadre conceptuel qui divise les territoires en difficulté là où il faudrait les unir. Cela n'empêche cependant pas des travaux scientifiques comparant les petites villes et les banlieues populaires des grandes villes d'exister. Dominique Lorrain, par exemple, conclut en 2006 d'une comparaison entre Verdun et Villiers-sur-Marne que *«vivre dans une zone urbaine sensible de banlieue parisienne n'est pas plus un critère d'exclusion sociale que d'être dans une zone rurale en perte de vitesse»*. Un travail qui n'a pas suscité les mêmes controverses que la proposition de Guilluy.
Quelle que soit la pertinence scientifique de la notion, elle s'est imposée dans le débat politique et dans les médias. Un enjeu est à présent de savoir si les grilles de lecture proposées par Christophe Guilluy sont mobilisées par les habitantes et habitants des banlieues d'un côté, et par celles et ceux du périurbain, des petites villes et des campagnes de l'autre. Est-ce une représentation courante chez les classes populaires de ces territoires ? Crée-t-elle de la division entre elles ? Pour répondre à ces questions, l'analyse des inégalités objectives entre territoires s'avère nécessaire mais sûrement pas suffisante. Comme l'explique François Dubet, *«les inégalités vécues comme injustes et intolérables […] ont un effet réel sur les conflits et l'organisation des sociétés»*. Cela rend donc l'étude de la perception des inégalités essentielle.